

PRÉSIDENTE

Le Président de la République nomme les membres du Tiers présidentiel au Conseil de la nation

P. 24

ALGÉRIE-LIBYE

L'Algérie prend acte de la dernière initiative politique pour trouver une solution politique à la crise libyenne

P. 24

LEVÉE PROGRESSIVE DES MESURES DE CONFINEMENT

De l'engagement et de la responsabilité

Après trois mois de confinement imposé dans toutes les régions du pays, suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, certains commerces ont repris leurs activités dimanche avec beaucoup

d'engagement et un haut sens de responsabilité, que ce soit de la part des commerçants ou des clients. Suite à la décision du Gouvernement visant à lever le confinement de manière

"souple et graduelle", en deux étapes à partir du 7 juin en cours, certains locaux commerciaux et de services ont repris leurs activités.

P. 3

APS



TOURISME

"Les préoccupations des opérateurs prises en considération"

P. 4

ENVIRONNEMENT

"Mettre fin à la consommation irrationnelle des ressources énergétiques fossiles"

P. 4

COMMERCE EXTÉRIEUR

Déficit de 1,5 milliard de dollars au 1^{er} trimestre 2020

P. 6

SANTÉ

**COUP DE SOLEIL
10 remèdes naturels pour le soulager**

P.p 12-13

FOOTBALL

**MATCHS ARRANGÉS
Halfaia et Saâdaoui placés sous mandat de dépôt**

P. 21



LES CRIMES DU
17 OCTOBRE 1961
À PARIS

Un des plus grands massacres de civils en Europe au 20^e siècle (historiens)

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CONTREBANDE

Intenses activités des services de l'ANP

P. 24

ELECTRICITÉ - PERTURBATION Alger : perturbations de l'alimentation en électricité dans certaines communes de mardi à jeudi (SADEG)



Des perturbations en alimentation électrique sont prévues du 9 au 11 juin dans certaines communes d'Alger en raison des travaux de remplacement d'équipements électriques, a indiqué dimanche Sonelgaz dans un communiqué.

Il s'agit des quartiers Cité 30 logements DGSN de la commune de Chéraga, Cité 400 logements LSP (en partie) et 90 pavillons dans la commune de Ouled Fayet qui seront concernés par cette perturbation prévue mardi de 9 h00 à 16h00, précise la même source.

Dans la commune de Bouzaréah, les quartiers Chaaba Bouhammam, lotissements Bouhammam et Quartier Bouhammam seront touchés durant la même journée (de 9 h00 à 16h00) par cette perturbation.

Pour la journée du mercredi 10 juin, les perturbations prévues de 9h00 à 16h00, concerneront deux quartiers de la commune de Ouled Fayet à savoir Cité 138 logements et Cité RHP.

Dans la commune de Bouzaréah, les quartiers Cité 20 logement Bouhammam ainsi que les lotissements Bouhammam et Bouscoult seront touchés par cette perturbation mercredi de 9h00 à 16h00.

Pour la journée du jeudi 11 juin, des quartiers des communes de Bouzaréah et Ouled Fayet seront, à leur tour, touchés par ces perturbations qui s'étaleront de 9h00 à 16h00.

Il s'agit de Coopérative Rym, Ecole du plateau et Coopérative des cyprès dans la commune de Ouled Fayet, et Cité 26 logements Bouscoult, lotissement Bouscoult et Quartier Bouscoult dans la commune de Bouzaréah, selon le communiqué.

CRIMINALITÉ

Mila : saisie de 20 faux billets en coupures de 1000 dinars à Oued El Athmania



Les éléments de la sûreté extra-muros d'Oued El Athmania (Sud de Mila) ont saisi 20 000 dinars de faux billets en coupures de 1000 dinars et procédé à l'arrestation de trois personnes impliquées dans cette affaire, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été enclenchée suite à des informations parvenues aux éléments de la sûreté extra-muros d'Oued El Athmania dénonçant un individu s'adonnant au trafic de faux billets dans l'un des magasins de la ville.

Les investigations menées ont permis d'arrêter le principal suspect en possession de 20 faux billets en coupure de 1000 dinars, selon la même source.

L'élargissement de l'enquête en coordination avec les instances spécialisées a, par la suite permis aux policiers d'appréhender ses deux acolytes, âgés de 30 et 32 ans pour avoir contribué à l'introduction de faux billets dans le circuit commercial, a-t-on ajouté.

Après le parachèvement des procédures de l'enquête, les trois mis en cause ont été présentés devant le parquet de Cheïghoum Laid qui a ordonné la mise en détention du principal suspect et le placement sous contrôle judiciaire des deux autres personnes.

CHOUHADA- CIMETIÈRES- RESTAURATION Skikda : 10 millions DA pour la restauration des tombes de chouhada profanées à Ain Kechra



La wilaya de Skikda a alloué une enveloppe financière de l'ordre de 10 millions de dinars, destinée à la restauration et au réaménagement du cimetière des chouhada de la commune de Ain Kechra (Ouest de Skikda) dont 11 tombes ont été profanées par des inconnus au cours du mois du Ramadhan, a indiqué dimanche le responsable local de l'organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Tahar Boulahouache.

A ce propos, la même source a fait état, à l'APS, de l'éventualité d'équiper le cimetière, ainsi que la stèle commémorative de la bataille de Oued Zeguar, adjacente à ce lieu, de caméras de surveillance fonctionnant à l'énergie solaire, précisant que le projet comprend également la restauration des tombes ayant fait l'objet d'actes de vandalisme, l'aménagement d'une clôture et autres travaux.

De son côté, Fatah Hamouche, directeur du musée régional du moudjahid de la wilaya de Skikda, a affirmé que ce cimetière, pouvant accueillir environ 35 tombes, compte actuellement uniquement 11 tombes où reposent des ossements de martyrs de la révolution, ajoutant qu'il a été décidé d'y enterrer d'autres restes de chouhada de la région, à chaque fois que des ossements seront retrouvés.

Par ailleurs, au moment où les services de la gendarmerie nationale recherchent les auteurs de ces actes de vandalisme, la fondation du chahid Zighoud Youcef a dénoncé par la voix de son président, Dr Ahcène Tlilani, la profanation des tombes des chouhada du cimetière de Ain Kechra, qualifiant cela de "crime impardonnable vis-à-vis des martyrs mais aussi envers toute la nation".

PANDÉMIE-RAPATRIEMENT Illizi: arrivée de 12 Algériens rapatriés du Tchad



Douze (12) ressortissants algériens ont été rapatriés, à bord d'un vol spécial, depuis Ndjamena (Tchad) vers l'aéroport Tiska de Djanet (wilaya d'Illizi), a-t-on appris dimanche auprès des services de la circonscription administrative de Djanet.

Ce groupe de ressortissants nationaux, bloqués au Tchad suite à la fermeture de l'espace aérien à cause des risques de propagation de la pandémie de Covid-19, a été soumis à un contrôle médical à leur débarquement, avant d'être transporté vers un hôtel pour passer une période de quarantaine de 14 jours, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie, a-t-on précisé.

Les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer leur prise en charge au niveau de cette structure hôtelière dans de bonnes conditions, ajoute la même source.

L'opération intervient en application des instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune concernant le rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, suite à la fermeture du trafic aérien à cause des risques de propagation de Covid-19.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 185 blessés durant les dernières 24 heures (Protection civile)

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 185 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures, à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.

Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Constantine (un mort et 2 autres blessés lors d'un accident de la route survenu au niveau la RN 3, dans la commune de Didouche Mourad) et de Sidi Bel Abbès (un mort et 2 autres blessés suite à une collision entre deux motocyclettes sur le CW 17 dans la commune de Sidi Ali Ben Youb).

Les secours de la Protection civile sont, également, intervenus dans la wilaya d'Ain Té-mouchent pour le repêchage et l'évacuation



d'une personne décédée noyée en mer, dans la zone rocheuse de la plage El Hilala, commune de Sidi Ben Ada.

Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêts, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction

de 10 incendies (4 incendies récoltes, 3 incendies d'herbes et 3 incendies de palmiers), indique le communiqué, soulignant que ces sinistres ont causé des pertes estimées à plus de 7 ha d'herbe, 6 Ha de blé, 1 ha d'orge et 205 palmiers-dattiers".

Concernant les acti-

vités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les mêmes unités ont effectué "97 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (70 communes) portant sur cette pandémie, 120 opérations de désinfection générale à travers 24 wilayas (77 communes), ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Il a été ainsi mobilisé pour les deux opérations "710 agents de la Protection Civile, tous Grades confondus, 84 ambulances, 144 engins ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans 15 sites d'hébergement destiné au confinement à travers 8 wilayas (Alger, Annaba, Ouargla, Boumerdes, Tlemcen, El-Tarf, Guelma et Tipaza).

REPRISE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Beaucoup d'engagement et de sens de responsabilité

Après trois mois de confinement imposé dans toutes les régions du pays suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, certains commerces ont repris leurs activités dimanche avec beaucoup d'engagement et un haut sens de responsabilité, que ce soit de la part des commerçants ou des clients, a constaté l'APS sur place.

Suite à la décision du Gouvernement visant à lever le confinement de manière "souple et graduelle", en deux étapes à partir du 7 juin en cours, certains locaux commerciaux et de services ont repris leurs activités.

Les mesures de confinement ont impacté négativement l'activité commerciale, ainsi plusieurs commerçants et intervenants dans ce secteur ont exprimé leur satisfaction quant à la décision d'allègement graduel des mesures de confinement afin de permettre la reprise de certaines activités. Lors d'une tournée effectuée par l'APS, au premier jour de la reprise des activités, dans plusieurs commerces dans les communes de Bourouba, Belouizdad et Bachdjerah qui englobent les plus grands centres commerciaux et marchés de la capitale, l'on a constaté d'intenses préparatifs par les propriétaires des commerces.

Les commerçants et les prestataires de services procédaient à la préparation de leurs magasins pour accueillir les clients dans le cadre du respect des mesures contenues dans le communiqué du Gouvernement concernant la reprise des activités. Certains commerçants avaient commencé à équiper leurs locaux dès la semaine dernière, selon Farid un vendeur de tissus, qui a affirmé qu'il avait entamé le réaménagement de son magasin bien avant pour pouvoir rouvrir aujourd'hui.

Plusieurs commerçants ont imprimé le communiqué du Gouvernement contenant les mesures préventives à respecter par le commerçant et le client, afin de les afficher sur les façades de leurs magasins, tandis que d'autres affichent

les orientations à suivre à l'entrée des magasins. Parmi les affiches les plus fréquentes sur les vitrines, «interdiction d'entrée à plus d'une personne», port du masque de protection obligatoire», «attendez votre tour s.v.p.», "respectez la distance de sécurité" etc. Certains commerçants ont exprimé leur préoccupation quant à l'indisponibilité du transport public des voyageurs qui a empêché leurs travailleurs d'être en poste aujourd'hui.

Pour d'autres commerçants le problème de transport ne s'est pas posé, ces derniers disposant de leurs propres moyens ou veillant eux-mêmes à conduire leurs employés au lieu de travail.

Propriétaire d'un restaurant à Belouizdad, Abdelghani a préféré retarder l'ouverture de son commerce jusqu'à la finalisation des préparatifs en cours pour la préparation de plats à emporter, se disant préoccupé par "la manière de ramener ses employés". Il a dit «avoir réduit provisoirement le nombre de ses travailleurs de 6 à 2».

Pour se rendre à son local à Bourouba, Merouane, un commerçant résidant à Reghaïa, a fait appel un chauffeur de véhicule clandestin qui lui assure ses déplacements, estimant, toutefois, que «des frais restent très excessifs».

Pour les commerces ayant connu une faible affluente de clients en ce dimanche, l'heure était au nettoyage et à l'aménagement des locaux, au moment où les commerces jouxtant les marchés populaires connaissent un rush de clients. Plusieurs commerçants ont fixé le nombre de clients autorisés d'entrer en même



temps pour les grandes surfaces, alors que de longues files d'attente étaient observées devant les petits commerces.

- Boulenouar : 70% des commerces en activité à l'heure actuelle -

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), El H adj Tahar Boulenouar a affirmé le respect par les commerçants autorisés à reprendre, leurs activités, des mesures de prévention mentionnées dans le communiqué du Gouvernement, constaté lors des sorties sur le terrain effectuées par des équipes de l'association, à travers les wilayas dans le but d'inspecter la situation et de sensibiliser les commerçants à l'importance de respecter les mesures de protection.

L'association a enregistré avec satisfaction le retour graduel de la vie économique et l'ouverture des activités commerciales, artisanales et de services mettant un

terme ainsi aux pertes subies par le secteur depuis 3 mois en raison de la fermeture des commerces, a expliqué M. Boulenouar à l'APS. Et d'ajouter : "le retour à la vie économique ne signifie pas la fin de la pandémie. La situation exige la poursuite des actions de sensibilisation quant aux dangers du covid-19 et le respect des mesures de prévention".

Le taux de commerçants et d'artisans activant actuellement s'élève à 70% du total des commerçants et d'artisans, y compris les commerçants n'ayant pas suspendu leurs activités durant la période de confinement à l'instar des boulangeries, de l'alimentation générale et des boucheries, a-t-il poursuivi.

Les 30% restants n'ont pas repris leurs activités et attendent le feu vert durant la deuxième phase de déconfinement, a-t-il dit. Faisant savoir que les commerçants devront assumer les conséquences du non respect par le client des mesures préventives, M. Boule-

nouar a appelé les clients à l'impeccable respect des instructions à même de préserver la continuité de l'activité commerciale.

Concernant le transport, M. Boulenouar a assuré que cette question ne constituait pas un problème actuellement étant donné que les sociétés privées devront fournir le transport à leurs fonctionnaires et que la majorité des commerçants disposent d'un véhicule personnel.

Quant aux commerçants n'ayant pas repris leurs activités, le même responsable a imputé cela au fait que ces derniers ne possèdent pas d'équipement et de matériels de prévention, soulignant que la majorité des commerçants ont respecté les conditions fixées.

"Durant cette première phase, les mesures préventives devront être plus rigoureuses car les commerçants seront contraints de respecter les mesures de prévention en endossant toute la responsabilité en cas de violation de ses mesures", a-t-il souligné.

WILAYA D'ALGER

Reprise partielle des activités économiques, commerciales et de services

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé la reprise de nombre d'activités commerciales, économiques et de services à compter d'aujourd'hui dimanche dans le cadre de la 1ère phase des mesures progressives de levée de confinement partiel, dicté pour riposter à la propagation du Covid-19, a indiqué la wilaya dans un communiqué.

Dans une première phase, nombre d'activités économiques, commerciales et de services reprennent ce dimanche 7 juin, suite à la feuille de route tracée par le Premier ministre relative au à la levée progressif du confinement, appliqué pour lutter contre la propagation du Covid-19, suite à quoi a été définie la liste des activités autorisées à reprendre en deux phases à compter d'aujourd'hui, a précisé la wilaya sur sa page officielle Facebook. La première phase concerne la reprise des activités dans le secteur du BTPH y compris les activités de sous-traitance et les bureaux d'études (architecture, urbanisme, génie civil), avec l'organisation des moyens de transports du personnel, à la charge des entreprises, autorisés à circuler sur l'ensemble du territoire national à 05h00 du matin jusqu'à 19h00 dans le respect des consignes sanitaires et de sécurité édictées par les pouvoirs publics en la matière, a repris la même source.

La relance des travaux sur les chantiers est subordonnée au respect par les employeurs de la disponibilité des équipements de protection individuels (masques, gants, casques), à la planification des travaux de fa-

çon à respecter la distanciation physique et le cas échéant, l'organisation des conditions de leur hébergement et restauration, devant tenir compte des consignes de distanciation physique, d'hygiène et de désinfection régulière des locaux et des lieux, rappelle le communiqué.

De surcroît, l'utilisation des moyens de transport des travailleurs, d'engins et de véhicules de chantier, doit répondre aux exigences des protocoles sanitaires particulièrement le nettoyage régulier et la désinfection quotidienne.

La wilaya d'Alger a appelé également tous les employés et les propriétaires d'établissements activant dans le secteur du BTPH à se rapprocher des services des circonscriptions administratives relevant de la wilaya d'Alger, afin de déposer les demandes d'obtention des autorisations de circulation pendant la période du confinement sanitaire.

S'agissant de la reprise des activités commerciales et de services, la même source a rappelé qu'elle concerne une première catégorie de métiers et d'artisanat consistant les artisans céramistes, les plombiers, les menuisiers, les peintres, les agences de voyage, les agences immobilières, la vente de produits d'artisanat, les activités de cordonnier et de tailleur, l'activité de maintenance et de réparation, le commerce d'articles ménagers et de décoration, le commerce d'articles de sport, le commerce de jeux et de jouets, les pâtisseries et confiseries, la vente à emporter de glaces et de boissons, et les fast-foods,

uniquement la vente à emporter.

Il s'agit, aussi, du commerce de literies et tissus d'ameublement, le commerce des appareils électroménagers, la vente des produits cosmétiques et d'hygiène, le commerce de fleurs, les pépiniéristes et les herboristes, les studios photographiques et les activités de tirages de plans et de photocopie, les douches à l'exception des hammams, la maintenance, le dépannage et le lavage de véhicules, les galeries d'art, le commerce des instruments de musique, les antiquaires et brocantes, les librairies et papeteries, les salons de coiffures pour hommes, ainsi que les marchés à bestiaux.

Les autorisations d'exercice des activités commerciales et de services, susmentionnées, s'étalent de 07h00 à 17h00, sans préjudice au confinement partiel, et ce jusqu'au 13 juin 2020, a ajouté la source. Le communiqué a également souligné la nécessité pour les opérateurs et les commerçants concernés de s'engager à la mise en place d'un système de prévention pour l'accompagnement des activités autorisées, dont le port obligatoire de masques de protection, l'organisation des entrées et des files d'attente à l'extérieur et à l'intérieur des magasins de façon à permettre le respect de la distanciation physique.

Ces derniers doivent fixer le nombre de personnes autorisées à être dans un même lieu, déterminer le sens à suivre à l'intérieur des magasins, faire un traçage et des barrières pour éviter le croisement entre les clients, placer des serpillères désinfectantes pour

les chaussures au niveau des entrées, mettre le gel hydro-alcoolique à la disposition des clients, désinfecter les pièces de monnaie et billets de banque, nettoyer quotidiennement les magasins, assurer des bacs pour le jet des masques, gants, mouchoirs et matériel médical utilisé.

Pour ce qui est des activités des salons de coiffure pour hommes, le communiqué souligne la nécessité d'organiser l'activité à travers la prise de rendez-vous, de respecter l'obligation du port du masque aussi bien pour le coiffeur que pour le client, autoriser l'entrée au salon à deux personnes au maximum et assurer un nettoyage régulier du local et du matériel de coiffure.

Concernant les marchés à bestiaux, les marchés de fruits et légumes ainsi que les marchés et grands espaces de vente de proximité, les responsables doivent veiller à l'application rigoureuse de toutes les mesures sanitaires notamment le port du masque, la distanciation sociale, la désinfection des lieux, l'organisation de l'entrée, le traçage des passages, l'utilisation de serpillères désinfectantes pour les chaussures à l'entrée, indique la même source, ajoutant que l'application de ces mesures sera contrôlée par les autorités compétentes. Le wali d'Alger insiste sur l'impeccable respect des mesures préventives, a souligné le communiqué, indiquant que le non respect de ces mesures entraînera la cessation immédiate de l'activité et des sanctions conformément à la loi en vigueur.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Laraba : «passer d'une constitution-programme à une Constitution-loi»

La révision, en cours, de la Constitution permet de passer d'une Constitution-programme à une Constitution-loi susceptible d'être appliquée qu'elle que soit la tendance politique du Président de la République, a affirmé, dimanche, le président du Comité des experts en charge du projet d'amendement du texte fondamental du pays, Ahmed Laraba.

"Nous tentons cependant de passer d'une Constitution-programme à une Constitution-loi, c'est-à-dire une Constitution dans laquelle on ne trouvera pas des idées ou des règles partisans ou qui relèveraient de l'idéologie. C'est une Constitution destinée à s'appliquer en principe qu'elle que soit la coloration politique du président de la majorité qui le soutiendra", a déclaré M. Laraba, dans un entretien accordé au "Quotidien d'Oran".

Il a ajouté que cette révision est le résultat de 20 ans d'hyper-présidentialisme ayant augmenté les pouvoirs du précédent chef de l'Etat. (...) En 1996, d'autres considérations ont prévalu pour amener à modifier la Constitution. La révision qui est en cours est le résultat de 20 ans d'hyper-présidentialisme, d'une révision constitutionnelle de 2008 qui a considérablement augmenté les pouvoirs du président et surtout le résultat d'une pratique qui est allée crescendo en matière d'hyper-présidentialité", a-t-il dit à ce propos. A la question de savoir s'il s'agit d'une

"nouvelle Constitution pour un nouveau président", il a rétorqué par la négative, soutenant que c'était "vrai en 1963, en 1976 mais pas en 1989" et que "Ton ne pouvait pas imaginer que l'on restât sur les positions de la Constitution de 2016".

Pour autant, "cela ne signifie pas que la Constitution actuelle est celle du Président Tebboune", a-t-il assuré, avant d'ajouter que cette dernière ne lui consacre pas "d'énormes pouvoirs": Interrogé, par ailleurs, sur l'intégration du fait nouveau qu'est le "Hirak" dans la mouture de ladite révision, le président des experts a indiqué qu'il a semblé "inimaginable de ne pas évoquer ce mouvement qui a été d'une puissance telle qu'il a permis de faire évoluer le régime institutionnel du pays".

A la question inhérente au refus d'une partie du "Hirak" de reconnaître l'élection du 12 décembre 2019, l'intervenant a rétorqué en ces termes: "Nous risquons d'aller au-delà de la mission qui nous a été assignée. Cette question n'entre pas dans le cadre



de la mission que j'ai acceptée. Lorsque

j'ai été sollicité, c'est pour procéder, avec les membres du Comité, à une expertise de la Constitution de 2008. Une commande nous a été faite avec 7 axes et des hypothèses pour aller vers ce qu'on a appelé le hors taxe. C'est à l'intérieur de ce cadre-là que nous avons travaillé, que nous avons élaboré nos propositions.

"La référence au Hirak était prévue dans la lettre de mission. Nous n'avons jamais eu pour

tâche, pour mission, de tout revoir ou de tout refaire", a-t-il, en outre, déclaré, s'agissant de se référer également aux événements d'octobre 1988 ayant permis l'ouverture du champ politique au multipartisme. "C'est ce qui d'ailleurs a amené certains à considérer que nous étions disqualifiés parce qu'on s'inscrit dans un cadre précis. Mais c'est ça le cadre: où on s'inscrit à l'intérieur où on refuse!", a-t-il poursuivi à ce propos.

ENVIRONNEMENT
Appel à mettre fin à la consommation irrationnelle des ressources énergétiques fossiles

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats a appelé à l'impératif de mettre fin à la consommation irrationnelle des ressources énergétiques fossiles en vue d'assurer la sécurité énergétique en Algérie, indique dimanche un communiqué du ministère.

A l'occasion de la célébration du mois de l'environnement, Mme Benharrats a lancé un appel aux industriels, entreprises, associations et aux citoyens en général dans lequel elle a affirmé qu'"il est temps de mettre fin à la consommation irrationnelle des ressources énergétiques fossiles, de respecter la nature, de préserver les écosystèmes terrestres et marins de façon à assurer la sécurité alimentaire et énergétique aux générations futures et à garantir un cadre de vie paisible".

Elle a rappelé, à cette occasion, les efforts de l'Algérie en matière de préservation de l'environnement dans le cadre de ses engagements internationaux. L'Algérie a "franchi de grands pas" dans ce domaine notamment en ce qui concerne l'extension des espaces verts et des domaines protégés et classés, et ce en vue de s'orienter vers une économie circulaire amie de l'environnement, a-t-elle précisé. La ministre de l'Environnement a évoqué l'adoption par l'Algérie de la stratégie et du plan d'action nationaux dans le domaine de l'environnement à l'horizon 2030, portant 21 objectifs et 113 actions.

Elle a, à ce propos, cité l'objectif 19 qui prévoit l'investissement dans les écosystèmes naturels, la valorisation des filières de la biodiversité créatrices d'emplois pérennes et génératrices de revenus pour les populations locales.

Elle a également évoqué l'objectif 12 qui prévoit la préservation de 50 % des terres, représentant 44% de la superficie globale de l'Algérie et atteindre 5 % des espaces marins et zones côtières. Concernant le Plan national Climat, la ministre a souligné qu'il compte plusieurs activités et mesures pour faire face aux changements climatiques, à l'instar de la réduction des émissions de gaz, l'accompagnement, la gouvernance. Pour ce qui est des efforts de l'Algérie dans le domaine écologique, Mme Benharrats a rappelé la loi 07-06 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts. L'Algérie est passée de 2 millions de m² en 2007 à 224 millions de m² en 2017, a-t-elle dit.

Rappelant, dans ce sens, le plan d'action du ministère, adopté récemment dans le cadre du plan d'action du Gouvernement, la ministre a expliqué qu'il focalisait sur trois axes essentiels, à savoir: la transition écologique, c'est à dire le passage vers l'économie circulaire, l'économie verte orientée vers les technologies vertes et la gestion intégrée des régions sahariennes et enclavées et la protection et la valorisation de toutes les richesses et ressources du Sud.

Concernant le deuxième axe relatif à la transition énergétique, il comprend l'intégration graduelle des énergies renouvelables et leur utilisation accrue dans les foyers et dans le développement agropastoral. Le troisième axe relatif à la transition socio-environnementale comprend la réalisation de la croissance verte à travers la citoyenneté environnementale et l'écotourisme saharien ainsi que l'implication de la société civile. Mme Benharrats a assuré que "ces démarches frayeront une place importante à l'Algérie en matière de respect des engagements internationaux". S'agissant de la journée mondiale de l'environnement, coïncidant avec le 5 juin, elle sera célébrée tout au long du mois de juin sous le thème "tous ensemble pour protéger et valoriser notre patrimoine naturel". Cette année, les programmes des festivités, respectueux des mesures de confinement, mettront en exergue les efforts de l'Algérie dans la préservation de l'environnement et la protection de la biodiversité. La ministre a mis en avant, dans ce sens, la biodiversité de l'Algérie, dont un total de 1.600 espèces végétales naturelles et agricoles, 1.000 plantes médicinales, 700 espèces végétales endémiques et 4.963 espèces animales. Des rencontres et des ateliers de sensibilisation et de formation via visioconférence dans le domaine de la biodiversité et de la préservation de l'environnement ont été programmés également à travers plusieurs wilayas du pays. Pour rappel, la journée mondiale de l'environnement est un événement international célébré pour la première fois en 1976, année de la création du Programme des Nations unies pour l'environnement.

L'ARAV se félicite du rôle des médias dans la sensibilisation des citoyens

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) s'est félicitée dimanche du rôle des différents médias audiovisuels en matière de sensibilisation des citoyens afin de garantir le bon déroulement des mesures de confinement, dicté par la pandémie de Covid-19, relevant toutefois "quelques infractions et dépassements" commis par "certaines chaînes de télévision".

Soucieuse du bon déroulement des mesures de confinement à travers le soutien des efforts de sensibilisation que déploient les divers médias audiovisuels, l'ARAV "se félicite du rôle de ces médias en la matière", relevant cependant "quelques infractions et dépassements commis par certaines chaînes de télévision", précise l'Autorité dans un communiqué.

A ce propos, l'ARAV a cité le cas de "la chaîne privée Bahía TV qui a organisée

lors de la deuxième soirée de l'Aïd El-fitr, une cérémonie sans autorisation à la salle de fêtes de l'hôtel "Le Zénith d'Oran+", estimant que de cette manière la chaîne "a enfreint la mesure de la distanciation sociale en négligeant dans sa couverture la conjoncture exceptionnelle que traverse le pays du fait du Covid-19, ce qui a suscité un grand mécontentement populaire".

Suite à cet événement, l'ARAV a convoqué la directrice de cette chaîne à son siège, où un avertissement oral lui a été adressé ainsi qu'un rappel du nécessaire strict respect des mesures de confinement sanitaire et des recommandations émises par l'autorité à cet effet.

L'autorité a également indiqué qu'elle avait "renoncé à une sanction financière qu'elle comptait imposer à la chaîne, après que la directrice de cette dernière ait pro-

posé de présenter un chèque en faveur du Fonds national de solidarité contre le Covid-19, estimée à un million de dinars, un montant supérieur à la valeur de la sanction qui aurait été imposée par l'ARAV". La responsable de la chaîne "s'est engagée à résilier le contrat du producteur de ladite émission qui n'a pas respecté les termes de ce contrat, ainsi que son strict respect de la loi et de l'éthique du métier". A cette occasion, l'ARAV a réaffirmé la nécessité de fournir à l'opinion publique des informations correctes et des garanties nécessaires lors de la couverture et du traitement des circonstances sanitaires et leurs répercussions à tous les niveaux, en sus de sa disposition d'accompagner l'activité audiovisuelle en vue de se mettre au diapason du développement juridique et technologique.

TOURISME

Toutes les préoccupations soulevées par les opérateurs prises en considération

Le directeur général du Tourisme au ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Nouredine Nedri a affirmé dimanche à Alger que toutes les propositions et les préoccupations soulevées par les professionnels du domaine ont été prises en considération et transmises au Premier ministre qui a exprimé "son entière disposition à y trouver des solutions idoines".

Rappelant que le premier ministre avait affirmé, dans un courrier officiel adressé au ministère du Tourisme, avoir instruit les structures financières à l'effet d'offrir toutes les facilitations nécessaires aux professionnels et opérateurs économiques, dont les agences de voyages affectées par le confinement im-

posé comme mesure de prévention contre la Covid-19, et ce par la prise en charge de l'octroi des crédits et l'allègement fiscal, a précisé M. Nedri à l'APS. La tutelle a réitéré son engagement envers les professionnels du domaine en les accompagnant pour qu'ils puissent relancer leurs activités après la levée du confinement et l'amélioration de leur situation financière, difficile en ce moment en raison de la suspension des activités", a-t-il poursuivi.

Le DG du tourisme a rappelé, dans ce contexte, "la tenue des rencontres entre la tutelle et nombres de syndicats et fédérations représentant les différents acteurs dans le domaine y compris les agences de voyage dans le but d'écouter leurs préoccupations et d'éva-

luer l'impact du confinement sur leurs activités et revenus".

Le Syndicat national des agences de tourisme et de voyages (SNAV) avait appelé, dans un communiqué, les parties concernées, à leur tête le ministère de tutelle, à accompagner les agences de tourisme et de voyages au bord de la faillite, en honorant leurs engagements quant à la prise en charge des problèmes financiers auxquels elles sont confrontées, notamment en leur octroyant des crédits sans intérêts et des exonérations fiscales qui leur permettraient de reprendre leur activité, de sauver des emplois et de contribuer ainsi à la relance de l'activité touristique, un des leviers de l'économie nationale.

"Frappées de plein fouet

par la pandémie de Covid-19, les agences de tourisme et de voyages ont subi d'énormes pertes", a rappelé le SNAV, appelant à "aider ces agences à reprendre leur activité après le déconfinement". Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a arrêté, jeudi dernier, la feuille de route d'une sortie du confinement "progressive" et "flexible" en deux étapes, la première à compter du 7 juin 2020 et la seconde à partir du 14 juin 2020, élaborée sur la base des recommandations émises par l'autorité sanitaire.

La première étape qui a débuté dimanche prévoit la reprise progressive de nombre d'activités économiques, commerciales et de service, y compris l'activité touristique, notamment celle des agences de tourisme et de voyages.

COVID-19/BLIDA

Reprise d'un certain nombre d'activités commerciales

Les services de la wilaya de Blida, soumise, à un confinement partiel pour endiguer la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont autorisé un nombre d'activités commerciales et artisanales à la reprise, à partir de ce dimanche, avec obligation de respecter les mesures de prévention, a-t-on appris auprès de ces services.

De nombreuses activités commerciales, à l'arrêt depuis le début du confinement total imposé à la wilaya le 24 mars dernier, avant son remplacement, un mois après, par un confinement partiel, toujours de mise, ont été autorisées à la reprise, dès ce dimanche, ont indiqué les services de la wilaya.

La reprise concerne, selon la même source, les artisans céramistes, les plombiers, les menuisiers, les peintres, les activités de cordonnier et de tailleur, le commerce d'articles ménagers et de décoration, le commerce d'articles de sport, le commerce de jeux et de jouets, les pâtisseries et confiseries, le commerce de literies et tissus d'ameublement, et le commerce des appareils électroménagers. La décision, qui a mis du baume au cœur des commerçants, ayant accusé des pertes financières à cause de l'arrêt de leurs activités, pour plus de deux mois, englobe, également, le commerce des

fleurs, les pépiniéristes et les herboristes, les salons de coiffures pour hommes, et les douches à l'exception des hammams.

Les différents opérateurs et commerçants concernés sont tenus de mettre en place, à cet effet, un dispositif préventif d'accompagnement particulier aux activités autorisées, stipulant notamment le respect des horaires d'exercice, fixés de 7h00 du matin jusqu'à 17h00. A cela s'ajoute l'obligation du port du masque (tant pour les commerçants que pour les clients), et l'organisation des accès et des files d'attente à l'extérieur et à l'intérieur des locaux de façon à respecter l'espacement et la distance physique, dont le marquage lisible au sol. Outre l'installation de paillasses de désinfection aux entrées, il s'agit également de mettre à la disposition des usagers et des clients de solution hydro-alcoolique, sans omettre l'impératif de nettoyer



et de désinfecter au quotidien les locaux. Selon la même source, cette décision de reprise a été élargie aux marchés à bestiaux et aux marchés de fruits et légumes, avec la condition du respect des mêmes mesures barrières portant notamment sur la mise en place d'un sens unique de circulation (entrée –

sortie), pour éviter les croisements des clients. Le contrôle de l'application de ces mesures, par les commerçants, sera assuré par les autorités habilitées, au titre de patrouilles de contrôle, qui sanctionneront les contrevenants à ces mesures, a-t-on précisé de même source.

KHENCHELA

Raccordement au réseau de l'AEP du village de Tebouihem dans la commune d'EL Ouledja

Le village de Tebouihem dans la commune d'El Ouledja (distante de 120 km de Khenchela) vient d'être raccordé au réseau de distribution d'eau potable (AEP), a-t-on appris dimanche du président de l'Assemblée populaire (APC) de cette commune, Djamel Drifi. Dans une déclaration à l'APS, l' élu a indiqué que 100 foyers du village de Tebouihem viennent d'être raccordés au réseau d'alimentation en eau potable dans le cadre d'un programme visant à améliorer les conditions de vie dans les zones d'ombre de cette collectivité locale. Il a relevé par ailleurs que cette opération

a nécessité la pose de nouvelles installations sur une distance de 52 km à partir du barrage de Babar en passant par le centre de la commune d'El Ouledja pour arriver à ce village qui est, le point le plus éloigné du chef-lieu de wilaya. Le projet a mobilisé une enveloppe financière de 75 millions de dinars puisée du budget octroyé à la wilaya de Khenchela en 2019 dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Le président de l'APC de Tebouihem a également souligné que cette opération a mis fin au calvaire des habitants de ce village qui

devaient s'approvisionner des citernes provenant de la commune de Zerbiat El Ouadi dans la wilaya de Biskra.

M. Drifi a aussi fait savoir dans ce contexte que le village de Tebouihem va "prochainement" faire l'objet de travaux d'aménagement urbain et ce dès le parachèvement des procédures administratives nécessaires. Il est à rappeler que 324 régions d'ombre ont été recensées dans la wilaya de Khenchela durant le mois de mars. Cette opération a donné lieu à l'inscription de 477 projets de développement relevant de 14 secteurs vitaux.

ORAN

Achèvement des travaux de 3.000 logements AADL

Les travaux de réalisation des 3.000 logements location-vente (AADL) construits au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana, situé dans la commune de Misserghine (Oran), ont été achevés, a-t-on appris dimanche des responsables de la direction régionale de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) d'Oran.

Les responsables de cette agence ont indiqué dimanche, en marge d'une visite sur site du wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana, que les travaux ont été achevés à cent pour cent (100%) concernant les 3.000 logements de type location-vente.

La même source a expliqué qu'il était prévu la réception, au deuxième trimestre de l'année en cours, de 1.500 logements pour passer à 3.000, ajoutant qu'il a été procédé à l'achèvement des travaux de raccordement au réseau de gaz

de ville, au revêtement des routes, de même qu'à l'aménagement extérieur, dont la création d'espaces verts et d'aires de jeux pour enfants.

Selon la même source, le seul obstacle qui reste pour l'attribution de ce quota de logements est le non achèvement des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 10.000 mètres cubes dont le taux d'avancement est de 10% et la réception est prévue dans 6 à 8 mois au plus tard.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur l'importance à accorder à tous les chantiers en charge de la réalisation des programmes d'habitats dans la wilaya, notamment avec la possibilité, pour les intervenants activant dans le domaine de la construction, de se déplacer sans autorisation de 05 heures à 19 heures, soulignant qu'il sera procédé, à partir d'aujourd'hui, à la levée, par étapes, des mesures de confinement sanitaire dans le secteur du bâ-

timent et des travaux publics.

Il est prévu l'attribution, courant du mois en cours, de 2.304 logements location-vente au niveau du même pôle urbain, dont l'opération d'attribution était programmée pour fin mars dernier, avant d'être reportée à cause de la pandémie du Covid-19. Ce quota de logements comprend 2000 unités au site 2 et 304 autres au site 3 du nouveau pôle urbain Ahmed Zabana, à Misserghine.

Ce deuxième (2) quota de logements, qui sera distribué au nouveau pôle urbain Ahmed Zabana, intervient après l'attribution au mois de novembre dernier de 2.800 logements de même type, a-t-on souligné. Pour rappel, l'opération d'attribution globale de 15.143 logements location-vente (AADL) à leurs bénéficiaires est prévue au niveau du même pôle urbain par étape, jusqu'à ce qu'il soit achevé, à savoir vers la fin de l'année en cours.

D'autre part, il est prévu la

réception de 8.000 logements publics locatifs au nouveau pôle urbain d'Oued Tlélat dans les trois à cinq mois à venir, immédiatement après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur matérialisés par le raccordement des réseaux divers. Les logements sont achevés à cent pour cent (100%), selon les explications fournies par l'Office de promotion et de gestion immobilière, lors de la visite d'inspection du wali d'Oran au niveau de ce pôle urbain.

Ce quota de logements sera distribué en quatre étapes : la première (3.000 logements), la deuxième (2.500) et la troisième (2.500). A noter que ce quota de logements était programmé par étapes jusqu'à la fin juillet prochain, avant qu'il ne soit renvoyé à plus tard à cause de l'arrêt des travaux imposé par le confinement sanitaire de prévention contre la pandémie de Covid-19.

GUELMA

Baignade interdite dans la zone El Guelta Zerga à Hammam N'baïl

L'Assemblée populaire communale (APC) de Hammam N'baïl (45 km à l'Est de Guelma) a décidé d'interdire la baignade dans le site touristique naturel connu sous le nom de Guelta Zerga, a-t-on appris dimanche du président de cette APC, Hocine Hadjadji.

Dans une déclaration à l'APS, cet édile a précisé que la décision prise par l'Assemblée populaire communale de Hammam N'baïl est dictée par l'ampleur prise par le phénomène des baignades inopportunes dans ce plan d'eau naturel, au risque d'occasionner une pollution de son eau, destinée à alimenter en eau potable les citoyens de cette collectivité locale.

Il a déclaré, en ce sens, que des "sanctions seront prises à l'encontre des contrevenants qui transgresseront cette décision, que les éléments de la gendarmerie nationale territorialement compétents veilleront à son application". Le même responsable a par ailleurs fait savoir que l'annonce de l'interdiction de se baigner dans la région El Guelta Zerga a été placardée à divers endroits, en plus des réseaux sociaux, pour informer les partisans de ce site naturel. El Guelta Zerga est un magnifique site naturel niché au creux d'une chaîne de montagnes rude à escalader, ce qui en a fait au cours des dernières années une destination de prédilection pour les amateurs de la nature, en particulier durant l'été, où le lit de la cascade d'eau qui se déverse sur plus de 20 mètres du haut de la montagne fait chaque jour office de piscine pour des dizaines de jeunes.

Dernièrement, l'eau de la région d'El Guelta Zerga est exploitée pour alimenter en eau potable les foyers de la commune, notamment depuis la réalisation d'une station de traitement et d'épuration des eaux du site, d'un réservoir et d'une station de pompage raccordés au réseau de distribution d'eau potable de cette même collectivité locale.

SOUK AHRAS

"Légère" baisse prévue dans la production céréalière

La production de céréales dans la wilaya de Souk Ahras devrait connaître "une légère" baisse au cours de la présente saison, a indiqué le directeur local des services agricoles, Sid Ahmed Chebah.

S'exprimant à quelques jours du lancement de la campagne moisson-battage prévue le 20 juin prochain, ce responsable a déclaré à l'APS, que la production de céréales tous genres confondus devrait légèrement chuter de 2,5 à 2,3 millions de quintaux en raison notamment du déficit pluviométrique enregistré durant les trois premiers mois de l'année 2020. Cette prochaine campagne de moisson-battage cible 162 345 hectares et particulièrement 90 000 ha de blé dur, 35 720 ha de blé tendre, 35 660 ha d'orge et 295 ha d'avoine pour un rendement attendu de 15qx/ha pour une collecte prévue de 1,4 million de qx contre 1,7 million de qx l'année dernière, a-t-il dit. Pour atteindre cet objectif, 23 moissonneuses batteuses ont été mobilisées par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) auxquelles s'ajoutent 510 engins appartenant aux agriculteurs et 166 sacs de collecte. Par ailleurs, 20 camions de transport seront aussi mobilisés consécutivement à la convention de partenariat signée à cet effet entre la CCLS et l'entreprise de transport "Agro route". La capacité de stockage de la CCLS s'élève à 1 million de qx en plus de 16 autres points de stockage répartis à travers plusieurs communes de la wilaya et trois silos métalliques à Souk Ahras à M'daourouch et à Sedrata d'une capacité de stockage de 252000 qx, a-t-on encore noté. Outre les nombreuses campagnes de sensibilisation organisées en direction des agriculteurs pour les inciter à apporter leurs récoltes à la CCLS, une commission de wilaya présidée par le wali et réunissant les partenaires concernés a été spécialement mise en place pour assurer la réussite de cette campagne, a-t-on signalé.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les principaux clients de l'Algérie durant le 1^{er} trimestre 2020

Voici la liste des principaux clients de l'Algérie durant le premier trimestre 2020 et le montant des exportations algériennes vers chaque pays, avec une comparaison par rapport aux mêmes mois de 2019.

Source: Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD).

Pays	Valeur (Millions de dollars)	Evolution
-Italie	1.175	-33,04%
-France 1.005	-31,22%	
-Turquie	705	+20,52%
-Espagne	627	-52,83%
-Chine 471	+21,14%	
-Pays-Bas	351	-14,55%
-USA	322	-58,86%
-Malte	283	+188,161,49%
-Belgique	271	+18,73%
-Inde	268	-32,82%
-G.Bretagne	235	-57,40%
-Tunisie	220	-30,49%
-Brésil 197	-39,52%	
-Singapour	193	+1.007,52%
-Australie	191	+3,78%
- Reste du monde (92 pays)	1.097,06	-21,59%
TOTAL	7.617,09	

Les principaux fournisseurs de l'Algérie durant le 1^{er} trimestre 2020

Voici la liste des principaux fournisseurs de l'Algérie et le montant des importations effectuées auprès de ces pays durant le premier trimestre 2020 avec une comparaison par rapport à la même période en 2019.

Source: Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD).

Pays	Valeur (Millions de dollars)	Evolution
-Chine	1.549	-32,33%
-France	951	-10,62%
-Italie	741	-11,04
-Espagne	570	-28,38%
-Allemagne	558	-36,11%
-USA	488	+75,82%
-Turquie	421	-33,56%
-Argentine	326	-30,09%
-Brésil	277	-9,12%
-Russie	271	+32,06%
-Ukraine	204	+33,19%
-Inde 194	-17,90%	
-Sud-Corée	189	-27,40%
-Egypte	167	+22,07%
-A-Saoudite	118	-20,69%
- Reste du monde (143 pays)	2.089,32	-21%
-TOTAL:	9.121,76	

PANDÉMIE - ENTREPRISES

Des mesures d'adaptation pour assurer la reprise (Organisations patronales)

Les entreprises industrielles préparent la reprise de leurs activités par des mesures d'adaptation aux exigences de lutte contre la pandémie de Covid-19, ont affirmé à l'APS des représentants d'organisation patronales qui s'inquiètent par ailleurs des coûts supplémentaires engendrés par ces mesures.

"Après trois mois de restrictions, il est nécessaire de reprendre l'activité économique mais tout en mettant en avant la préservation de la santé publique qui doit rester la priorité absolue.

La reprise ne doit pas se faire au détriment de la santé de la population.

Des mesures spécifiques seront donc prises au sein des industries et des entreprises d'une manière générale", a déclaré le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Mohamed Sami Agli.

Il s'agit essentiellement du port obligatoire de masques, de la distanciation sociale, de la désinfection périodique des lieux du travail, du contrôle régulier de la santé des travailleurs et de la prise de la température à l'entrée des sites.

Toutefois, ces mesures auront un coût certain sur l'activité de l'entreprise, souligne M. Agli appelant à une solidarité employeur/employés pour faire face à cette situation.

"Ce n'est pas toutes les entreprises qui peuvent mettre à la disposition de leurs employés quotidiennement des masques qui connaissent des prix de folie ou assumer les frais des opérations de désinfection ou du transport du personnel", note le président du FCE, qui rappelle que le tissu économique algérien est composé essentiellement des TPE/PME dont les capacités financières sont limitées.

"Le cas de l'Algérie est particulièrement comparativement aux autres pays où l'économie subit uniquement les difficultés conjoncturelles liées à la pandémie, alors que les entreprises algériennes souffraient déjà, après une année 2019 très compliquée, et font face actuellement au double choc : crise sanitaire et baisse des prix de pétrole", a-t-il soutenu.

M. Agli explique également



qu'il sera "très compliqué" pour les entreprises de reprendre au même rythme qu'avant car cela dépend de plusieurs facteurs externes comme la disponibilité du transport public et la disponibilité de la matière première.

Mais, en dépit des difficultés, les entreprises doivent reprendre leurs activités rapidement "sinon la crise risque d'avoir des séquences qui vont durer plus longtemps", selon le président du FCE.

De son côté, le président de l'Union nationale des jeunes investisseurs (UNJI), Riad Tanka, a indiqué que les entreprises vont devoir recourir à un aménagement du planning du travail en application de la règle de la distanciation sociale. Les entreprises auront ainsi à réduire le temps de travail pour certains employés et intégrer le travail partiel dans le cadre du système de travail en alternance avec des plages horaires plus larges qu'à l'habitude.

"Nous sommes prêts à relancer l'activité et à s'adapter à la conjoncture sanitaire.

Nous avons constaté un enthousiasme de nos travailleurs qui veulent récupérer le temps perdu", assure M. Tanka.

Proposition de créer

une commission pouvoirs publics-opérateurs pour réussir la reprise

Cependant, la reprise sera progressive en commençant avec une capacité de production qui avoisine 60%, selon le président de l'UNJI qui estime que les entreprises doivent d'abord rétablir la relation de confiance avec leurs clients et fournisseurs, réévaluer les commandes et étudier les nouveaux besoins.

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saida Neghza, souligne, quant à elle, la nécessité de la remise en marche des transports en commun pour la reprise du rythme de travail ha bituel.

"S'inspirant des mesures prises par les pays en avance en matière de reprise économique, nous avons déjà invité les entreprises à se préparer au déconfinement, en tenant chacune de ses spécificités, de ses infrastructures et de l'organisation du travail", a déclaré Mme. Neghza.

Les entreprises ont été également invitées à recruter éventuellement un personnel supplémentaire pour renforcer les opérations d'hygiène et de sécurité ainsi que pour la pose des différentes pancartes de jalonnement et de consignes à observer,

explique la présidente de la CGEA ajoutant que des possibilités de travail par équipe pourraient être mises en place.

"Ces mesures impliquent évidemment un coût financier", relève Mme.

Neghza qui fait remarquer que "beaucoup d'entreprises étaient au bord de la faillite" et que "des employés, pères de famille, souffrent terriblement de la non-activité".

Interrogée sur les niveaux de production prévus lors du déconfinement, la première responsable de la CGEA a expliqué que la reprise du travail se fera crescendo, tout en proposant des points de situation qui doivent être transmis régulièrement selon un canevas établi par les départements ministériels concernés (Santé-Travail-Industrie).

Sur ce point, le président de la Confédération algérienne du patronat (CAP), Bouale m M'rakach a insisté sur l'importance d'instaurer une commission mixte composée des représentants des pouvoirs publics et des opérateurs, pour définir les difficultés, les démarches et les orientations relatives à la reprise des entreprises.

La création de cette commission, qui devrait mettre en place des cellules de veilles et de suivi, permettra une application méthodologique des décisions prises. "S'adapter à la crise c'est des techniques qui doivent être complétées par des actions constantes et régulières () Au niveau des grands ensembles où il y a une grande masse qui se croise, des préventions particulières sont à prendre et il faut impliquer un respect des actions prises.

C'est cette commission qui va échanger pour créer les dispositifs nécessaires.

Avec cette approche, nous pouvons partir d'un pied sûr", conclut M. M'rakach.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Déficit de 1,5 milliard de dollars au 1^{er} trimestre 2020 (Douanes)

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 1,5 milliard de dollars durant le 1^{er} trimestre 2020, contre 1,9 milliard de dollars à la même période en 2019, en hausse de 26,21%, a appris dimanche l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD).

Les exportations algériennes ont atteint près de 7,62 milliards de dollars (mds) durant les trois premiers mois de l'année en cours, contre 10,14 mds usd à la même période de l'année dernière, enregistrant ainsi une baisse de 24,89%, précisent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les importations ont, pour leur part, totalisé 9,12 mds usd, contre 11,33 mds usd, également en baisse de 19,52%.

Les exportations ont ainsi assuré la couverture des importations à hauteur de 83,50%, contre 89,48% durant la même période de comparaison.

Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes durant le 1^{er} trimestre 2020, avec 92,40% du volume global des exportations, en s'établissant à près de 7,04 mds usd, contre 9,48 mds usd, enregistrant un recul de 25,78%.

Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 57,8 millions usd, ce qui représente

7,60% du volume global des exportations, contre 658,04 millions usd, en baisse de 12,06%, durant la même période de comparaison.

Les statistiques des Douanes montrent que ce recul des exportations hors hydrocarbures a concerné tous les groupes des principaux produits exportés.

En effet, les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits, avec 433,57 millions usd contre 481,47 millions usd, en baisse de (9,95%), des biens alimentaires avec 111,48 millions usd contre 111,72 millions usd (-0,21%) des biens d'équipement industriels avec 11,9 millions usd contre 29,02 millions usd (-61,42%).

Elles étaient composées aussi de produits bruts avec 15,28 millions usd, contre 26,46 millions (-42,23%) et les biens de consommation non alimentaires avec 7,16 millions usd, contre 9,21 millions usd (-22,24%).

Pour ce qui est des importations, quatre groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations algériennes ont connu des baisses.

En effet, les biens d'équipements industriels, qui ont représenté plus de 29% de la structure des importations, ont totalisé 2,68 milliards usd contre 4,11 milliards usd à la même période de comp araison, en baisse de 34,72%. La facture d'importation du

groupe demi-produit a reculé de 33,24%, pour totaliser 1,94 milliard usd contre 2,90 milliards usd. Cette tendance baissière a concerné aussi les importations des biens de consommation non alimentaires qui ont totalisé 1,44 milliard usd contre 1,57 milliard usd (-8,30%) et les biens d'équipements agricoles avec 62,35 millions usd contre 123,64 millions usd (-49,58%).

En revanche, trois groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses.

Il s'agit des importations des produits bruts qui ont totalisé 586,80 millions usd, contre 522,48 millions usd (+12,38%) et le groupe énergie et lubrifiants (carburants) avec 465,46 millions usd contre 165,56 millions usd (+181,14%) et enfin les biens alimentaires avec une légère hausse de (0,59%) pour atteindre 1,93 milliards usd contre 1,92 mds usd.

L'Italie principal client et la Chine 1^{er} fournisseur

Cernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, l'Italie, qui a devancé la France durant les deux premiers mois de 2020, maintient toujours sa place de premier client du pays alors que la Chine est restée son premier fournisseur, malgré une baisse de plus de 32% des importations des

produits. Durant le 1^{er} trimestre de 2020, les cinq premiers clients du pays ont représenté 52,32% des exportations algériennes.

L'Italie a occupé la place du principal client du pays avec 1,17 milliard usd d'exportations algériennes vers ce pays, (15,44% du montant global des exportations), malgré une baisse de plus de 33%, suivie de la France avec 1 milliard usd (13,20%), la Turquie avec 705,03 millions usd (9,26%), l'Espagne avec 627,85 millions usd (8,24%) et la Chine avec 471,27 millions usd (6,19%).

En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté 47,94%, durant la période du 1^{er} trimestre de l'année en cours.

Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie ont été la Chine, qui maintient toujours sa première place avec près de 1,55 milliard usd (16,99% des importations globales algériennes), en baisse de 32,33%, suivie de la France avec 951,99 millions usd (10,44%), l'Italie avec 741,71 millions usd (8,13%), l'Espagne avec 570,36 millions usd (6,25%) et l'Allemagne avec 558,78 millions usd (6,13%).

En 2019, la balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 6,11 mds usd contre 4,47 mds usd en 2018, selon les données consolidées des Douanes.

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent à plus de 42,7 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse lundi, soutenus par l'accord des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés obtenu samedi et garantissant en juillet la prolongation des coupes de production de mai et juin.

Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 42,71 dollars à Londres, en hausse de 0,97% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet gagnait 0,78%, à 39,86 dollars.

La référence américaine a franchi en cours de séance asiatique la barre des 40 dollars, une première depuis le 6 mars. Les prix du pétrole "commencent la semaine dans le vert, les investisseurs se félicitant de l'accord conclu par l'Opep+ au cours du week-end", a estimé Carlo Alberto De Casa, analyste.

Les membres de l'Opep et leurs alliés, dont la Russie, se sont accordés samedi pour prolonger en juillet la réduction historique de production à laquelle ils s'astreignent depuis le 1er mai. Face à la chute brutale de la demande et des prix du brut, les membres de l'organisation et leurs partenaires s'étaient engagés le 12 avril à une réduction historique de leur production de 9,7 millions de barils par jour (mbj) pour les mois de mai et de juin, qui devait passer à 7,7 mbj à compter du 1er juillet. Elle sera finalement de 9,6 mbj pour le mois de



juillet, la légère différence s'expliquant par la position du Mexique qui refuse de se plier à l'effort du groupe.

"Le prix du WTI a maintenant atteint le seuil psychologique de 40 dollars et le sentiment général reste positif", a ajouté l'analyste.

Les signes "d'une amélioration de la demande mondiale et d'une reprise économique plus rapide que prévu

devraient continuer à soutenir le prix du pétrole", a complété Ipek Ozkardeskaya, analyste.

Par ailleurs, la Compagnie nationale de pétrole (NOC) a annoncé dimanche la reprise de la production sur l'un des plus importants champs pétroliers de Libye, bloquée depuis janvier par les forces alliées au maréchal Khalifa Haftar.

LIBYE - ÉNERGIE

Reprise de la production sur un important champ pétrolier

La Compagnie nationale de pétrole (NOC) a annoncé dimanche la reprise de la production sur l'un des plus importants champs pétroliers de Libye, bloquée depuis des mois par les troupes du maréchal Khalifa Haftar.

La NOC "confirme la reprise de la production sur le champ pétrolier d'al-Charara (sud) après de longues négociations pour la réouverture de la vanne d'al-Hamada, fermée illégalement en janvier, entraînant l'arrêt de la production", est-il indiqué dans un communiqué publié sur le site de l'insti-

tution basée à Tripoli. "Le blocage illégal durant plus de 142 jours a engendré pour le Trésor public des pertes estimées à environ 5,2 milliards de dollars", a déploré la NOC.

"La première phase de production débutera avec 30.000 barils/jour (...), avant de revenir à pleine capacité sous 90 jours, du fait des dommages résultant de la très longue fermeture", a encore précisé la NOC. "Nous espérons que la reprise de la production à al-Charara sera un premier pas pour relancer le secteur pétrolier et gazier et éviter un effon-

drement économique dans ces temps difficiles en Libye", a commenté le patron de la NOC, Mus tafa Sanalla, cité dans le communiqué. Al-Charara est géré par la compagnie Akakus, une joint-venture entre la NOC, l'Espagnol Repsol, le Français Total, l'Autrichien OMV et le Norvégien Statoil. Les forces du maréchal Haftar, qui avaient lancé en avril 2019 une offensive sur Tripoli, siège du gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU, s'étaient emparées quelques semaines auparavant, sans combats, du

champ d'al-Charara.

La production avait été bloquée en janvier dernier par le maréchal Haftar et ses alliés. Les troupes pro-Haftar ont enregistré ces dernières semaines une série de revers, et perdu leur dernier bastion dans l'Ouest, Tarhouna.

En visite samedi au Caire, le maréchal Haftar a apporté son soutien à une initiative égyptienne de cessez-le-feu, à compter de ce lundi, après avoir rencontré le président Abdel Fattah el-Sissi.

A Tripoli, le GNA n'a pas pour l'instant réagi à cet appel.

VIETNAM - BM

Le Vietnam reçoit plus de 84 millions de dollars de la BM pour lutter contre le changement climatique

La Banque mondiale (BM) a accordé au Vietnam une enveloppe de 84,4 millions de dollars pour appuyer les efforts de ce pays de l'Asie de Sud-Est à affronter les impacts du changement climatique et soutenir des transports et des systèmes énergétiques verts.

Le financement de la politique de changement climatique et de croissance verte du Vietnam (SP-RCC) vise à consolider et à étendre les réalisations du programme de soutien du gouvernement pour répondre au changement climatique 2016-2020, a indiqué la BM.

Cela comprend des politiques de soutien qui devraient conduire à une protection accrue des sources d'eau, à l'application de pratiques d'économie d'eau sur de plus grandes surfaces de terres agricoles, à des réductions supplémentaires des émissions des véhicules et à une intensification accrue

des énergies renouvelables. Le programme appuiera également les mesures d'atténuation du changement climatique du gouvernement en renforçant la gestion résiliente des paysages et des ressources naturelles et la gestion efficace des investissements publics connexes.

Ces efforts comprennent la planification paysagère intelligente du climat (en particulier pour les forêts et le delta du Mékong), la budgétisation climatique et l'amélioration de la protection des ressources en eau et de l'efficacité de son utilisation.

Le programme facilitera également les efforts visant à promouvoir des systèmes de transport et d'énergie plus propres pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et lutter contre la pollution atmosphérique.

Ces réformes politiques compren-

nent l'établissement de normes d'émissions des véhicules plus strictes, l'adoption d'un nouveau programme national d'efficacité énergétique et des mécanismes d'incitation renforcés pour accroître la capacité de production éolienne du pays.

"Le nouveau financement du développement se concentrera sur les domaines qui présentent les plus grandes opportunités d'interventions transformatrices pour relever les défis du changement climatique", a déclaré le directeur pays de la Banque mondiale, Ousmane Dione.

Il a ajouté que "cela reflète le ferme engagement de la Banque mondiale à aider le Vietnam à maintenir l'élan dans le cadre du SP-RCC tout en construisant un pont vers une nouvelle phase de l'action climatique après 2020".

JAPON

La contraction de l'économie révisée à 2,2% au cours de la période janvier-mars



Le gouvernement japonais a annoncé dans un rapport publié lundi que l'économie japonaise a diminué de 2,2% en termes réels annualisés au cours de la période janvier-mars par rapport au trimestre précédent, ce qui représente une révision à la hausse comparée à l'estimation préliminaire qui était de 3,4%.

Sur une base désaisonnalisée, la contraction du produit intérieur brut réel équivalait à une baisse de 0,6%, selon les données révisées du Bureau du Cabinet.

L'économie japonaise s'est contractée pour le deuxième trimestre consécutif en janvier-mars et est entrée en récession technique en raison des effets néfastes de la pandémie de nouveau coronavirus, a déclaré le gouvernement.

Cette révision à la hausse fait suite aux données préliminaires du gouvernement publiées le 18 mai dernier, qui avaient montré que l'économie avait diminué de 3,4% en termes réels annualisés au cours de la période d'enregistrement par rapport au trimestre précédent.

AUSTRALIE

Les Australiens plébiscitent le "Made in Australia"

Une nouvelle enquête révèle que la majorité des Australiens veulent réduire la dépendance de leur pays à l'égard des produits importés pour stimuler les entreprises locales, qui souffrent d'une crise financière sans précédent provoquée par la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Ainsi, plus de 88% des personnes interrogées estiment que l'économie australienne doit fabriquer plus de produits essentiels et réduire sa dépendance aux importations chinoises, révèle l'enquête YouGov publiée lundi.

Par ailleurs, 82% des Australiens appellent le gouvernement fédéral et les gouvernements des différents Etats et territoires à utiliser des produits fabriqués en Australie lors de leurs projets d'infrastructures, "même si cela coûte plus cher aux contribuables".

L'enquête a été menée pour le Syndicat des travailleurs australiens (Australian Workers Union- AWU), qui a appelé le gouvernement fédéral à encourager le "Made in Australia" pour aider le pays à se rétablir après la pandémie, qui a provoqué la première récession du pays-continent en près de 30 ans.

Cette enquête intervient au milieu des récentes tensions économiques entre Canberra et Pékin, qui a imposé une taxe anti-dumping de 73,6% et un droit anti-subvention de 6,9% sur les importations d'orge australienne.

Pékin avait également suspendu les importations de bœuf australien de quatre grands fournisseurs dans un contexte de différend diplomatique avec Canberra, qui avait réclamé l'ouverture d'une enquête indépendante sur l'origine de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Ouverture de pistes dans les forêts d'Oran

Les forêts d'Oran font actuellement l'objet de travaux d'ouverture de pistes pour faciliter l'intervention des unités de la conservation des forêts dans la lutte contre les feux et de la protection civile en cas de dépôts d'incendies, a-t-on appris auprès de la conservation des forêts.

Cette opération entre dans le cadre du renforcement du système de prévention programmé dans le plan initial de la wilaya d'intervention dans la lutte contre les incendies, axé sur cinq modules dont ceux inhérents aux aspects juridiques et d'organisation de la campagne 2020, alors que les autres sont relatifs à la vigie, aux risques et à la sensibilisation des citoyens sur la préservation du patrimoine forestier, a indiqué la même source.

Dans ce cadre, des pistes forestières d'une longueur de 2,5 kilomètres ont été ouvertes dans la forêt de "Safra", commune de Boutlelis, réalisées par l'entreprise régionale de génie rural d'Oran, alors que les travaux d'aménagement de 10,5 km au niveau des forêts de "Tazdout", "Tafrent", "Ras El Ain" et "Kristol" sont en cours dans la commune de Gdyl, a-t-on fait savoir.

Le programme global d'aménagement des pistes forestières de l'année en cours est de 55 km et comprend les forêts de "Mers El-Hadjadj", de "Bethioua", de "Boutlelisse", de "Misserghine", de "Ain El Kerma", de "El-Ançor", d'Oran et de "El-Bia", a indiqué, à l'APS, le chef de service prévention et lutte contre les incendies et les maladies parasitaires à la conservation des forêts.

Le système de prévention contre les feux de forêts comprend également l'ouverture de tranchées pare-feu sur une superficie de 61 hectares dans les forêts de Gdyl, Boutlelis, Ain El Kerma, El-Ançor, Misserghine, Bousfer et Oran, en plus de travaux sylvicoles de nettoyage des forêts sur une superficie de 485 hectares au niveau des forêts de Bethioua, Gdyl, Boutlelis, Ain El Kerma, Misserghine, El-Ançor, Oran et Tafraoui, a ajouté Halima Houaria.

D'autre part, Sonelgaz a entrepris des travaux de nettoyage sous les pylônes électriques de haute et moyenne tensions à travers les forêts de la wilaya et d'autres concernant les bordures des routes moyennes à ces espaces, pris en charge par la Direction des travaux publics, ainsi que d'autres travaux à l'actif des communes.

Les services agricoles de la wilaya installent des barrières entre les terres agricoles et les espaces boisés afin de limiter la progression des feux en cas d'incendies et autres dégâts.

La conservation des forêts a lancé un appel, dans sa page Facebook, à tous les agriculteurs pour prendre les mesures nécessaires de prévention contre les incendies par la mise en place d'une bande d'isolation aux abords des récoltes agricoles dans le but de les prémunir des mégots jetés par des usagers de la route.

La conservation des forêts de la wilaya d'Oran a mis à la disposition des citoyens un numéro vert (041 62 22 22) disponible en H24 afin de les aviser en cas d'incendies, des dangers et des agressions sur le patrimoine forestier.

Cette institution a également mené des opérations de sensibilisation tout au long de l'année envers les citoyens, les enfants et les associations les interpellant sur l'impérative protection des forêts partant de leur importance environnementale et économique.

La wilaya d'Oran avait enregistré, durant la saison écoulée, 25 incendies ayant détruit 121,29 ha dont 48 ha de forêts, 69 ha de broussailles et 4 ha d'herbes.

CORONAVIRUS - ARTISANAT

Secteur de l'artisanat à Aïn Defla, un appui de choix dans la lutte contre le Covid-19

Appui de choix dans la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à Aïn Defla, le secteur de l'artisanat contribue de manière indéniable aux mesures de prévention contre la propagation du redoutable virus, confectionnant des dizaines de milliers de bavettes et de combinaisons répondant aux normes d'aseptisation.

S'inscrivant dans le cadre de l'élan citoyen et solidaire en ces temps difficiles de pandémie, cette action est d'autant plus louable que la matière première utilisée dans la fabrication de ce moyen de protection se fait rare et chère.

"Le secteur de l'artisanat ne peut bien évidemment pas rester en marge des efforts déployés par nombre de secteurs dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, à travers la fabrication d'équipements de protection pour les structures de santé et autres services concernés", précise, d'emblée, le directeur de la Chambre d'Artisanat et des métiers de Aïn Defla (CAM), Djilali Choumani.

En l'espace de trois mois (de mars à fin mai 2020), à Aïn Defla, le secteur de l'artisanat a procédé à la confection de près de 60.000 bavettes, 4.200 tabliers et 1.200 combinaisons médicales, a-t-il souligné, relevant l'adhésion de tous les artisans de la wilaya en vue de contribuer, à leur manière, à la lutte contre la pandémie.

Selon lui, le défi à relever depuis le début du mois de juin consiste désormais à confectionner 24.000 bavettes par semaine comme exigé par le ministère de l'Artisanat. Pour atteindre cet objectif, et en sus de la mobilisation des artisans des régions d'El Attaf, Khémis Milinana, Aïn



Defla, El Amra, Rouina, Miliana et Hammam Righa, il a été décidé de recourir au centre de Djendel (50 km au sud-est du chef-lieu de wilaya), versé dans la confection de tapis.

"Cette structure dédiée à la confection de tapis est actuellement à l'arrêt mais nous avons jugé opportun de la remettre en marche à la faveur de cette opération de confection de bavettes sachant que plus de 1.000 unités peuvent y être produites quotidiennement", a-t-il assuré.

Rareté et cherté de la matière première, un écueil loin d'être dissuasif

L'autre défi à surmonter consiste, pour ce responsable, à faire en sorte que l'artisan fabrique une bavette de bonne qualité tout en l'aidant à la com-

mercialiser à un prix "raisonnable", reconnaissant que cette mission est "loin de constituer une sinécure" en raison de l'en volée du prix du tissu et de sa rareté.

"De 3.800 DA, il y a quelques mois, le prix du rouleau de tissu a presque triplé depuis le début de la pandémie, passant à 10.000 DA", a-t-il déploré.

Il a noté que même si des bienfaiteurs continuent à approvisionner les artisans en tissus, il n'en demeure pas moins que l'acquisition de quantités supplémentaires de ce produit est nécessaire pour relever le défi inhérent à la confection de bavettes.

Néanmoins, en dépit de ces difficultés en matière d'acquisition de la matière première, la mobilisation des artisans pour approvisionner le marché en

bavettes semble inébranlable, soutient M. Choumani, assurant que nombre d'entre eux n'hésitent pas à mettre la main à la poche pour accomplir les achats nécessaires.

Lui emboitant le pas, Fatma Zorgui, couturière spécialisée dans l'habillement traditionnel activant à El Amra (20 km au nord-ouest de Aïn Defla), s'attarde, pour sa part, sur une matière indispensable dans la confection des bavettes, l'élastique en l'occurrence.

"Par le passé, un paquet d'élastique (50 mètres) coûtait 250 dinars mais aujourd'hui, un (1) mètre est cédé moyennant 20 dinars, c'est dire qu'en matière de disponibilité de la matière première, les choses ne se présentent pas toujours pour nous sous les meilleurs auspices", a-t-elle témoigné.

Avec plus de 500 bavettes confectionnées par jour et des dizaines de tabliers, cette mère de famille employant chez elle (elle n'a pas d'atelier), huit (8) travailleuses ne compte pas baisser les bras et se dit déterminée à donner le meilleur d'elle-même dans ce combat contre le Covid-19.

"Même ma fille de 18 ans qui se présentera cette année aux épreuves du baccalauréat ne peut me laisser seule sans me prêter main forte pour accomplir cette action humanitaire à plus d'un titre", a-t-elle soutenu.

SANTÉ - ENQUÊTE

Tizi-Ouzou : enquête épidémiologique suite à la découverte d'un spécimen de moustique-tigre

Une enquête épidémiologique a été déclenchée à Aïn El Hemmam au Sud-est de Tizi-Ouzou, après la découverte, récemment, d'un spécimen de moustique-tigre dans un village de la région, a-t-on appris dimanche du responsable de la prévention auprès de la Direction locale de la santé (DSP), Smail Oulamara.

Les services de l'EPSP d'Iferhounène ont été, à cet effet, instruits de mener une enquête en collaboration avec le bureau d'hygiène de la commune pour déterminer son origine, conformément aux instructions du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière (MSPRH) adressées aux DSP.

Le spécimen en question a été amené à l'EPSP d'Iferhounène par un citoyen du village

Taourit Ait Menguellet qui a "eu le réflexe de le capturer après avoir constaté qu'il avait les caractéristiques de ce moustique, grand de taille et traversé de rayures noires et blanches" a indiqué M. Oulamara.

"C'est un moustique d'importation qui peut vivre jusqu'à un mois dans les bagages, soit à l'état larvaire, soit sous forme de moustique et dont les causes principales sont les marchandises usagées importées, (vêtements, France...etc), importées d'Europe, notamment, de Prunus qui souffre beaucoup de ce fléau", a-t-il souligné.

Se piqués "provoquent des brûlures qui se transforment en poches d'eau qui s'infectent et peuvent provoquer la paralysie des membres inférieurs et supérieurs s'il y a négligence"

expliqué M. Oulamara qui rappelle que "le premier cas de moustique-tigre en Algérie a été découvert à Tizi-Ouzou, il y a une dizaine d'années". Deux (02) cas avaient été alors découverts à Illoula Oumalou et Labraa N'Ath Irathen par une équipe de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) conduite par le Professeur Idir Bittam et depuis, un autre spécimen a été découvert l'année dernière à Azeffoun, rappelle le même responsable qui appelle à "la vigilance".

Si pour l'heure "aucune piqure de ce moustique n'est enregistrée" affirme-t-il "il n'en demeure pas moins que sa présence constitue une source d'inquiétude et de danger car il est vecteur de plusieurs maladies dangereuses", a-t-il souligné.

FORÊTS

Chlef : mise en échec de trois opérations d'agression de biens forestiers en une semaine

Les services de la Conservation des forêts de Chlef ont fait échouer trois opérations d'agression de biens forestiers durant la semaine en cours, a-t-on appris samedi auprès de cette structure. Les équipes conjuguées des brigades mobiles des agents des forêts et de la gendarmerie nationale ont fait échouer trois opérations de coupe et de transport illicites d'arbres et d'herbes médicinales, a indiqué le chef de communication auprès des services de la conservation des forêts, Mohamed Bouhalla.

"Ces agressions sur des biens forestiers ont été mises en échec, peu avant l'heure fixée pour le confinement sanitaire, au niveau

des circonscriptions forestières de Beni Haoua, (90 km au Nord de Chlef), Zebboudja (31 km au Nord-ouest) et Oued Fodda (20 km à l'Est)", a-t-il précisé. La première opération a donné lieu à l'arrestation d'un individu à la forêt Bissa (commune de Zebboudja), qui précéderait à la coupe d'arbousiers pour en confectionner des chevilles (tuteurs) utilisés dans la culture des tomates sous serres. Un PV d'infraction a été établi à son encontre pour "coupe et transport sans autorisation et exploitation illicite de la ressource forestière", outre la saisie de 204 chevilles en bois, d'un véhicule de transport et d'une quantité considérable de fenouil sauvage

utilisé pour l'extraction d'huiles naturelles. La 2ème opération a été réalisée dans la forêt de "Daoula Cheraga" de la forêt de Beni Rached relevant de la circonscription de l'Oued Fodda, où un nombre de personnes ont été surprises en flagrant délit d'abattage et de mise en feux de plants de pin d'Alep vert, en vue de labourer le site pour l'exploiter à des fins agricoles, a-t-on signalé de même source. Un individu a été arrêté sur place et un tracteur saisi, alors que deux de ses acolytes ont réussi à prendre la fuite.

Des investigations sont toujours en cours en vue les retrouver. Quant à la 3ème agression, mise en échec par la brigade

mobile des forêts au niveau de la circonscription de Beni Haoua, elle est relative à la réalisation par un riverain d'une construction illicite à l'intérieur des biens forestiers nationaux.

Un appel a été lancé, à l'occasion, par les services des forêts en direction des citoyens, en vue de faire prévaloir la conscience environnementale et contribuer à la sauvegarde de la ressource forestière, en évitant ce type d'agressions et en les dénonçant, parallèlement au signalement des incendies dès leur déclaration, de façon à aider à la préservation de l'écosystème dans la région, est-il recommandé.

ARGENTINE

400 journalistes ont été fichés sous la présidence Macri

Quelques 403 journalistes ont été fichés sous la présidence de Mauricio Macri (2015-2019), à l'occasion de sommets de l'OMC et du G20 à Buenos Aires, a annoncé la nouvelle direction de l'Agence fédérale du renseignement qui réclame une enquête sur l'ex-président de centre droit.

La liste inclut des dizaines de journalistes de médias étrangers.

"Une plainte a été déposée vendredi et demain (lundi) toutes les preuves seront fournies", a indiqué dimanche une source officielle ayant requis l'anonymat. Une centaine d'universitaires, de chefs d'entreprise et autres personnalités de la société civile ont aussi été fichés. Les documents sur cette affaire ont été trouvés dans trois enveloppes marquées "2017", "journalistes G20", "divers", dans un coffre-fort du bureau qu'occupait à l'époque le directeur opérationnel du contre-espionnage de l'Agence fédérale du renseignement (AFI).

Les enquêtes sur les journalistes étaient sommaires", a expliqué la source. Il s'agissait "d'informations prises sur les réseaux sociaux et à partir de la on traçait un profil idéologique et politique". Une plainte a été déposée par Cristina Caamaño, chargée par le président de centre gauche Alberto Fernandez de mener un audit de l'Agence fédérale du renseignement, en vue de sa réorganisation.

Selon la plainte, figuraient sur les fiches "les préférences politiques, les publications sur les réseaux sociaux, les sympathies



envers des groupes féministes ou à connotation politique et/ou culturelle, entre autres".

Les fiches portaient des commentaires comme "prend toujours parti contre le gouvernement", "se montre très critique envers l'actuel gouvernement", "soutient le gouvernement", a "signé une pétition en faveur de l'avortement légal".

Selon le profil, les fiches portaient des indications de différentes couleurs (vert, jaune et rouge) destinées probablement à orienter le ministère des Affaires étrangères dans le processus d'accréditation des journalistes à ces sommets. Buenos Aires a accueilli le 11e sommet de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC) en 2017 et le 13e sommet du G20 l'année suivante. Mme Caamaño a demandé à la justice d'ouvrir une enquête sur l'ancien directeur de l'AFI Gustavo Arribas, la sous-directrice Silvina Majdalani et divers agents du renseignement, ainsi que l'ex-président Macri en tant que personnalité "chargée de déterminer les objectifs stratégiques de la politique de renseignement nationale".

Les enquêtes en question sur des journalistes et personnalités civiles "n'ont été mandatées ni autorisées par aucun magistrat", souligne la plainte déposée par l'AFI.

L'Association des correspondants étrangers en République d'Argentine

(ACERA) a réagi dans un communiqué: "Si les agissements du gouvernement de Mauricio Macri sont avérés, l'ACERA rejette fermement les pratiques de cette nature, qui sont inacceptables dans une démocratie et nuisent gravement à l'exercice de la profession de journaliste".

La Fédération argentine des travailleurs de la presse (FATPREN) et le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SIPREBA) ont également exprimé leur rejet de telles pratiques.

Lors du sommet de l'OMC, les fichages ont été plus approfondis sur des chefs d'entreprise, syndicalistes et autres dirigeants sociaux, avec des données détaillées sur les personnes, leurs biens et leurs salaires.

Fin mai, le parquet fédéral argentin a déjà ouvert une enquête préliminaire contre Mauricio Macri, soupçonné d'avoir demandé que soient espionnés des chefs d'entreprises, fonctionnaires, artistes et figures de l'opposition et de sa majorité pendant son mandat.

M. Macri avait déjà été mis en cause pour espionnage illégal lorsqu'il était maire de Buenos Aires (2007-2015), mais l'affaire a été classée sans suite deux semaines après son arrivée à la tête du pays en décembre 2015.

AUSTRALIE

Un surfeur tué par un requin à l'est de l'Australie

Un surfeur a été tué dimanche par un requin au large d'une plage très fréquentée de la côte est de l'Australie, a indiqué la police.

L'homme de 60 ans surfait à Kingscliff, à une centaine de kilomètres au sud de Brisbane, dimanche matin lorsque le requin de trois mètres l'a saisi à une jambe, a précisé la police dans un communiqué.

La police a été informée du fait que plusieurs surfeurs se sont portés à son secours et ont chassé le requin avant que l'homme blessé ne soit évacué sur la plage, a indiqué la même source, ajoutant que des premiers secours lui ont été administrés pour traiter sa jambe gauche qui présentait des blessures graves, mais a succombé à ses blessures et a été déclaré décédé sur place.

Il s'agit de la troisième attaque fatale de requin depuis le début de l'année en Australie, l'un des pays où les attaques de requins sont les plus fréquentes.

L'année dernière, le pays-continent a recensé 27 attaques, selon le zoo de Taronga à Sydney.

Selon les experts, le nombre d'attaques mortelles de requins dans les eaux australiennes est en augmentation en raison de la pratique de plus en plus répandue des sports nautiques.

CHINE - INONDATIONS

Un mort et quatre disparus dans des inondations au Hunan

De fortes précipitations et des inondations ont fait un mort et quatre disparus, et ont affecté 93.500 habitants dans la province chinoise du Hunan (centre), ont rapporté lundi des médias locaux, citant les autorités locales.

De fortes pluies depuis fin mai ont déclenché des inondations dans plus de 20 districts et arrondissements, entraînant l'évacuation de 3.205 personnes.

Des infrastructures industrielles et agricoles ont également été endommagées, selon le département provincial de lutte contre les inondations et la sécheresse, cité par l'agence Chine Nouvelle.

D'après le bilan établi lundi à 10h00, le niveau d'eau de quatre réservoirs de taille moyenne dans la province a dépassé la limite pour la saison des crues.

Les autorités météorologiques prévoient de fortes précipitations au cours de la semaine à venir, mettant en garde contre des inondations, glissements de terrain et autres catastrophes secondaires causées par la pluie.

CHINE - INTEMPÉRIES

320.000 personnes affectées par de fortes précipitations au Guangxi

Plus de 320.000 personnes ont été affectées par de fortes précipitations dans la région autonome Zhuang du Guangxi (sud de la Chine) depuis le 4 juin, ont déclaré samedi les autorités locales.

Selon le bilan établi samedi, plus de 14.000 hectares de terres cultivées dans la région ont été endommagées, et une personne est morte après avoir été frappée par la foudre, selon le département régional de la réponse d'urgence.

Le bureau météorologique de la région a rehaussé dimanche matin son niveau de réponse d'urgence aux avertissements météorologiques du troisième niveau au deuxième niveau.

En outre, 36 postes de surveillance du niveau fluvial dans le Guangxi ont émis des avertissements sur les niveaux d'eau en raison de fortes pluies pendant plusieurs jours.

Les averses ont également entraîné des coulées de boue qui ont conduit à l'effondrement de maisons et la destruction de routes à Tianlin, district de la ville de Baise.

Des sites touristiques dans des zones telles que la ville de Hezhou ont été temporairement fermés.

Les autorités locales ont appelé à davantage de préparations pour la prochaine série de fortes pluies.

APS

CANADA

Inquiétudes sur la consommation d'alcool et de malbouffe pendant la pandémie

La principale responsable de la santé publique au Canada s'est déclarée dimanche préoccupée par les conséquences de la pandémie du nouveau coronavirus sur la santé mentale de ses concitoyens et du fait que nombre d'entre eux ont augmenté leur consommation d'alcool et de malbouffe. "Je suis préoccupée par la santé mentale des Canadiens", souligne le Dr Theresa Tam administratrice en chef de l'agence de santé publique du Canada, dans un communiqué évoquant les résultats d'une étude de l'Institut de la statistique du Canada consa-

crée aux effets de la pandémie sur la population.

L'étude indique que près de 20% des personnes interrogées "ont fait état de symptômes correspondant à une anxiété modérée ou grave" et "les résultats montrent également qu'un plus grand nombre de Canadiens consomment davantage d'alcool, ainsi que de malbouffe ou de sucreries depuis le début de la pandémie", relève la responsable.

"En tant que collectivité, nous devons apprendre à accorder la priorité à la santé mentale", ajoute le Dr

Tam en appelant ses concitoyens à "chercher activement des moyens sécuritaires d'avoir des relations sociales, de pratiquer des activités physiques et de faire des choix alimentaires sains", tout en respectant les consignes des autorités de santé.

A ce propos, elle se réjouit que 92% des personnes interrogées par Statistique Canada disent pratiquer l'éloignement physique et que 95% affirment se laver les mains plus souvent. Le Canada comptait dimanche 95.699 cas confirmés de coronavirus et 7.848 décès.

VIETNAM

Plus de 7 millions de travailleurs vietnamiens peuvent perdre leur emploi à cause du covid-19

Plus de 7 millions de travailleurs pourraient perdre leur emploi et 90% des entreprises seraient touchées pendant le reste de l'année si la pandémie de Covid-19 s'aggrave, a estimé le ministère vietnamien du Travail.

Dans un récent rapport, le ministère a indiqué que le Vietnam doit se préparer à différents scénarios avec le marché du travail car la crise de Covid-19 est sans précédent et difficile à prévoir.

Même dans le scénario le plus optimiste dans lequel la situation pandémique s'améliore, entre 3 et 3,5 millions de travailleurs pour-

raient devenir chômeurs et jusqu'à 75% des entreprises pourraient être affectées.

Le ministère a fait savoir qu'il prévoit de débiter 215 millions de dollars du fonds de chômage pour la reconversion et l'amélioration des compétences afin d'aider les travailleurs à s'adapter aux changements du marché du travail induits par les coronavirus.

Après que le Vietnam a assoupli ses mesures de distanciation sociale le 23 avril, 70.000 à 80.000 travailleurs sont retournés au travail en mai, mais de nombreuses entreprises restent dans une situation difficile en raison

de l'arrêt des exportations, a-t-il ajouté. Plus de cinq millions de travailleurs vietnamiens ont perdu leur emploi, travaillé moins d'heures ou vu leurs revenus réduits en raison de la nouvelle épidémie de coronavirus au cours des cinq premiers mois de 2020, a précisé la même source.

Une enquête menée par le ministère vietnamien du Travail a révélé que près de 86% des entreprises vietnamiennes étaient touchées par la pandémie, en particulier celles de la fabrication et de la transformation, du commerce de gros, de détail, de la logistique, de la restaura-

tion et de l'hôtellerie.

Le Vietnam a enregistré une croissance du PIB de 3,82% au premier trimestre, son plus bas niveau depuis une décennie.

Pas moins de 18.600 entreprises ont temporairement suspendu leurs activités au premier trimestre, en hausse de 26% en glissement annuel.

L'année dernière, le pays de l'Asie du Sud-Est a enregistré une croissance de 7,02%, le deuxième taux le plus élevé en une décennie.

Le gouvernement a révisé son objectif de croissance du PIB à 4,5-5,4% pour cette année.

S A N T É - A L G É R I E

COVID19 - CANCÉREUX

Un dispositif pour empêcher la propagation du coronavirus au CAC d'Oran

Le Centre anti-cancer d'Oran a mis en place un dispositif pour empêcher la propagation du coronavirus au sein de son service oncologie pédiatrique, après la confirmation de quelques cas positifs parmi son personnel médical et administratif, a affirmé dimanche, le directeur de cet établissement.

Des cas de covid-19 ont été confirmés parmi le personnel médical et administratif du CAC d'Oran, notamment au sein du service d'oncologie pédiatrique, ce qui a poussé sa Direction à effectuer des analyses à ses travailleurs, aux malades et aux garde-malades, a précisé M. Kada Baatouche lors d'une conférence de presse organisée au niveau de la direction de cet hôpital.

"Aucun cas positif n'a été enregistré parmi les enfants malades et leurs accompagnateurs", a-t-il affirmé, soulignant que sept (7) employés entre personnels médical et administratif se sont avérés porteurs du virus sur un total 423 malades et employés testés au niveau du CAC.

Alors que les cas positifs sont pris en charge au niveau du CHU d'Oran, la direction du CAC a entamé des opérations de désinfection au niveau de ses cinq (5) unités de cet établissement d'oncologie pédiatrique.

"Les malades qui ne nécessitent pas des soins immédiats sont appelés à rentrer chez eux, en attendant la désinfection totale du service", a noté M. Baatouche.

Une centaine de résultats d'analyses est par ailleurs attendue dans les jours à venir.

Les enfants cancéreux, testés positifs seront transférés vers l'hôpital pédiatrique de Hai El Manzah (Ex Kanastel), qui dispose d'une unité pour la prise en charge des cas d'enfants porteurs de Covid-19, a-t-il fait savoir.

PATHOLOGIES - ORAN

Plus de 20 cas d'AVC enregistrés quotidiennement à l'EHU

L'Unité de prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC) au niveau des urgences de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran accueille, quotidiennement, plus de 20 cas d'AVC des wilayas de l'Ouest, Sud-ouest et même du Centre, a-t-on appris dimanche de cette structure sanitaire.

Depuis la propagation de la pandémie Covid-19, l'unité connaît une grande affluence de la part de patients de plusieurs wilayas de l'Ouest, Sud-ouest et même du Centre du pays, a indiqué, à l'APS, Dr Dalila Bentabak, maître assistante au service de neurologie à l'EHU d'Oran.

"La majorité des hôpitaux des régions Ouest et Sud-ouest sont dédiés au Covid-19, alors du coup, nous recevons beaucoup d'évacuations de wilayas comme Mostaganem, Relizane, Mascara, Tlemcen, El Bayadh, Naama, Béchar, Adrar et aussi Chlef, et Ain Defla, entre autres", a-t-elle souligné.

Les neurologues travaillant dans ces wilayas sont mobilisés pour la lutte contre le Covid-19, d'où le nombre importants des cas d'évacuations enregistrés quotidiennement dans notre unité, a-t-elle noté.

"Sur 30 à 40 consultations/garde de 24 h, on peut enregistrer de 20 à 25 cas d'AVC de différents degrés de dangerosité.

Il faut dire que certains AVC sont minimes comme des petits troubles de langage ou une faiblesse de l'un des membres et ne nécessitent qu'une conduite à tenir ou un léger traitement.

Dans certains cas, une réanimation s'impose comme dans les troubles de conscience", a déclaré Dr Bentabak.

Pour ce qui est de la thrombose, un traitement administré en cas d'AVC ischémique pour dissoudre le caillot bouchant l'artère du cerveau et causant l'infarctus cérébral, elle a fait savoir que seulement 10% des personnes admises à l'EHU sont thrombolysées, car arrivées dans les délais de 4 heures.

"Au-delà de ce délai, le traitement ne fonctionne pas et la majorité des patients arrivent malheureusement trop tard", a-t-elle souligné.

Pour ce qui est de la prise en charge de malades AVC au cours de cette pandémie de Covid19, elle a expliqué que les malades se présentant aux UMC de l'EHU avec des signes d'AVC passent, en premier, par le service de pré-tri, et au moindre signe de fièvre, de problèmes respiratoires ou de contact avec des malades atteints du coronavirus, ils sont directement orientés vers le service réservé au Covid-19, où des neurologues sont mobilisés pour leur prise en charge.

CORONAVIRUS

104 nouveaux cas, 86 guérisons et 9 décès durant les dernières 24h

Cent-quatre (104) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 86 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total de cas confirmés s'élève ainsi à 10154, soit 23 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 707, alors que le nombre des patients guéris passe à 6717, a précisé M. Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19. Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Sétif (2 cas) et Alger (2 cas), en plus d'un cas dans chacune des wilayas de Médéa, El Oued, Boumerdes, Ghardaïa et Ouargla, a indiqué M. Fourar, ajoutant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des cas de décès. En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au



national, alors que 22 autres cas positifs au coronavirus

durant les dernières 24 heures.

Par ailleurs, le nombre de

patients ay ant bénéficié du protocole de traitement en vigueur s'élève à 19792, comprenant 8819 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 10973 cas suspects selon des indications de l'imagerie et du scanner, a ajouté M. Fourar, précisant que 30 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente, de respecter strictement les conditions d'hygiène, de la distanciation sociale, du confinement ainsi que de porter obligatoirement le masque, en toutes circonstances, afin d'endiguer la pandémie.

CONFINEMENT SANITAIRE

315 algériens rapatriés d'Egypte pris en charge dans deux hôtels à Tipasa

Trois cents quinze (315) ressortissants algériens rapatriés d'Égypte ont été accueillis, dans la nuit de samedi à dimanche, au niveau de deux établissements hôteliers de la wilaya de Tipasa, dans le cadre des mesures de confinement sanitaire décidées par le Gouvernement pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Selon les explications des services du cabinet du wali, la wilaya de Tipasa a accueilli, tard dans la nuit d'hier, un groupe de ressortissants

algériens qui étaient bloqués en Égypte, en application des décisions de l'Etat portant sur le rapatriement des citoyens algériens bloqués, à travers le monde, est-il signalé. Les autorités de la wilaya ont mobilisé deux établissements hôteliers, à savoir, l'établissement hôtelier "la Corne d'Or", qui a accueilli 145 ressortissants et l'hôtel privé "Essalam" de Bou Ismail (170 ressortissants), pour une durée de 14 jours, est-il précisé de même source. Toutes les conditions ont été réunies pour une prise en charge idoine de ces

citoyens algériens, qui ont été notamment soumis à un examen médical et à la prise de leur température. Des staffs médicaux ont été mobilisés à cet effet, au niveau des deux hôtels pour les accompagner pendant 14 jours de confinement, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-on ajouté de même source. A noter que les hôtels de Tipasa ont accueillis quatre(4) vagues de ressortissants algériens depuis l'entame des opérations de rapatriement par l'Etat algérien.

ENSB DE CONSTANTINE

Mise en service d'un laboratoire de dépistage du Covid-19

Un laboratoire de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19) a été mis en service dimanche à l'école nationale supérieure de biotechnologies (ENSB) de l'université Salah-Boubnider-Constantine 3). Ce laboratoire a été ouvert après la levée de réserves émises par l'institut de Pasteur d'Alger relatives notamment à l'installation des postes de sécurité microbiologiques (PSM) qui permettent d'éviter la contamination de l'environnement de ce laboratoire, a indiqué à l'APS, le directeur de l'ENSB, Pr Khelifi Douadi. En plus d'une équipe d'ingénieurs

en biologie moléculaire de l'ENSB, un staff médical du laboratoire de microbiologie du centre hospitalo-universitaire, CHU-Benbadis a été affecté à ce nouveau laboratoire de dépistage du Covid-19, a-t-il précisé, soulignant que ce laboratoire effectuera dans un premier un nombre limité de tests. Il a déclaré que le nombre des tests de dépistage sera revu à la hausse "en fonction de la demande". Ouvert à l'initiative d'un groupe de médecins de la wilaya de Constantine ayant pris en charge la fourniture à titre caritatif des équipements médicaux nécessaires de

dépistage du Covid-19, ce laboratoire constitue la deuxième structure du genre dans la wilaya de Constantine qui vient renforcer ainsi les capacités de l'annexe de l'institut pasteur d'Alger (IPA) ouverte, depuis mars dernier, au Centre de recherche en biotechnologie (CRBT), a fait savoir le même responsable. Le groupe de médecins bénévoles a fait don au laboratoire de l'ENSB de plusieurs équipements, des PSM, une RT-PCR (Polymerase Chain Reaction) et un automate qui permet l'extraction et l'amplification du virus ainsi que des consommables, a ajouté la

même source saluant au passage l'initiative.

Supervisé par l'ENSB, la faculté des sciences médicales de l'université Constantine 3 et le laboratoire de microbiologie du CHUC, ce laboratoire est appelé à prendre en charge le dépistage du Covid-19 dans la région Est du pays à moyen terme, a révélé M.

Khelifi Le même responsable a mis en avant les efforts des équipes de la bio-sécurité du CRBT dans la formation du personnel du laboratoire de l'ENSB notamment dans le volet manipulation des équipements médicaux.

MOSTAGANEM - COVID-19

Mise en confinement sanitaire de 45 Algériens de retour du Portugal

Quarante cinq (45) voyageurs algériens de retour du Portugal ont été mis en confinement sanitaire dans la zone "Les Sablettes" (Mostaganem), a-t-on appris du directeur du transport de la wilaya, Mustapha Kada Belfar. "Le transport des voyageurs en provenance de Lisbonne (capitale du Portugal) à partir de l'aéroport international Ahmed Benbella d'Oran vers le lieu de confinement sanitaire dans la zone Les sablettes s'est effectué dimanche après-midi dans de bonnes

conditions", a indiqué à l'APS M. Belfar. Quatre autobus ont été mobilisés pour transporter les voyageurs et leurs bagages depuis Oran vers l'hôtel "Kasr El Mansour" de Mostaganem, a-t-il fait savoir, soulignant que les autorités locales ont procédé à son équipement pour la quarantaine d'une période de 14 jours. En outre, il est attendu la prise en charge d'un deuxième groupe de 280 Algériens en provenance lundi matin du Maroc par voie aérienne. Deux établissements hôteliers ont été équipés pour

accueillir ce groupe, à savoir "Ezouhour" et "Ezzafir" dans la même zone touristique, a-t-on appris de même source. La wilaya de Mostaganem a accueilli, depuis le début des mesures de prévention sanitaires de prévention contre le Covid-19 en mars dernier, trois (3) groupes de voyageurs bloqués à l'étranger, à savoir en France et au Royaume uni (550 personnes) qui avaient été pris en charge au niveau d'établissements hôteliers appartenant à des privés.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

ÉTATS-UNIS

Près de 700 morts liés au coronavirus en 24 heures (Johns Hopkins)

Le coronavirus a causé la mort de 691 personnes supplémentaires aux Etats-Unis au cours des dernières 24 heures, selon le bilan dimanche de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

Cela porte à 110.482 le nombre total de décès dus au Covid-19 aux Etats-Unis, où 1.938.842 cas ont été recensés.

Ces deux chiffres nationaux sont les plus élevés au monde.

En revanche, par habitant, plusieurs pays européens devancent les Etats-Unis en ce qui concerne le nombre de morts, comme la France, l'Italie ou l'Espagne.

Au plus fort de la crise, mi-avril, les Etats-Unis enregistraient autour de 3.000 morts par jour.

Désormais, ce chiffre est tombé autour de 1.000 décès et 20.000 contaminations quotidiennes. Au plus fort de



la crise, mi-avril, les Etats-Unis enregistraient autour de 3.000 morts par jour.

Désormais, ce chiffre est tombé autour de 1.000 décès et 20.000 contaminations

quotidiennes.

Le président Donald Trump a assuré vendredi que les Etats-Unis avaient "largement surmonté" la crise et a de nouveau appelé les gouverneurs à alléger dans leurs Etats les restrictions liées à la lutte contre l'épidémie.

Mais les personnels de santé s'inquiètent des manifestations d'ampleur qui se tiennent depuis plus d'une semaine à travers le pays pour protester contre les brutalités policières et le racisme.

Elles pourraient éventuellement entraîner un rebond des contaminations dans les prochaines semaines.

BRÉSIL

Le bilan passe à 685.427 cas dont 37.312 décès

Le bilan des cas confirmés du nouveau coronavirus au Brésil a grimpé à 685.427, selon le dernier bilan du ministère de la santé, qui a annoncé, dimanche soir, 12.581 nouvelles infections.

Au cours des dernières 24 heures, le ministère a recensé 1.382 nouveaux décès dus au Covid-19, ce qui porte le total à 37.312 morts.

Depuis vendredi, le gouvernement adopte un nouveau format de présentation des données sur la pandémie, qui a suscité des critiques de la part du pouvoir législatif, des médias, de spécialistes et des milieux de la justice.

Le ministère de la Santé a annoncé

dimanche qu'il était en train de finaliser une nouvelle plateforme de présentation des données sur la pandémie, dont le pic est prévu pour juillet dans ce pays de plus de 210 millions d'habitants.

Le département a indiqué qu'il offrira des graphiques de l'évolution quotidienne des nouveaux cas, sans préciser s'il va reprendre la diffusion du nombre total de cas et de décès.

Samedi, le président Jair Bolsonaro a confirmé que le gouvernement avait adopté un nouveau système pour fournir des informations sur le coronavirus, estimant que cette démarche "vise à éviter la sous-déclaration et les incohérences". Depuis vendredi, les bilans de la

pandémie, qui présentent moins de détails, notamment par région, sont publiés à 22H00, au lieu de 19H00.

Le président du Congrès, Rodrigo Maia, est allé jusqu'à demander samedi au secrétaire général de la présidence que le gouvernement revienne au format initial de divulgation des données.

De son côté, le Bureau du Procureur a accordé au ministre de la Santé par intérim, le général Eduardo Pazuello, un délai de 72 heures pour expliquer et présenter l'acte administratif qui soutient la modification. Le Brésil est le deuxième pays au monde avec le plus de cas de Covid-19 et troisième en termes de décès.

CHINE

Le livre blanc publié par la Chine sur sa lutte contre la COVID-19 est une source d'inspiration pour le monde entier, selon des experts

De nombreux experts étrangers ont convenu que le livre blanc publié dimanche par le Bureau d'Information du Conseil des Affaires d'Etat chinois, intitulé "Combattre la COVID-19 : la Chine en action", était une importante source d'inspiration pour la communauté internationale en matière de lutte contre la pandémie.

Ce document, qui retrace de manière authentique la lutte acharnée de la partie chinoise contre l'épidémie, a non seulement montré que la Chine avait appliqué une politique centrée sur le peuple, fait passer la vie humaine avant toute autre considération et fait preuve d'un important esprit de coopération dans ses efforts domestiques de lutte contre l'épidémie, mais a également démontré que la Chine s'était comportée comme un grand pays responsable en promouvant la coopération mondiale contre l'épidémie, ont-ils affirmé.

Cavince Adhere, un expert en relations internationales spécialisé dans les relations sino-africaines, a déclaré que ce document

survenait "à un moment où une grande partie du monde essaie encore de trouver un moyen de maîtriser la propagation de cette maladie infectieuse".

"C'est un document bienvenu, qui apporte d'importantes contributions aux efforts de la communauté scientifique internationale pour protéger le monde contre les effets de la maladie", a indiqué M. Adhere.

En faisant le compte rendu de ses interactions larges et profondes avec le reste du monde, ainsi que de ses efforts pour partager les informations dont elle disposait en matière de lutte contre l'épidémie, la Chine a "parfaitement démontré que la collaboration internationale était le moyen le plus durable et le plus efficace de contenir la propagation du virus dans le monde", a ajouté M. Adhere. "Après avoir réussi à contrôler la propagation du COVID-19, la Chine s'est mise à aider les pays touchés par la maladie, et travaille maintenant sérieusement à développer un vaccin", a déclaré Ahmad al-Marikhly, vice-président

du Magazine de la télévision et de la radio, une entreprise d'Etat égyptienne.

L'aide apportée par la Chine - notamment en partageant son expertise médicale et scientifique en matière de lutte contre la maladie, et en fournissant du matériel médical à de nombreux pays - comporte "une importante dimension humanitaire, qui n'est pas étrangère à la civilisation chinoise", a ajouté M. al-Marikhly.

Serik Korzhumbayev, rédacteur en chef du journal Delovoy Kazakhstan, a déclaré que sous la direction du Parti communiste chinois, la Chine avait maîtrisé l'épidémie très rapidement et avait sauvé un grand nombre de vies, ce qui constitue "un accomplissement remarquable".

"Poursuivant une politique centrée sur le peuple, le gouvernement chinois a démontré sa capacité à rallier, mobiliser et organiser tous les secteurs de la société, ainsi qu'à mettre en œuvre des politiques de lutte contre le COVID-19", a-t-il affirmé. La manière dont la

Chine a géré l'épidémie reflète également l'esprit indomptable du peuple chinois et son courage face aux épreuves, a ajouté M. Korzhumbayev.

Alfredo Bruno, directeur du Centre national de référence sur la grippe et les autres virus respiratoires de l'Institut national équatorien de recherche en santé publique, a quant à lui déclaré que ce livre blanc avait une valeur scientifique d'envergure mondiale.

En partageant des informations scientifiques et sa propre expérience de lutte contre l'épidémie avec d'autres pays, la Chine aide le monde entier à mieux lutter contre la maladie, a-t-il indiqué.

Soulignant que la Chine jouait un rôle irremplaçable dans la promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre l'épidémie, M. Bruno a exhorté tous les autres pays à répondre activement à l'appel à la solidarité internationale lancé par la Chine, une solidarité qui est le seul moyen de remporter la lutte contre la maladie.

INDE

Le nombre de décès franchit le seuil de 7.000 morts, plus de 250.000 cas confirmés

Le nombre de décès liés à la pandémie de coronavirus en Inde a franchi le seuil de 7.000 morts, atteignant 7.135 en date de lundi, alors que le nombre total de cas confirmés a dépassé 250.000 pour atteindre 256.611, selon les dernières données publiées par le ministère de la Santé du pays. Le ministère a indiqué que 206 décès dus au Covid-19, en plus de 9.983 nouveaux cas positifs, ont été signalés en Inde au cours des dernières 24 heures. Il s'agit de la plus forte augmentation du nombre de cas jamais enregistrée en une journée dans ce pays, jusqu'à présent. "Lundi à 08H00 heure locale (02H30 GMT), 7.135 décès liés au nouveau coronavirus ont été recensés dans le pays", a indiqué le bulletin d'information publié par le ministère. Dimanche matin, le total des cas confirmés était de 246.628, et celui des décès de 6.929. Selon le ministère, jusqu'à présent, 124.095 personnes ont quitté l'hôpital après amélioration de leur état. "A l'heure actuelle, le nombre de cas actifs dans le pays est de 125.381", d'après le bulletin d'information.

La cinquième phase du confinement à l'échelle nationale, qui a vu l'introduction de plusieurs assouplissements ainsi qu'une réouverture progressive, est entrée en vigueur le 1er juin. Le 25 mars, le Premier ministre indien Narendra Modi avait annoncé un confinement national pour contenir la propagation du Covid-19 et briser la chaîne de contamination.

ITALIE - VATICAN

Plus aucun cas au Vatican, l'épidémie "suromontée"

Il n'y a plus actuellement aucun cas de nouveau coronavirus (Covid-19) au Vatican, a annoncé le Saint-Siège, tandis que le pape François a jugé l'épidémie "surmontée" en Italie. "La dernière personne déclarée malade du Covid-19 ces dernières semaines a été testée négative", a annoncé dans un communiqué samedi soir le directeur des services de presse, Matteo Bruni. "A ce jour, il n'y a plus aucun cas de nouveau coronavirus parmi les employés du Saint-Siège" ou au sein du Vatican, indique le communiqué. Douze personnes au total ont été contaminées au sein du Vatican, selon le site internet officiel du Vatican.

"Elles avaient été placées en isolement à domicile par la Direction de la santé et de l'hygiène du Vatican", alors que "depuis le début de cette crise, les responsables sanitaires et administratifs du Vatican suivent les recommandations des autorités italiennes, compte tenu de l'enclavement de ce petit territoire dans la ville de Rome", toujours selon Vatican News.

Dimanche, le pape François a appelé à la prudence face au virus et souligné que l'épidémie "est surmontée en Italie".

Il a en outre estimé "nécessaire de suivre les mesures (sanitaires) en vigueur" pour éviter le retour du virus.

"Malheureusement dans d'autres pays, plus particulièrement en Amérique latine, le virus continue de faire de nombreuses victimes", a-t-il déploré. L'épidémie de Covid-19 a fait 33.846 morts en quatre mois dans la péninsule italienne, selon le dernier bilan officiel de la protection civile italienne. L'épidémie est aujourd'hui maîtrisée (avec 72 morts et 270 contaminations pour les dernières 24 heures), et le pays a entamé il y a un mois son déconfinement progressif.

Le bilan de la pandémie approche les 400.000 morts dans le monde, et elle s'est particulièrement accélérée ces dernières semaines en Amérique latine, en particulier au Brésil, désormais le troisième pays le plus endeuillé de la planète (35.930 morts), derrière les Etats-Unis (109.791 décès) et le Royaume-Uni avec 40.465 morts.

COUPS DE SOLEIL

10 REMÈDES NATURELS POUR LES SOULAGER

Confinés pendant près de 2 mois, vous n'avez sûrement pas pensé à acheter un tube de crème solaire. Et c'est comme ça qu'on se retrouve avec un joli coup de soleil sur les épaules ou le décolleté. Voici les quelques remèdes à dénicher dans la cuisine ou la salle de bains pour soulager la brûlure rapidement.

Trop heureux(se) de pouvoir enfin sortir, vous en profitez pour passer du temps dehors sans forcément penser à vous tartiner de crème solaire. Et c'est là que le coup de soleil intervient. Le coup de soleil est une véritable brûlure de la peau. Provoquée par les rayons UVB du soleil qui agressent l'épiderme, cette brûlure peut être plus ou moins grave selon son degré, et doit être soignée en tant que telle.

COMMENT RECONNAÎTRE LA GRAVITÉ D'UN COUP DE SOLEIL ?

Si c'est simplement rouge et que ça tire, c'est une brûlure du 1^{er} degré. En plus d'éviter les nouvelles expositions au soleil et de se réhydrater, il s'agit alors de soulager le mieux possible la douleur. Pour cela, voici 10 remèdes naturels à base d'ingrédients faciles à trouver dans votre cuisine ou salle de bain.

Si des cloques (à ne surtout pas percer) ou de simples petites bulles apparaissent sur la peau, c'est une brûlure du 2^{ème} degré, auquel cas il ne faut surtout pas les percer pour éviter le risque d'infection. Fassez la peau sous un filet continu d'eau froide pour refroidir la brûlure, prenez du paracétamol et appliquez sur le coup de soleil une crème type Biafine. Laissez la peau "boire" toute cette crème et renouvelez l'application.

Si les cloques continuent de s'étendre ou que la peau reste rouge, consultez le médecin. Idem si vous faites de la fièvre : les coups de soleil peuvent en effet être accompagnés d'un coup de chaleur.

10 REMÈDES DE GRAND-MÈRE POUR LES COUPS DE SOLEIL

Pour soigner au naturel une simple brûlure du premier degré, vous avez l'embaras du choix parmi les ingrédients qui chou-choutent la peau : le melon, l'aloë vera, le lait écrémé, le bicarbonate de soude, la levure de bière, le thé... Sans oublier les plantes comme la lavande ou le calendula. Découvrez ci-dessous les meilleurs remèdes de grand-mère pour soigner les coups de soleil.

Le lait écrémé ou le yaourt

Si votre coup de soleil est assez léger, votre peau a simplement besoin d'être apaisée et rafraîchie. Les protéines que contiennent le lait écrémé ou le yaourt ont un effet calmant et leurs ferments lactiques ont des propriétés anti-inflammatoires.

Mode d'emploi : Mélangez 25 cl de lait écrémé à 1 litre d'eau et ajoutez quelques glaçons. Appliquez des compresses imbibées de ce mélange pendant dix à quinze minutes, et renouvelez l'opération toutes les deux à quatre heures.

On applique une couche épaisse de yaourt nature sur la peau et laissez reposer 15 minutes avant de nettoyer avec un peu d'eau fraîche ou une eau florale.



Le vinaigre

Le vinaigre a pour effet d'assouplir la peau et de calmer l'irritation. Il est surtout parfait pour soulager rapidement la douleur du coup de soleil. Vinaigre blanc et vinaigre de cidre peuvent être utilisés, au choix. Le pH du vinaigre rééquilibre celui de la peau qui vient d'être agressée par le soleil et apporte une sensation de fraîcheur immédiate.

Mode d'emploi : remplissez un bol avec une moitié d'eau froide et une moitié de vinaigre blanc. Trempez un linge dans ce mélange et appliquez-le sur le coup de soleil pendant 5 minutes. Recommencez deux ou trois fois l'opération. Vous pouvez aussi appliquer des compresses de vinaigre de cidre.

Le bicarbonate de soude
Utilisé en cuisine pour alléger la pâte des gâteaux, le bicarbonate de soude crée un environnement alcalin qui soulage la peau. En outre, il a des propriétés antiseptiques.

Mode d'emploi : versez un peu de bicarbonate de soude dans de l'eau fraîche, trempez des compresses dans ce mélange et appliquez-les sur le coup de soleil pendant une dizaine de minutes. Si vous souffrez d'allergie au soleil, mélangez quatre cuillères à soupe de bicarbonate à quelques gouttes de vinaigre de cidre afin d'obtenir une pâte épaissie. Appliquez cette pâte en ca-

taplisme sur le décolleté, les épaules ou le visage, endroits privilégiés des petits boutons de la lucite estivale. Laissez agir une heure ou deux puis rincez à l'eau fraîche.

l'aloë vera

On connaît les vertus digestives du jus d'aloë vera, mais utilisé sous forme de gel, cette plante possède d'incroyables propriétés cicatrisantes et adoucissantes. L'aloë vera fait merveille pour soulager les brûlures du soleil car il contient des acides aminés (7 des 8 essentiels, 11 des 14 secondaires) essentiels à la régénération des cellules de la peau et des enzymes anti-inflammatoires.

Mode d'emploi : appliquez sur la brûlure et laissez la peau absorber le produit avant d'en remettre une couche. Ne rincez pas. Préférez le gel biologique vendu en pot, très concentré en jus d'aloë vera plutôt qu'un produit cosmétique qui "contient de l'aloë vera". Le gel se conserve pendant six mois au frigo après ouverture.

L'huile de calendula

Habituellement, on utilise l'huile végétale de calendula pour traiter les peaux fragilisées et irritées. Dans le cas d'un coup de soleil, on fait appel à ses propriétés cicatrisantes et apaisantes. Sa teneur en carotène et en vitamine A vont permettre de restaurer la peau.

Mode d'emploi : déposez une petite perle d'huile sur le bout de vos doigts et massez très doucement la zone de votre coup de soleil. Si c'est sur le visage, évitez le contour des yeux. Laissez agir toute la nuit.

Pour faire vous-même votre huile de calendula : stérilisez un petit pot en verre, remplissez-le de fleurs de calendula sans les tasser et couvrez d'huile d'olive. Laissez macérer pendant 45 jours puis filtrez cette huile. Vous l'utiliserez pour adoucir la peau après chaque exposition solaire. Elle aide aussi à nourrir les mains desséchées.

Le melon

Si vous avez un melon sous la main, n'hésitez pas ! La pulpe de melon contient de la vitamine adoucissante, qui calme l'inflammation, et les pépins sont riches en acides gras qui assouplissent la peau agressée.

Mode d'emploi : sortez le mixeur, broyez le fruit avec les pépins - c'est important - puis appliquez sur la zone du coup de soleil. Recouvrez d'un linge propre et laissez agir 15 minutes en tapotant doucement.

Les sachets de thé

Si vous avez oublié vos lunettes de soleil (ce qui n'est jamais recommandé car vous risquez un coup de soleil de l'oeil) et que vos paupières ont gonflé, le tannin du thé va les aider à dégonfler.

Mode d'emploi : trempez des sachets de thé noir dans de l'eau bien froide (si possible sortie du réfrigérateur) de façon à bien les imbibier. Essorez-les légèrement et appliquez-les sur vos paupières.

L'argile rouge

L'argile rouge est un puissant anti-inflammatoire et un cicatrisant hors-pair. Riche en minéraux (magnésium, potassium), il stimule la circulation du sang et la réparation de la peau. Cerise sur le gâteau : l'argile illumine aussi le teint.

Mode d'emploi : mélangez cuillère à café d'argile rouge avec de l'eau pour obtenir une pâte un peu épaisse, peu fluide. Étalez la pâte sur un linge de coton. Appliquez l'argile à même la peau et laissez poser 2 heures, minimum. Le mieux, est de laisser poser toute une nuit et de rincer le tout à l'eau tiède dès le réveil.

La lavande On connaît la lavande pour ses vertus apaisantes, mais la lavande vraie est également anti-inflammatoire et cicatrisante.

Mode d'emploi : placez deux poignées de fleurs de lavande séchées dans un linge fin et déposez ce linge au fond de la baignoire. Flottez-y pendant 15 à 20 minutes. Vous pouvez remplacer la lavande séchée par de l'huile essentielle de lavande vraie. Dans ce cas, diluez 5 gouttes d'HE dans un demi-verre de lait en poudre, versez le tout dans l'eau de ce bain aromatique, brasses bien avant d'y plonger.

En ville aussi, il faut se protéger du soleil

Il ne faut pas sous-estimer les expositions de notre peau au soleil dans notre quotidien. Déjeuner en terrasse, trajets en voiture, à pieds... Il y a pas qu'à la plage qu'on risque d'attraper un coup de soleil.

L'été arrive et avec lui les campagnes de prévention sur les dangers du soleil. Il faut penser à protéger sa peau, appliquer une crème protectrice et éviter s'exposer aux heures chaudes. Dans l'incertain, ces recommandations concernent les vacances et loisirs, particulièrement les séances de bronzage à la plage ou la piscine. Et pourtant, l'exposition en ville est, toute aussi dangereuse pour la peau.

"Un déjeuner ou un verre avec des amis en terrasse, ou encore une promenade au soleil doivent engendrer des réflexes de protection", a confié à Slate, le Dr Nina Roos, dermatologue et auteure du livre "La peau, c'est la vie" (First Editions). Pour la médecin, si le soleil en ville est encore plus nocif, c'est surtout parce qu'on ne s'en méfie pas. "On assimile pas la notion de soleil en ville aux coups de soleil, et souvent, on l'apprend à ses dépens", précise-t-elle.

SOLEIL ET POLLUTION. FACTEURS DE VIEILLESSEMENT CUTANÉ
Et si la réverbération du sable à la plage augmente le rayonnement UV de 15% et celle de l'écumine de 25%, les surfaces vitrées des bâtiments ont le même effet sur les citadins. Également interrogé par Slate, le philosophe du corps Bernard Andrieu parle de "bronzage habillé". En ville, vous exposez votre visage, votre gorge, vos bras, voire vos jambes, toutes ces zones du corps que vous pensez à protéger à la plage mais pas dans les lieux urbains de la vie quotidienne", résume-t-il.

En cause aussi, la pollution, "en tant que source de stress oxydatif, elle va générer la réponse cellulaire en cas de coups de soleil et être un facteur de vieillissement cutané", explique Nina Roos. Alors même si vous n'êtes pas en vacances et que la plage n'est pas sur votre agenda du jour, glissez un tube de crème solaire dans votre sac, et n'hésitez pas à protéger votre peau au cours de la journée.

DANS QUELS CAS FAUT-IL ÉVITER LE SOLEIL ?

Le soleil on l'aime, et il est bénéfique à petite dose. Mais dans certains cas, il ne fait pas bon s'exposer à ses rayons. Le Dr Nina Roos, dermatologue nous dit quelles sont les personnes pour lesquelles l'exposition au soleil est déconseillée.

Nous sommes tous vulnérables face aux rayons UV et l'on sait qu'il faut éviter les expositions directes sans protection solaire en couche suffisante, sans chapeau à larges bords et sans lunettes de soleil. Mais pour certaines personnes, l'exposition au soleil ne peut se faire sans un minimum de précautions supplémentaires. C'est le cas, par exemple, si on a de l'acné. Car si pendant l'exposition, la peau s'assèche et va mieux, à la rentrée, les boutons réapparaissent en nombre. Il faut donc se protéger avec un soleil solaire adapté. On se méfie donc du soleil si...

ON EST SUJETTE À LA LUCITE ESTIVALE BÉNIGNE

Cette allergie au soleil touche plutôt les femmes jeunes, et se déclenche après une exposition sous un soleil un peu fort. De petits boutons rouges apparaissent surtout sur le décolleté, le cou et les bras, mais aussi les jambes. Ils peuvent être nombreux ou non, tout comme les démangeaisons (surtout en cas d'intensité variable, supportables ou très gênantes. Les récurrences sont fréquentes.

Quelles solutions ?

Si vous venez d'avoir une lucite : vous devez ne plus vous exposer jusqu'à la disparition totale des boutons. C'est la seule chose à faire... Si vous avez déjà eu une lucite : exposez-vous avec modération, en évitant les heures chaudes (11 h à 16 h). Gardez un tee-shirt, un chapeau, et tartinez-vous avec une protection élevée du type SPF 50. Choisissez plutôt un soin solaire en pharmacie : certains sont spécialement indiqués pour ce type de photodermatose, et possèdent une haute filtration anti-UV (principaux responsables de l'éruption), avec une très bonne stabilité des filtres solaires. Vous pouvez également opter pour un produit destiné aux peaux sensibles. Si vous êtes spécialement sensible à la lucite et que cela revient



systématiquement chaque été, préparez votre peau un mois avant l'exposition. Avec une cure de compléments alimentaires destinée à préparer la peau au bronzage. Ils doivent contenir des vitamines (A, B, C, E), du bêta-carotène, du lycopène, du zinc, du cuivre, du sélénium... La dermatologue recommande de doubler les doses conseillées par le fabricant, puis de continuer pendant la durée du séjour à dose normale. Et si la peau est très sensible, poursuivez au retour pendant deux semaines. Si ces compléments alimentaires ne donnent pas les résultats espérés, un traitement médical à base d'anti-inflammatoires de synthèse prescrit sur ordonnance par le dermatologue pourra être envisagé.

ON EST SOUS TRAITEMENT MÉDICAMENTEUX

Quand on suit un traitement, il est conseillé de consulter la notice du médicament, pour s'assurer qu'il n'y a pas de contre-indication à le poursuivre quand on s'expose au soleil. Dans le doute, on pose la question à son pharmacien. Certains remèdes sont en effet photosensibilisants. C'est-à-dire que sous l'effet des

rayons UVB, on risque de prendre un coup de soleil beaucoup plus rapidement qu'en temps normal. Sur une peau claire, il suffit par exemple de marcher dix minutes dans la rue pour en attraper un. C'est notamment le cas d'antibiotiques utilisés pour certaines maladies de peau (acné, rosacée...) ou pour les infections urinaires. Mais aussi des médicaments utilisés en cardiologie ou en neuropsychiatrie, des pommades et gels anti-inflammatoires, antiancéphaliques...

Quelles solutions ?

L'idéal serait d'arrêter son traitement une semaine avant de s'exposer. Et de ne le reprendre qu'au retour des vacances si l'on ne s'expose plus au soleil. Si on doit continuer à prendre ses médicaments, il faut être vigilant et se protéger comme on protégerait un bébé, car le risque pour la peau de brûler est accru. On utilise donc un soin solaire d'indice élevé (50+), on évite les expositions directes. On reste à l'ombre aux heures les plus chaudes (11 h à 16 h) et on se couvre pour sortir : tee-shirt à manches longues, chapeau, lunettes...

ON A UNE CICATRICE RÉCENTE

Quelle que soit la cause de la cicatrice (coupure, brûlure, après une chirurgie, une intervention au laser, un peeling...), l'inflammation récente et la nouvelle peau plus fine rendent cette zone particulièrement délicate. Si la cicatrice a moins d'un an, si elle est encore rouge, la protéger est indispensable. Faute de quoi, elle risque de se pigmenter durablement, et de garder une coloration brune (hyperpigmentation réactionnelle) qui sera difficile à traiter. Les peaux mates et foncées doivent redoubler de vigilance, car elles présentent plus de risques d'hyperpigmentation. Dans l'idéal, il faudrait ne pas l'exposer du tout au soleil...

Quelles solutions ?

Si elle se situe sur le visage, le cou ou les mains (des zones exposées), il faut, dans la mesure du possible, la couvrir avec un vêtement ou un pansement (sois-peau). Sur la peau en phase de cicatrisation, les écrans minéraux avec un indice élevé sont préférables, car ils assurent une haute protection contre tous les rayons", précise la dermatologue. Il est recommandé également d'avoir un stick solaire (50 ou 50+) dans sa poche, que l'on applique régulièrement (au minimum toutes les deux heures) sur la cicatrice si elle est exposée. Il existe aussi des soins cicatrisants efficaces, dont la formule contient à la fois des actifs réparateurs et des filtres solaires. Le soir, lorsque la peau n'est plus exposée, on peut masser la zone avec une crème cicatrisante ou une huile neutre (bourreaux, par exemple) pour l'assouplir et "décoller" les tissus. Si la cicatrice est très superficielle (égratignure, peau râpée...), on peut appliquer dessus une crème du type Epithéliale Duo AHD d'Ac-Derma.

CONNAISSEZ-VOUS VOTRE RISQUE AU SOLEIL ?

À l'occasion de la saison estivale, l'Institut national du cancer et Santé publique France rappellent les gestes de prévention essentiels pour profiter du soleil en toute sécurité. So onco cancers de la peau diagnostiqués chaque année, dont l'essentiel dus à une exposition au rayonnement solaire excessive (sur la plage, sans protection) ou chronique (dans l'agriculture, le bâtiment ou les métiers du sport par exemple). Face à ce constat, l'Institut national du cancer et Santé publique France lancent une campagne de communication pour rappeler les gestes essentiels pour profiter du soleil sans prendre de risque : Porter un chapeau, des

lunettes de soleil et des vêtements légers couvrants. Appliquer de la crème solaire régulièrement. Éviter de s'exposer entre 12h et 16h.

LES UV ARTIFICIELS NE PRÉPARENT ABSOLUMENT PAS LA PEAU AU SOLEIL

L'Inca en profite aussi pour balayer certaines idées reçues et rappeler notamment que : Les cabines de bronzage ne préparent pas la peau au soleil car les UV artificiels ne font que s'ajouter aux UV du soleil, renforçant ainsi le risque de cancer. Les autobronzants et compléments alimentaires ne protègent pas des méfaits du

soleil et n'apportent aucune protection.

Ce n'est pas parce qu'on est bronzé qu'on ne doit pas se protéger avec une crème solaire car le bronzage empêche la survenue de coups de soleil mais n'empêche pas les UV d'agresser la peau.

"Cette communication a aussi pour objectif de sensibiliser les publics les plus à risque, c'est-à-dire les personnes les plus exposées au rayonnement des UV dans le cadre de leur profession comme les agriculteurs, les personnels des BTP, les marins, ainsi que toutes les personnes exerçant une activité en plein air, ou dans le cadre de leurs loisirs" souligne l'Inca.

NIGERIA

Six militaires tués dans le nord-est

Six soldats nigériens ont été tués dans une attaque terroriste contre une base militaire dans le nord-est du Nigeria, ont annoncé dimanche des sources militaires.

"Nous avons perdu six soldats dans les attaques lancées par les terroristes samedi vers 18h30", a indiqué un officier, cité par l'AFP.

Les affrontements ont duré deux heures, jusqu'à ce que les militaires nigériens, submergés, soient contraints de battre en retraite, a affirmé une autre source militaire, confirmant ce bilan.

L'armée recherche 45 soldats qui n'ont pu être localisés mais dont elle estime qu'ils sont parvenus à s'échapper, a ajouté cette source.

Les assaillants ont pillé des armes et incendié des bâtiments à l'intérieur de la base avant d'être repoussés avec un soutien aérien, selon les mêmes sources.

La zone a été visée récemment par des séries d'attaques contre l'armée et des enlèvements de conducteurs à des faux barrages de forces de sécurité.

AFRIQUE SUD L'Afrique du Sud prête à rouvrir les écoles en dépit de la hausse des cas de COVID-19

L'Afrique du Sud mettra en œuvre son plan de réouverture des écoles pour les élèves de certaines classes lundi après un arrêt de plus de deux mois, a déclaré dimanche la ministre de l'Éducation fondamentale, Angie Motshekga, en dépit de la hausse des cas de COVID-19.

"Nous pouvons maintenant affirmer avec confiance qu'environ 95% de nos écoles ont reçu des instructions relatives au COVID-19" pour leur réouverture, a affirmé Angie Motshekga.

Le département de l'Éducation avait initialement prévu de rouvrir les écoles le 1er juin, mais a reporté cette décision au 8 juin après avoir découvert que la plupart des établissements nécessitaient davantage de temps pour se préparer à la reprise de façon à pouvoir se conformer aux mesures de santé, de sécurité et de distanciation sociale. La reprise des cours lundi "est désormais davantage possible qu'il y a une semaine", a estimé la ministre, ajoutant que la règle d'or est qu'aucune école ne reprendra si elle n'est pas prête.

Cette annonce a été faite alors que le pays a enregistré 2.312 nouveaux cas confirmés durant les dernières 24 heures, portant leur nombre total à 48.285.

Le bilan des décès liés au COVID-19 a atteint 998, en hausse de 45 par rapport à samedi, selon les derniers chiffres officiels.

APS

LIBYE

16.000 déplacés lors des récents combats dans l'Ouest (ONU)

Plus de 16.000 Libyens ont été déplacés lors des derniers combats qui ont vu les forces du gouvernement d'union nationale (GNA) reprendre le contrôle de tout l'ouest du pays aux dépens des troupes du maréchal Khalifa Haftar, a indiqué dimanche la mission des Nations unies (Manul).

"La Manul reste préoccupée par le souffrance infligée à la population civile avec le cycle continu de violences", est-il écrit dans un communiqué. "Les récents (développements) militaires dans le Grand Tripoli et à Tarhouna (au sud-est de Tripoli, NDLR) ont entraîné de nouvelles vagues de déplacements et de souffrance pour plus de 16.000 Libyens ces derniers jours", selon la même source. La mission de l'ONU en Libye qualifie par ailleurs de "très troublant" les informations -- non confirmées -- de sources indépendantes -- sur la découverte de corps à l'hôpital de Tarhouna, dernier bastion des pro-Haftar dans l'ouest libyen repris vendredi par les forces du GNA. Elle appelle les autorités de Tripoli à lancer rapidement une enquête impartiale. Dimanche, la situation sécuritaire apparaissait particulièrement fragile à Tarhouna, deux jours après le retour dans la ville du GNA. Les autorités



de Tripoli ont dit avoir mis en garde contre les actes de représailles ou de pillages, sous peine de poursuites pénales. Plus largement, le ministère de l'Inté-

rieur du GNA a appelé les forces militaires et sécuritaires dans "les zones libérées" à veiller à protéger "les vies, la dignité et les propriétés" des citoyens. En

plus d'un an, ce conflit a fait des centaines de morts, dont de nombreux civils, et poussé plus de 200.000 personnes à fuir leur domicile.

Le président égyptien et le PM italien discutent par téléphone de la Libye après la présentation d'un plan de paix par Le Caire

Le président égyptien Abdel-Fattah el-Sissi a eu dimanche un entretien téléphonique avec le Premier ministre italien Giuseppe Conte, avec qui il a discuté de l'évolution de la situation en Libye après que l'Égypte eut récemment proposé une initiative en vue de parvenir à un règlement politique dans ce pays déchiré par la guerre, a indiqué la présidence égyptienne.

M. al-Sissi a réitéré le soutien de l'Égypte à la restauration des institutions nationales libyennes, à l'élimination des bandes armées

criminelles et terroristes, à la suspension des ingérences étrangères illégitimes, et au rétablissement de la stabilité et de la sécurité en Libye, a déclaré dans un communiqué le porte-parole de la présidence égyptienne, Bassam Rady.

MM. al-Sissi et Conte ont réaffirmé au cours de leur conversation téléphonique leur "volonté de mettre fin à la crise libyenne en parvenant à une solution politique qui ouvre la voie au retour de la sécurité et de la stabilité dans le pays", selon le commu-

niqué. L'initiative égyptienne, surnommée "Déclaration du Caire", propose notamment l'imposition d'un cessez-le-feu entre les parties belligères à partir du 8 juin, la dissolution des milices, le retrait de toutes les forces étrangères, l'élection d'un conseil présidentiel représentant tous les Libyens, et la rédaction d'une déclaration constitutionnelle visant à régler les futures élections. La Libye a sombré dans la guerre civile depuis l'éviction et la mort de l'ancien leader Mouammar Kadhafi en 2011.

SANTÉ

L'Afrique a dépassé les 180.000 cas confirmés de COVID-19, annonce le CDC Afrique

Le nombre de cas confirmés de coronavirus sur le continent africain a atteint 183.474, a déclaré dimanche le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique a indiqué

dans sa dernière mise à jour que le nombre total de cas confirmés de COVID-19 était passé de 176.807 samedi après-midi à 183.474 dimanche après-midi.

Le nombre de décès causés par la pandémie est quant à lui

passé de 4.902 samedi après-midi à 5.041 dimanche après-midi, selon le CDC Afrique.

L'agence continentale de contrôle et de prévention des maladies, qui a souligné que le virus touchait à présent les 54 pays du continent, a également

indiqué que 81.367 personnes atteintes de COVID-19 s'étaient à ce jour rétablies en Afrique.

L'Afrique du Nord est par ailleurs la zone la plus touchée du continent, tant en termes de cas positifs que de nombre de décès, a précisé le CDC Afrique.

RIPOSTE À EBOLA EN RDC

L'ONU accorde un financement d'urgence de 40 millions de dollars

Le chef de l'humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock a accordé dimanche 40 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies (CERF) pour aider à affronter les urgences sanitaires en République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le site de l'ONU.

L'annonce de ce financement d'urgence intervient moins d'une semaine après que le gouvernement congolais a confirmé une nouvelle flambée d'Ebola à Mbandaka, dans la province de l'Équateur (nord-ouest du pays).

Plus de 2.200 personnes ont perdu la vie à cause du virus dans les provinces de l'est du pays (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu) depuis le début de l'épidémie en août 2018.

Les financements issus du CERF renforceront les services de santé existants en

RDC pour permettre un soutien de suivi aux survivants d'Ebola et établir des systèmes de surveillance communautaire, d'alerte et de réponse rapide.

Ils financeront également la fourniture de vivres, d'abris, d'eau et d'assainissement, ainsi que des services de santé, d'éducation et de protection.

En plus d'Ebola, la RDC est aux prises avec un mélange dangereux de crises sanitaires et humanitaires, notamment la plus grande épidémie de rougeole au monde, des déplacements internes massifs et l'insécurité, et la pandémie de Covid-19.

Au 4 juin, la RDC avait enregistré 3 494 cas de coronavirus et 74 décès.

"Ce qui se passe en RDC est un rappel brutal que la communauté mondiale ne doit pas perdre de vue les crises humani-

taires qui étaient présentes avant la pandémie de Covid-19", a déclaré le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, Mark Lowcock, lors de l'annonce de ce financement de 40 millions de dollars.

"Si nous détournons le regard dans des endroits comme la République démocratique du Congo, les personnes vulnérables prises au piège dans des cycles vicieux de souffrance n'auront aucune chance de se battre face à la Covid-19", a ajouté M. Lowcock. Le CERF est l'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces d'aider les personnes touchées par les crises.

Depuis sa création, il a aidé des centaines de millions de personnes en mettant à disposition plus de 6,5 milliards de dollars dans 104 pays et territoires.

PALESTINE - ISRAËL Le Parlement arabe réaffirme son rejet du plan israélien d'annexion des territoires palestiniens occupés

La commission de la Palestine relevant du Parlement arabe a réaffirmé, dimanche, son rejet et sa condamnation de tous plans ou mesures israéliennes d'annexion des territoires palestiniens occupés, appelant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des mesures fermes et immédiates pour empêcher le plan israélien d'annexion.

Cet appel intervient dans le cadre d'une résolution adoptée par ladite commission à l'issue d'une réunion à distance consacrée aux derniers développements de la cause palestinienne, indique un communiqué du Parlement arabe.

La commission, ajoute la même source, a également appelé l'Union européenne à prendre des mesures urgentes pour bloquer ce projet d'annexion et à reconnaître l'Etat palestinien sur la base des frontières du 4 juin 1967 avec Al-Qods comme capitale.

Elle a également appelé les Parlements régionaux et internationaux à rejeter le plan israélien d'annexion, à soutenir la solution des deux Etats et à mobiliser la diplomatie parlementaire pour clarifier les implications de ce plan pour les opportunités de paix dans la région et pour la paix et la sécurité internationales.

La commission a également appelé les Nations



Unies à mener le processus de paix dans le cadre de négociations internationales multilatérales pour parvenir à une paix durable et globale, conformément aux résolutions de la légitimité internationale, en particulier la résolution 2334 de 2016 du Conseil de sécurité, et l'application du droit international pour mettre fin à l'occupation et parvenir à la

paix conformément au principe d'une solution sur les frontières du 4 juin 1967 et l'Initiative arabe de paix en 2002.

Le Parlement arabe endosse par ailleurs à l'occupant israélien la responsabilité juridique et politique quant à la vie et la santé des prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes après des rapports prouvant que des

prisonniers étaient infectés par le coronavirus, exhortant les Nations Unies à astreindre les forces d'occupation à répondre aux exigences et aux droits légitimes des prisonniers palestiniens et à les libérer, conformément au droit international humanitaire et à la Convention de Genève (IV) relative à la protection des droits des détenus en période d'épidémies.

ITALIE

Salvini souhaite des élections anticipées en automne



Le chef de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, souhaite des élections législatives anticipées à l'automne en Italie, ont rapporté lundi, des médias locaux.

Les Italiens sont déjà appelés à voter à l'automne - la date n'est pas encore fixée - pour des élections régionales (qui désignera les présidents de plusieurs régions) et pour se prononcer

par référendum sur la réduction du nombre de parlementaires.

"Alors demandons aux électeurs de se prononcer (aussi) sur un gouvernement qui dure cinq ans et qui ait les idées claires", a déclaré M. Salvini dans une interview publiée lundi dans le quotidien La Stampa.

Le gouvernement est en perte de vitesse dans les sondages depuis que la crise du nouveau coronavirus a frappé le pays au début de l'année, faisant passer le thème de l'immigration au second plan, principal cheval de bataille de l'extrême-droite italienne. "Nous avons tenté de coopérer avec ce gouvernement. Nous les avons inondé de propositions et résultat: zéro. Tout est bloqué depuis l'automne dernier en raison de litiges

au sein de la majorité gouvernementale", a affirmé M. Salvini. L'actuel gouvernement de Giuseppe Conte, le Conte 2, une coalition entre le Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème) et le Parti démocrate (PD, centre-gauche), devrait théoriquement durer jusqu'en 2023. Mais M. Salvini, qui est resté environ un an dans le gouvernement Conte 1, quand la Ligue était l'allié du M5S, a repris son bâton de pèlerin pour une nouvelle campagne électorale dans tout le pays visant à faire chuter le gouvernement et remonter son parti dans les sondages.

La Ligue, que certains sondage à l'été 2019 créditaient d'environ 35-36% des intentions de vote a chuté d'une dizaine de points et plafonne désormais aux alentours de 25-26%, tout en restant le premier parti d'Italie, devant le PD crédité d'environ 20-21%. Salvini s'est ainsi rendu vendredi en Campanie (sud), et il est attendu lundi dans les Marches et les Abruzzes (centre).

GRANDE BRETAGNE

La statue d'un négrier déboulonnée par des manifestants à Bristol

Des personnes manifestant dimanche contre le racisme à Bristol ont déboulonné une statue d'un important négrier mort au 18^e siècle, Edward Colston, située dans le centre de cette ville du sud-ouest de l'Angleterre au passé esclavagiste.

Érigée en 1895 dans une rue qui porte son nom, cette statue de bronze a été arrachée de son piédestal par des cordes tirées par un groupe de manifestants.

Une fois la statue à terre, ils se sont massivement rués dessus pour la piétiner, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et relayées par la télévision britannique.

L'un d'eux se fait photographe agenouillé sur le cou de la statue, reproduisant le geste du policier blanc qui a asphyxié le Noir américain George Floyd fin mai aux Etats-Unis, déclenchant un mouvement de protestation mondial contre le racisme et les brutalités policières. "Cet homme était un négrier. Il a été généreux envers Bristol mais c'était sur le dos de l'esclavagisme et c'est absolument abject.

C'est une insulte envers les citoyens de Bristol", a commenté John McAllister, un manifestant de 71 ans cité par l'agence britannique P res s Association.

La statue d'Edward Colston, qui faisait controverse depuis des années à Bristol, a ensuite été traînée dans la cité portuaire avant d'être jetée, aspergée de peinture rouge, dans la rivière Avon.

La police locale a annoncé l'ouverture d'une enquête et le ministre de l'Intérieur, Priti Patel, a dénoncé un acte "absolument honteux et complètement inacceptable.

C'est du vandalisme, comme ce que nous avons vu hier à Londres". Pour sa part, le maire de Bristol Marvin Rees a déclaré dans un communiqué: "Je sais que le déboulonnage de la statue de Colson va diviser l'opinion, comme la statue l'a fait pendant de nombreuses années. Il est important d'écouter ceux qui estiment que cette statue constituait un affront à l'humanité".

Issu d'une riche famille marchande, Edward Colston (1636-1721) s'est enrichi dans le commerce des esclaves. Il aurait vendu près de 100.000 esclaves d'Afrique de l'Ouest dans les Caraïbes et aux Amériques entre 1672 et 1689.

Il a ensuite utilisé sa fortune pour financer le développement de Bristol et des bonnes oeuvres, ce qui lui a longtemps valu une réputation de philanthrope avant la disgrâce. Au total, quelque 10.000 personnes ont défilé dans les rues de Bristol, comme des milliers d'autres durant le week-end à travers le Royaume-Uni.

A Londres, un rassemblement dans le quartier du Parlement s'est soldé par des incidents avec la police, qui a procédé à 29 arrestations, a-t-elle indiqué dimanche. Quatorze policiers ont été blessés.

ETATS UNIS

La police de Minneapolis va être "démantelée"

La police de Minneapolis va être "démantelée", ont annoncé dimanche les conseillers municipaux de cette ville où est mort George Floyd, ce qui a déclenché des manifestations dans le pays et dans le monde contre le racisme dans les forces de l'ordre.

"Nous nous sommes engagés à démanteler les services de police tels que nous les connaissons dans la ville de Minneapolis et à reconstruire avec notre population un nouveau modèle de sécurité publique qui assure

vraiment la sûreté de notre population", a déclaré Lisa Bender, présidente du Conseil municipal, sur CNN.

Elle a précisé avoir l'intention de transférer les fonds alloués au budget de la police de la ville vers des projets s'appuyant sur la population.

Le conseil municipal compte également examiner la façon de remplacer la police actuelle, a-t-elle ajouté.

"L'idée de ne pas avoir de police n'est certainement pas un

projet à court terme", a-t-elle précisé. La conseillère municipale Alondra Cano a indiqué sur Twitter que la décision avait été prise "avec une majorité du conseil municipal de Minneapolis suffisante pour éviter un veto". Selon elle, le conseil a conclu que la police de la ville n'était "pas réformable et que nous allons mettre fin au système de maintien de l'ordre actuel". Un policier blanc de Minneapolis a été inculpé du meurtre de George Floyd, un homme

noir de 46 ans, le 25 mai. Une vidéo filmée par un passant le montre avec un genou appuyé pendant près de neuf minutes sur le cou de la victime, qui signale ne plus pouvoir respirer.

Trois policiers qui l'accompagnaient ont également été inculpés. Des dizaines de milliers d'Américains ont de nouveau manifesté samedi dans de nombreuses villes du pays.

Et le rassemblement dans la capitale fédérale Washington, sous les fenêtres d'une Maison

Blanche entourée de barrières grillagées et transformée en camp retranché, n'a donné lieu à aucun incident. Des émeutes et des pillages ont agité dans les jours suivants le drame plusieurs grandes villes à travers le pays, poussant les autorités à mettre en place des couvre-feux. De Bristol à Budapest en passant par Madrid et Rome, des dizaines de milliers d'Européens ont rejoint dimanche les manifestations contre le racisme.

JOURNÉE DE L'ARTISTE La DGSN a accompagné 234 œuvres artistiques et cinématographiques en une année

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a accompagné 234 œuvres artistiques et cinématographiques diverses en une année (mai 2019-mai 2020), a indiqué, dimanche, un communiqué de la DGSN.



Intervenant à l'occasion de la journée nationale de l'artiste, célébrée le 8 juin, le commissaire divisionnaire de police, Laaroum Amar, chef de la cellule de communication et de presse a affirmé que la DGSN avait accompa-

gné les artistes dans la production de "234 travaux artistiques et cinématographiques diverses, en l'espace d'une année (mai 2019-mai 2020), soulignant qu'outre l'accompagnement sécuritaire et l'encadrement, il s'agit également de la mise à la disposition des artistes des différents postes de police et matériel nécessaire au tournage de certaines scènes". A cet effet, la DGSN compte sur "l'étroite collaboration des artistes et professionnels des différents domaines artistiques et arts dra-

matiques pour faire passer des messages de sensibilisation notamment à la sécurité publique et contribuer à la socialisation de l'enfant pour en faire un bon citoyen en capable de concourir à la stabilité de la société et un partenaire futur dans la protection des personnes et des biens", a-t-il soutenu.

La DGSN participe également à la promotion du cinéma et des films historiques, de par leur rôle "dans la consolidation du sentiment d'appartenance et la construction de la personnalité de l'individu, en lui permettant de mieux assimiler ses questions sociales dans leurs dimen-

sions culturelle et historique liées aux défis sécuritaires", a poursuivi le même responsable.

En cette heureuse occasion, la DGSN adresse ses meilleurs vœux à l'artiste algérien pour sa collaboration et son apport à la société en termes de créativité et d'approches visant à trouver des solutions aux différents maux sociaux, notamment «à l'ère de la technologie numérique qui offre à l'artiste, un champ plus vaste, pour exprimer sa créativité, mieux préparer ses activités artistiques, participer à la sensibilisation à la sécurité et être au service de la société, a-t-il conclu.

LIVRE

"Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien ?", un livre-enquête signé Ahmed Bensaada

"Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien ?", un livre-enquête de l'universitaire Ahmed Bensaada, consacré au Hirak, mouvement populaire de contestation, à ses leaders "autoproclamés" et à l'implication d'organisations étrangères dans la vie politique et associative en Algérie, a été publié dernièrement.

Paru aux éditions Apic, ce livre de 136

pages enquête sur le parcours d'acteurs ayant fait l'actualité, pour certains inconnus des Algériens, et qui ont émergé de la houle du Hirak pour devenir "des ténors de ce mouvement" de contestation populaire, né le 22 février 2019, et qui représente pour l'auteur "une prise de conscience collective qui a permis la réappropriation de l'espace public (...) et une reconquête

de la scène politique". L'auteur a focalisé son enquête sur des "célébrités du Hirak", "proposées peu de temps après le début des manifestations populaires par certains organismes étrangers et agitateurs professionnels".

L'objectif de ces derniers, analyse l'auteur, étant de "récupérer ce soulèvement populaire en vue de le dévier de sa trajectoire" et de le "mettre au service d'un plan étranger inavoué".

Le point de départ de cette enquête est une proposition apparue moins d'un mois après le début du Hirak pour la mise en place d'une "instance de transition qui exercerait les fonctions de chef d'Etat" dans une sorte de "présidence collégiale".

L'auteur s'interroge sur "le choix" et le parcours de ces "ténors autoproclamés" du Hirak et leurs liaisons "dangereuses" avec des puissances étrangères et organismes américains dont NED (National Endowment for Democracy), qui finance des organisations actives en Algérie.

Après un exposé détaillé sur les différents "organismes américains d'exportation de la démocratie" et leur implication dans les "révolutions colorées" des années 2000, dans les pays anciennement sous le giron soviétique, l'auteur livre des documents faisant état de la relation de ces organismes avec d'imminentes personnalités de la société civile algérienne.

Ahmed Bensaada s'intéresse également aux différentes organisations nationales et internationales financées par des Ong américaines dont Freedom House et USAID et "dirigées par ces mêmes personnes proposées à une présidence collégiale en Algérie".

Dans sa préface, l'universitaire et journaliste syrien Majed Nehmé note que cette enquête est une "contribution majeure pour la compréhension des enjeux qui se cachent derrière les postures nihilistes des puissances étrangères vis-à-vis de l'Algérie".

Très documenté, l'ouvrage consacre une soixantaine de pages aux extraits de rapports d'organismes étrangers.

Chercheur et enseignant, titulaire d'un doctorat en physique de l'Université de Montréal (Canada), Ahmed Bensaada est auteur de plusieurs ouvrages dont "Arabesque- enquête sur le rôle des Etats-Unis dans les révoltes arabes" (2015), son premier livre d'investigation édité au Canada, en Belgique et en Algérie.

GHARDAÏA

Douze femmes au foyer primées à un concours des écrivaines et poétesses

Douze femmes ont été primées à un concours des écrivaines et poétesses d'expression arabe et Tamazight, dédié à la créativité des femmes au foyer.

Initié par la radio de Gharđaia, en collaboration avec un sponsor local, en vue d'encourager les créations poétiques et littéraires, ce concours, organisé depuis avril dernier, a pour objectif de révéler les talents des femmes au foyer de la région, a indiqué un animateur de ce média.

L'initiative vise à aider les femmes au foyer à valoriser leurs capacités dans les domaines artistique, culturel ou littéraire et à promouvoir la production littéraire et artistique sous les différents modes d'expression locaux, a souligné de son côté le journaliste Ahmed Guerni.

Une lauréate a affirmé à l'APS que le confinement sanitaire l'a poussé à s'en occuper et s'exprimer à travers une œuvre littéraire.

En présence du wali de Gharđaia, Boualem Amrani, les douze lauréates de ce concours ont reçu des prix et des attestations à l'occasion de la célébration du double événement de l'inauguration officielle de la radio locale (2001) et de la journée nationale de l'artiste.

Au total, 123 femmes ont participé à ce concours organisé à travers des œuvres en langues arabe et Tamazight déposées devant un jury qui a statué avant la remise des prix et attestations.

ADRAR

Des associations culturelles réclament le maintien du pavillon des ateliers de la Maison de la culture

Des membres d'associations culturelles de la wilaya d'Adrar ont observé dimanche un sit-in devant le siège de la Maison de la culture pour réclamer pacifiquement le maintien au sein de la Maison de la Culture d'Adrar du pavillon dédié aux ateliers de création, a-t-on constaté.

Des clubs et des coopératives actives dans différentes disciplines culturelles, dont le cinéma, la littérature et la musique, ont dénoncé la décision qu'ils estiment "inappropriée" d'engager des travaux au niveau de ce pavillon pour abriter une institution administrative hors secteur de la culture.

Dans une lettre adressée aux autorités locales, dont une copie a été remise à l'APS, les protestataires ont appelé les responsables concernés à renoncer à cette décision qui va, selon eux, "influer négativement sur les activités des associations culturelles qui ont fait de cette structure une vitrine pour la promotion de leurs créations, remportant des prix nationaux et ayant représenté le pays dans diverses manifestations culturelles internationales." Les membres d'associations culturelles s'ont, pour cela, insisté sur "le maintien de cet important acquis", en tant que structure de proximité adaptée aux potentialités des associations culturelles et juvéniles amatrices, avant d'appeler à trouver un autre site à l'institution administrative appelée à en bénéficier.

A ce propos, le directeur de la culture de la wilaya d'Adrar, Hassen Bahidi, a indiqué que la décision est du ressort des autorités de wilaya, ajoutant qu'il existe d'autres espaces pouvant être mis à la disposition des associations culturelles locales pour leurs activités.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BATNA
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
NIF : 0 997 0501 91481 22

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, monsieur le directeur de la santé et de la population de la wilaya de Batna, informe les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres du 12/02/2019 relative à :

La réalisation d'une maternité urbaine 80 lits à Barika.

Lot 22 : équipement d'imagerie médicale

Lot 26 : équipements de laboratoires

Lot 27 : équipements pour bloc opératoire et réanimation

Lot 28 : équipements de stérilisation et décontamination

Lot 29 : Equipements de banc de sang

Lot 30 : gynéco-neursing

Qu'après étude et analyse des offres techniques et financières, la commission d'évaluation des offres propose l'attribution provisoirement comme suit :

Lot	Entreprise	Note Tech	Montant en TTC	Délai	Motif d'attribution
Lot 22 : équipement d'imagerie médicale	SARL AKTOUF	85	48.000.000,00	07 jours	Moins disant
Lot 26 : équipements de laboratoires	SARL IDER MEDICAL plus	77	20.813.100,00	1 jour	Moins disant
Lot 27 : équipements pour bloc opératoire et réanimation	SARL IMPOMED	84	82.456.290,00	1 jour	Moins disant
Lot 28 : équipements de stérilisation et décontamination	SARL TSM	76	45.617.460,00	1 jour	Moins disant
Lot 29 : Equipements pour banc de sang	SARL IDER MEDICAL PLUS	68	14.153.146,00	1 jour	Offre unique
Lot 30 : gynéco-neursing	SARL IDER MEDICAL PLUS	72	30.850.750,00	1 jour	Offre unique

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, Les soumissionnaires peuvent introduire les recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Batna, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisoire.

Crimes de la colonisation

LES CRIMES DU 17 OCTOBRE 1961 À PARIS Un des plus grands massacres de civils en Europe au 20^{ème} siècle

Les crimes perpétrés par la police française contre des manifestants algériens pacifiques le 17 octobre 1961 à Paris, demeurent à ce jour, l'un des plus grands massacres des civils commis en Europe au 20^{ème} siècle, selon des universitaires, des chercheurs et des historiens.

Il s'agit de la répression d'Etat la plus violente de l'histoire contemporaine en Europe, ont relevé des historiens qui continuent, 59 ans plus tard, de recueillir des témoignages terrifiants sur des crimes odieux, cristallisant ainsi toute l'horreur et l'atrocité du colonialisme français en Algérie.

Ces crimes ont un nom et sont clairement désignés comme des crimes contre l'humanité, comme crimes de guerre dans d'autres cas et comme crimes d'Etat, pour reprendre les propos de l'historien et politologue français Olivier Le Cour Grandmaison.

En ce mardi 17 octobre 1961, soit une année après les sanglantes et meurtrières manifestations du 11 décembre 1960, des milliers d'Algériens étaient sortis manifester pacifiquement pour protester contre le couvre-feu discriminatoire, imposé par le tristement célèbre sanguinaire préfet de police de Paris, Maurice Papon.

Ces manifestations pacifiques étaient également organisées à l'appel lancé par la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) pour une grande mobilisation pacifique, suite à plusieurs cas de violence policière et de tueries contre la communauté algérienne.

Mais dans la soirée de cette sinistre journée, les rues de Paris étaient jonchées de corps d'innocents Algériens dont un grand nombre fut jeté vivants dans les eaux glaciales de la Seine, alors que d'autres ont été exécutés sommairement par balles, battus à mort ou pendus aux arbres des bois de Vincennes, en exécution des ordres de Maurice Papon, qui, lui-même, appliquait les instructions dictées par les plus hautes autorités de la France de l'époque.

En fait, cette répression avait débuté bien avant, vers le mois de septembre 1961, avec des contrôles policiers que les Algériens subissaient, assortis d'insultes, de brimades, et de rétentions de plusieurs jours, selon des historiens qui ont relevé durant cette période, plusieurs décès d'Algériens signalés et dont les cadavres étaient retrouvés sur la voie publique, selon des témoignages.

Si ces massacres avaient dévoilé à l'opinion publique mondiale le véritable visage de la France coloniale qui se vante des valeurs d'humanité et de justice, ils auront cependant mis en évidence toute la détermination des Algériens, où qu'ils se trouvent, et leur attachement à l'indépendance du pays, en portant la Révolution sur le sol de l'Occupant.

Pour ce qui est des chiffres, l'Association des moudjahidine de la Fédération du FLN en France 1954-1962, a fait savoir que la chasse à l'homme sanglante, déclenchée contre les Algériens, a été accompagnée de 12 000 à 15 000 interpellations dont 3 000 envoyés en prison, tandis que 1 500 ont été refoulés vers leurs douars d'origine.

Des chiffres corroborés par des historiens, qui parlent de 300 à 400 morts par balles, par coups de crosse ou par noyade dans la Seine, de 2 400 blessés et de 400 disparus suite à une



sauvage répression policière.

Une férocité qui avait fait écrire à deux historiens britanniques, Jim House et Neil Mac Master, dans "Les Algériens, la République et le terreur d'Etat" (paru en 2008), qu'il s'agit de "la répression d'Etat la plus violente qu'ait jamais provoquée une manifestation de rue en Europe occidentale dans l'histoire contemporaine".

L'historien français Jean-Louis Planché avait également affirmé que "c'est le plus grand massacre en Europe, en temps de paix, d'une population civile".

Pour la reconnaissance de ces crimes d'Etat par la France officielle

Ces crimes ont été tus par la France officielle pendant plusieurs années.

L'historien Jean-Luc Einaudi, décédé en 2014, avait fait remonter de la mémoire collective en France ces massacres dans son ouvrage "La Bataille de Paris", dans lequel il raconte l'histoire de "ce massacre oublié pendant des décennies, refoulé par la conscience collective, étouffé par le gouvernement".

Grâce à ses recherches, il était parvenu à dévoiler une bonne partie des dessous de ces tragiques événements, devenant le premier à divulguer une liste de 390 Algériens assassinés le 17 octobre 1961.

Dans un autre témoignage, l'historien et universitaire français Olivier Le Cour Grandmaison a estimé que ce serait une erreur de vouloir porter le chapeau à Papon seul, soulignant que les massacres du 17 octobre 1961 "doivent être reconnus par l'Etat français, responsable et coupable".

"Cela passe, entre autres, par la reconnaissance qu'un crime d'Etat a bien été perpétré en ces journées d'octobre 1961", a ajouté le co-auteur de l'ouvrage collectif, "Le 17 octobre 1961 : Un crime d'Etat à Paris".

L'ancien président français, François Hollande avait déclaré, en 2012 à la veille du 51^{ème} anniversaire de ces massacres, que la France "reconnait avec lucidité" la "tragédie" qu'a constitué la "répression sanglante" d'Algériens qui manifestaient pour leur droit à l'indépendance. Il s'agissait alors de la première reconnaissance officielle de la "responsabilité" de l'Etat français dans la répression d'un événement qui s'était déroulé pendant la période coloniale.

Aussi, le discours prononcé par François Hollande devant

le parlement algérien lors de sa visite en Algérie en 2012 reste la seule réaction officielle de la France à ces massacres.

Toutefois, pour l'historien Gilles Manceron, il reste du travail aux historiens pour mieux comprendre comment un tel crime d'Etat a pu être commis et quelles sont les responsabilités du Premier ministre de l'époque, Michel Debré, lequel avait convoqué un Conseil interministériel pour décréter un couvre-feu contre les Algériens.

"Il faut que les archives qui concernent les plus hautes instances de l'Etat à cette période, en particulier les Conseils des ministres et le Conseil interministériel, soient accessibles", a-t-il exigé.

S'agissant de l'actuel président français, Emmanuel Macron, Le Cour Grandmaison a fait observer : "comme ses prédécesseurs, une fois installé à l'Elysée, Macron s'est bien gardé de réitérer ses dires", faisant référence aux propos tenus auparavant, lors de sa campagne électorale.

En effet, en 2017 Emmanuel Macron, s'était contenté d'un tweet en écrivant que "le 17 octobre 1961 fut le jour d'une répression violente de manifestants algériens", a commenté encore Le Cour Grandmaison.

Du côté algérien, le militant et moudjahid Mohamed Ghafir, dit Moh Clichy, un des acteurs au sein de la Fédération de France du FLN, a estimé que le 17 octobre 1961 à Paris, avait contraint le président français de l'époque, Charles de Gaulle, à retourner à la table des négociations avec le Gouvernement provisoire algérien (GPRA), ce qui avait permis de marquer des avancées considérables pour l'indépendance de l'Algérie. Pour sa part, Ali Haroun, responsable politique à la Fédération de France du FLN, a souligné que les massacres du 17 octobre 1961, demeurent "une source de fierté pour tous les Algériens car ils représentent un précédent historique" dans la mesure où ces manifestations avaient permis de remporter la bataille contre la France en terre française.

Aujourd'hui, 59 ans après ces horribles massacres, les Algériens, notamment ceux établis en France, continuent de les évoquer et de les commémorer dans la douleur car il s'agit paradoxalement d'une tragédie et d'un crime contre l'humanité commis par une République fondée sur le triptyque "Liberté, Egalité, Fraternité".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DES BUDGET ET DU PATRIMOINE
BUREAU DES MARCHÉS ET DES PROGRAMMES

AVIS D'INFRECTUOSITE

NUMERO FISCALE : 09884180150001832

Conformément aux dispositions de l'article 40, 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la wilaya de Jijel (direction de l'administration locale) informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales (n°02) pour Etude, Réalisation et Suivi des Systèmes d'AEP a travers la Wilaya , Lot 07 : Alimentation en AEP region de Boulaaba (Ouled Yahia Khadrouche) ,Lot 09 : Réalisation de 02 deux Bache a Eau 1000m³ et 500 m³ a Kaous, paru dans le quotidien national "المحترف" en langue arabe, et le quotidien national "DK News" en langue française le 01/01/2020 , qu'à l'issue de l'évaluation des offres les résultats suivants sont enregistrés :

Opération	Lot	soumissionnaire	Mnt TTC	Délai de réalisation	NIF	Observation
Etude, Réalisation et Suivi des Systèmes d'AEP a travers la Wilaya	Lot 07 : Alimentation en AEP region de Boulaaba (Ouled Yahia Khadrouche)					INFRECTUEUX
	Lot 09 : Réalisation de 02 deux Bache a Eau 1000m ³ et 500 m ³ a Kaous					INFRECTUEUX

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire auprès de la commission de wilaya des marchés publics un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première date de publication de cet avis d'attribution provisoire , conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Le seigneur des anneaux : la communauté de l'anneau



Hobbit vieillissant, Bilbon a en sa possession un anneau aux étranges pouvoirs. Mais il sent que l'influence du bijou grandit dangereusement. Conseillé par le magicien Gandalf le Gris, il le confie à son neveu Frodon et charge ce dernier de tout faire pour le détruire. Ce dernier se met en route, avec son ami Sam. Ils sont rapidement rejoints par Pippin et Merry, deux autres Hobbits. Et ils ne tardent pas à découvrir que l'anneau est activement recherché par de terribles chevaliers noirs, à la solde de Sauron, un esprit maléfique qui vit reclus dans son royaume.

france 2 21:05

Tout le monde joue



Les animateurs proposent un grand quiz interactif pour jouer avec les idées reçues sur la France et son patrimoine et donner des pistes pour la visiter cet été. Les 40 questions pour démêler le vrai du faux portent sur la culture, la gastronomie, l'architecture, la géographie, l'histoire... Par exemple : Le Mont-Saint-Michel est en Bretagne. Vrai ou faux ? Ce quiz, accessible à tous, permet aussi d'en apprendre un peu plus sur ce qui fait la richesse de notre pays. Toute la famille peut jouer en même temps que les invités sur le plateau grâce à l'application TLMJ.

france 3 21:05

Tandem



En pleine répétition générale à l'Opéra de Montpellier, François Durieux est découvert mort. Il a été tué par un canif de luthier. Le premier violon de l'orchestre philharmonique était un jeune homme réputé pour son talent mais très solitaire de ne vivre que pour sa passion : la musique. Il possédait un prestigieux violon du XVIIIe siècle. Son amour de la musique était nourri par sa mère et Pascal, son luthier et mentor. Dans un premier temps, l'enquête se dirige vers le rival de François, second violon.

CANAL+ 20:05

Chambre 212



Richard, la quarantaine, découvre avec effroi, que Maria, sa femme, le trompe. Il lui demande des explications, lui qui en vingt ans de mariage ne l'a jamais trompée. Après leur dispute, la professeure d'université trouve refuge dans la chambre 212 d'un hôtel situé en face de leur immeuble. Comme par magie, les amants et même Richard, désormais âgé de 25 ans, viennent lui rendre visite et lui faire la morale. Irène Haffner, un ancien amour de jeunesse de Richard, frappe à sa porte. Celle-ci veut reprendre son histoire avec Richard et avoir un enfant avec lui.

6 21:05

Sister Act



La chanteuse Deloris Van Cartier se produit sans grand succès dans un casino appartenant à son amant, le truand Vince LaRocca. Un jour, Deloris le voit abattre un employé gênant. Horrifiée, elle s'enfuit. Se sentant menacée, elle sollicite la protection de la police, qui décide de la cacher dans un couvent. Là, sous le nom de soeur Mary Clarence, l'active jeune femme va reprendre peu à peu en main la chorale de la communauté.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2480

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

6	2					8	7				
3			7	8	9						5
			6	2							
9	7	3	6	8	1						
6			2			7					
1	3	4	7	2	5						
		2	1				5			7	3
9		8	6	5						2	6
1	3						9				6
						8	6				
			2	7			9	4			
						9	7				
2	5									1	
4			9	2	6					3	8
			4	5						4	9
4	8	3	7	2	5					1	4
9			4			3				2	8
7	5	6	2	1	4					3	5
			7	4						8	3
9			1	3	8					4	5
7	6					8	1			5	1
										6	8
										5	8
										6	9



"La vérité est que tout le monde va te blesser. Il s'agit de trouver ceux pour qui cela en vaut la peine."

Bob Marley

Mots croisés n°2480

- Horizontalement :**
- 1 - Caprice pas très sérieux
 - 2 - Endogée
 - 3 - Débarrassé - Gagne-pain de nourrice
 - 4 - Patrie d'Abraham - Crocs pour l'araignée
 - 5 - Dirigeant chinois
 - 6 - Plante à bulbes - Position de comédien
 - 7 - Père de Mireille - Bout de bois
 - 8 - Multitude - Ronge - Largeur pour le tapisier
 - 9 - Mauvais logis pour mauvais romains
 - 10 - Se sustena le soir - C'est-à-dire raccourci
- Verticalement :**
- A - Moitié des régions froides
 - B - Entretien en soi - Quatre pour César
 - C - Déguerpj - Soeur d'Antigone
 - D - Démontreai
 - E - Bien nettoyés - Forme de désert
 - F - Entrelaça - Forte tête
 - G - Désinence verbale - Vite avalée
 - H - Découragement - Bien élu mais très réduit
 - I - Fond de bouteille - Enroulement de reptiles
 - J - Faire vivre - Symbole de blancheur
 - K - Empêcha d'agir - Considérable
 - L - Débarassée de son liquide - Il s'arrose au début

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1180

adorateur d'objets	grosse dent	mettre bas pour la brebis patronyme	organe de fleur préposition	extraite	régal d'écureuils vieilles rages	crack
dégels	décor					bien arrivé
suit de très près titre féodal				lac américain assure le salut		arides
hurlement		déchiffrera point de judoka	très fatiguées d'équale pression		répand	petit reste
adorées				patrie d'Abraham canton suisse	protestation	geste incontrôlé
vieux service	tubes à essais					doctrine
	barème	plantation de conifères	os de poulet semblables			
pianotai					chargea	se met à table
dire et redire				ferme de Provence	raisin parfumé	adresse proche
	à la mode			lachères		poitrine
résultats	tremblais un peu	plantes potagères laboure 3 fois				nouvelles du jour
			grande nation uniformes			élément liquide abandonnas
marque du temps attribueraient			plume du dos mot de bébé têtard			
possessif manquée par les insectes		jeune colvert				début de série
		explosa				épuisante
			autre do		remarqua	
			général sudiste		le dessus du panier	
c'est textuel		escroque				sans valeur bons copains
seules		nomme				
				nouait		
				petit carré		
rectale						
mot de dédain				magnétisé petit aluminium		
	titane en réaction		comédiens			
larques et plates au bout						orient

Solution

Sudoku n°2480

6	2	9	5	1	3	4	8	7
3	4	1	7	8	9	6	2	5
7	5	8	6	4	2	3	9	1
2	9	7	3	5	6	8	1	4
4	6	5	1	2	8	9	7	3
8	1	3	4	9	7	2	5	6
5	8	6	2	3	1	7	4	9
9	7	4	8	6	5	1	3	2
1	3	2	9	7	4	5	6	8
4	9	1	8	2	6	5	3	7
2	8	7	1	3	5	9	6	4
3	5	6	9	4	7	1	8	2
2	5	9	8	1	3	6	7	4
4	3	7	9	2	6	8	1	5
8	1	6	4	7	5	9	2	3
1	4	8	3	9	7	2	5	6
6	9	2	5	4	1	7	3	8
3	7	5	6	8	2	1	4	9
5	8	1	7	6	4	3	9	2
9	2	4	1	3	8	5	6	7
7	6	3	2	5	9	4	8	1

Mots Croisés n°2480

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	E	N	F	A	N	T	I	L	L	A	G	E
2	S	O	U	T	E	R	R	A	I	N	E	S
3	Q	U	I	T	T	E		S	E	I	N	S
4	U	R		E	S	S	E	S		M	A	O
5	I	R	I	S		S	C	E	N	E		R
6	M	I	S	T	R	A	L		O	R	E	E
7	A	R	M	E	E	G	A	S	E	L	E	
8	U	R	E	R	G	A	S	T	U	L	E	
9	D	I	N	A		I	E		D	I	V	A
10	E	V	E	I	L	L	E	R		S	E	N

Grille géante n°1180

.	F	.	M	.	A	.	F	.	O	.	I	.	A
D	E	C	A	L	A	M	U	R	A	S	A	T	E
V	I	D	A	L	A	M	U	R	A	S	A	T	E
C	H	E	R	I	E	S	O	B	R	E	S	T	E
O	I	S	T	A	I	N	P	O	T	A	I	N	E
S	E	R	I	F	I	N	E	T	E	S	E	S	E
E	F	F	R	I	D	E	R	N	E	L	E	G	U
D	E	C	A	L	A	M	U	R	A	S	A	T	E
M	I	S	T	R	A	L		C	A	N	A	N	E
I	S	O	L	I	C	L	E	S	.	L	A	M	A
F	I	S	P	A	T	U	L	A	R	T	E	S	E

ATHLÉTISME Dopage et corruption dans l'athlétisme: début du procès de Lamine Diack et ses fils

Le procès de l'ancien patron mondial de l'athlétisme, Lamine Diack, jugé avec son fils, absent, et quatre acteurs présumés d'un pacte de corruption pour protéger des athlètes russes dopés a débuté lundi à Paris.

Accompagné de ses avocats, le Sénégalais de 87 ans est arrivé à 07H30 GMT au tribunal judiciaire de Paris, où il encourt jusqu'à dix ans de prison devant la 32e chambre correctionnelle, pour corruption active et passive, abus de confiance et blanchiment en bande organisée.

A ses côtés, comparaissent l'un de ses anciens conseillers, l'avocat Habib Cissé, et l'ancien responsable du service antidopage de l'IAAF, Gabriel Dollé, jugés pour corruption passive.

Si Lamine Diack a interdiction de quitter le pays, la justice française n'a jamais pu approcher l'un des suspects clé et grand absent du procès, son fils Papa Massata Diack, ancien puissant conseiller marketing de l'IAAF, qui a demandé depuis Dakar le renvoi des débats car ses deux avocats sénégalais n'ont pu se déplacer en France.

La demande a été rejetée par le tribunal, "PMD" étant défendu par son avocat parisien, Me Antoine Beauquier.

Deux autres prévenus manquent à l'appel, l'ancien président de la Fédération russe d'athlétisme, Valentin Balakhnitchev, et l'ancien entraîneur national des courses de fond, Alexei Melnikov, visés comme Papa Massata Diack par des mandats d'arrêts internationaux.

L'affaire avait généré un séisme dans le sport international, des enquêtes ultérieures ayant dévoilé un véritable système de dopage institutionnel en Russie, qui vaut aujourd'hui à ce pays le risque d'être banni des prochains JO d'été à Tokyo, programmés en 2021.

Les faits remontent au début des années 2010, avec l'arrivée dans l'arsenal antidopage du passeport biologique, qui permet de déceler des variations sanguines suspectes. L'état se resserre alors sur la Russie et en novembre 2011, une liste de 23 athlètes suspects de dopage à l'EPO est établie.

Mais les dossiers disciplinaires ont entraîné en longueur, permettant à plusieurs athlètes de participer aux JO de Londres-2012. Lamine Diack a reconnu que les sanctions avaient été échelonnées pour éviter de plomber l'image de la Russie et favoriser les négociations sur les droits télé et les sponsors en vue des Mondiaux-2013 à Moscou.

Les noms de plusieurs autres athlètes et des sommes apparaissent sur des notes saisies chez Habib Cissé, laissant supposer qu'ils ont payé pour bénéficier d'une protection, mais la trace de l'argent n'a pas été retrouvée.

Lamine Diack est aussi jugé pour avoir permis à son fils de s'approprier plusieurs millions d'euros dans les négociations avec les sponsors, soit en imposant ses sociétés comme intermédiaires, soit en s'attribuant des commissions "exorbitantes".

La fédération internationale, partie civile, réclame 24,6 millions d'euros de dommages et intérêts aux prévenus sur ce volet, sur un préjudice total qu'elle estime à 41 M EUR.

AP

JM ORAN-2022 La réunion du COJM avec la commission de coordination du CIJM reportée à jeudi

La réunion, qui devait regrouper lundi le Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022 et la Commission de coordination auprès du Comité international des mêmes jeux (CIJM) par visio-conférence, a été reportée à jeudi, apprend-on du COJM.

Des empêchements de dernière minute ont contraint la commission de coordination, que préside le Français Bernard Amslam, à ajourner ce rendez-vous.

Au menu de ce dernier, l'examen des préparatifs de la 19e édition de la manifestation sportive régionale, notamment les réajustements apportés par le COJM sur le calendrier de cet événement sportif après avoir été décalé d'une année en raison de la pandémie de Coronavirus, précise-t-on de même source.

En prévision de cette réunion, le directeur général du COJM, Salim Iles, a animé, récemment, une séance de travail par visio-conférence avec les responsables des douze commissions techniques spécialisées, pour préparer les différents dossiers qui seront traités avec la commission de



coordination. A souligner dans ce registre, que l'essentiel des réajustements qui devront être apportés à la nouvelle feuille de route concerne la commission d'organisation sportive. Cette dernière est censée réétudier l'état du programme journalier des compétitions et le réajustement des manuels techniques avec les nouvelles dates des Jeux,

d'autant que ces derniers vont se rapprocher de plusieurs compétitions internationales (Jeux mondiaux, Championnats du monde d'athlétisme, de natation et de tir sportif, entre autres, tous prévus pour le mois de juillet 2022.

La dernière réunion du COJM avec le Comité de coordination du CIJM avait eu lieu en février dernier à Oran.

A l'époque, les JM étaient programmés pour l'été 2021, avant que la crise sanitaire ne frappe de plein fouet le monde entier obligeant l'instance sportive méditerranéenne, en coordination avec les autorités sportives algériennes, de décider de reporter le rendez-vous qui est désormais programmé du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

BASKET Villeurbanne engage le pivot américain Kevarrus Hayes

L'Asvel Lyon-Villeurbanne a annoncé lundi avoir engagé le jeune pivot américain Kevarrus Hayes, ex-joueur de l'équipe italienne de Cantu. Agé de 23 ans, évoluant en poste 5/4, Hayes, formé à l'Université de Florida (9,5 points, 7,3 rebonds et 2,55 contres par match) vient de vivre une pre-

mière expérience professionnelle en Europe sous les couleurs de Cantu (Lombardie), où il jouait depuis juillet 2019, avec de très bonnes statistiques (9,6 points, 7,3 rebonds et 2,6 contres par match). Avec une envergure imposante et de qualités athlétiques impressionnantes, selon

l'Asvel, Kevarrus Hayes a été le meilleur contreur du dernier championnat italien. "Sa marge de progression est très grande et il le profil que nous souhaitons ajouter à notre effectif", a notamment confié Nicolas Batum, directeur des opérations basket du club rhodanien.

CYCLISME / FRANCE Cosnefroy prolonge de trois ans chez AG2R La Mondiale

Le cycliste Benoît Cosnefroy a prolongé de trois ans, soit jusqu'en 2023, son contrat avec l'équipe AG2R La Mondiale, a annoncé lundi cette formation française, dirigée par Vincent Lavenu. "Le projet est motivant et je sens une véritable attente

autour de moi", a déclaré Cosnefroy, champion du monde "espoir" en 2017. Il imite ainsi le Belge Oliver Naesen, un des autres chefs de file de l'équipe, qui a également prolongé jusqu'en 2023. "Je veux désormais gagner une course d'un

jour du WorldTour, et mon rêve serait de remporter une classique ardennaise", a ajouté le Normand de 24 ans, qui a remporté en début d'année le GP La Marseillaise et l'Etoile de Bessèges. Une interrogation demeure néanmoins au sein

d'AG2R La Mondiale concernant l'avenir de Romain Bardet, le leader emblématique de la formation savoyarde (2e du Tour 2016 et 3e en 2017), qui aurait reçu une proposition de Vincent Lavenu, mais également de l'équipe Sunweb.

JEUX PARALYMPIQUES-2020 Report du Grand Prix de Tunisie d'athlétisme à une date ultérieure

Le Comité International Paralympique (IPC) a annoncé, lundi le report à une date ultérieure du Grand Prix de Tunisie d'athlétisme, qualificatif aux Jeux Paralympiques de Tokyo (24 août-6 septembre 2021).

Le Grand Prix de Tunisie, initialement prévu du 26-28 juin 2020, représentait une autre occasion pour plusieurs athlètes dont beaucoup d'Algériens, pour

réaliser les minima de qualification aux Jeux Paralympiques de Tokyo.

"Des nouvelles dates seront confirmées, prochainement, avec le pays hôte, dès que la situation sanitaire liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19), le permettra, ainsi que les conditions de sécurité sanitaire réunies.", a indiqué le communiqué de l'instance mondiale. Sept compétitions dont le Mondial de

marathon de Londres (avril), qualificatives aux JP de Tokyo, ont été annulées, alors que deux autres ont été reportées.

Les Grand Prix de Dubaï 2020, de Sao Paulo, de Pékin, de Paris, de Jesolo en Italie et de Nottwil en Suisse, ont été tous annulés tandis que le Grand Prix d'Arizona aux USA et les Championnats d'Europe de Bydgo szcz en Pologne ont été reportés.

MORT DE GEORGE FLOYD Yannick Noah regrette "le silence" des sportifs blancs

L'ancien champion de tennis, le français Yannick Noah, a regretté dimanche "le silence" des sportifs blancs, après la mort de George Floyd aux Etats-Unis qui a déclenché des manifestations à travers le monde pour protester contre les discriminations à l'encontre des Américains noirs.

"C'est bien que les jeunes s'en occupent mais moi ce qui me gêne c'est que ce sont tous des métiers ou des noirs", a dé-

claré sur la chaîne de télévision France 2 l'ancien champion de tennis, interrogé sur les prises de position de ses compatriotes sportifs Gaël Monfils, Kylian Mbappé ou Jo-Wilfried Tsonga sur ce sujet.

"Pourquoi? C'est une injustice qui devrait sensibiliser tout le monde", a-t-il ajouté.

Relancé sur la nécessité que "des sportifs blancs" s'engagent sur la question, il a répondu: "Oui, parce que leur

silence me gêne, ça va plus loin que ça". "Ce qui me rassure en tant que métis, c'est que assez rapidement on parle d'injustice, a-t-il cependant ajouté. Oui, c'est un noir, ça arrive depuis toujours, mais là tout d'un coup, il y a aussi les jeunes blancs, une jeune génération qui réalisent qu'il s'agit de leur avenir à eux, ils ne veulent pas vivre dans ce monde-là." Noah, vainqueur de Roland-Garros en 1983 et qui vient de fêter ses 60 ans,

avait déjà publié la semaine dernière une photo de lui sur son compte Instagram, vêtu d'un T-shirt blanc où l'on pouvait lire "I can't breathe, JusticeForGeorgeFloyd".

Dans la vidéo de son arrestation, on entend George Floyd, Afro-Américain de 46 ans, répéter "I can't breathe (je ne peux pas respirer)" pendant qu'un policier le plaque au sol en gardant pendant de longues minutes son genou sur son cou.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Ahli Djeddah dément un départ de Youcef Belaili au mercato

La direction du club d'Ahli Djeddah a démenti, dimanche soir, un départ de l'international algérien, Youcef Belaili, toujours sous contrat avec le club saoudien de première division.

Dans une intervention à la chaîne " 24, Saoudi-sports", Messaad El Amiri, un des responsables du club, a qualifié de " rumeur", les dernières informations faisant état du départ de Belaili, au prochain mercato d'été.

" Ahli Djeddah n'a reçu aucune demande d'achat du joueur Belaili ni d'autres joueurs du club. Belaili est sous contrat jusqu'en juin 2022.

Le club ne compte libérer aucun de ses joueurs", a indiqué Al Amiri.

Le responsable saoudien a ajouté que son club compte bâtir un solide groupe en prévision de la reprise du championnat et la prochaine Ligue des champions d'Asie.

Al Amiri a estimé d'autre part que l'international algérien constitue une pièce importante pour l'équipe et il est difficile de s'en séparer. " Certes Belaili n'a montré que



30% de ce qu'il est capable de faire. Mais, on sait que la période d'adaptation prend souvent beaucoup de temps. Sur le plan personnel, Belaili est un joueur capable de défendre et d'attaquer. On attend de lui le niveau qu'il avait présenté lors de la CAN-2019", a conclu

le représentant du club saoudien.

Sacré meilleur joueurs interclubs, trophée décerné en janvier dernier par la Confédération africaine de football (CAF), Belaili avait rejoint Al-Ahli Djeddah en 2019 en provenance de l'ES Tunis, pour

un contrat qui court jusqu'en 2022. L'ancien joueur de l'USM Alger est dans le viseur du club turc de Galatasaray selon la presse locale. Belaili a inscrit cinq buts et offert trois passes décisives en dix-huit rencontres toutes compétitions confondues.

AFFAIRE FAIR-PLAY FINANCIER

Manchester City devant le TAS

L'audience durant laquelle le club anglais de Manchester City va contester son exclusion pour deux ans des Coupes d'Europe pour avoir enfreint les règles du fair-play financier s'est ouverte lundi devant le Tribunal arbitral du sport, par visio-conférence. "L'audience a bien débuté et la vidéo-conférence fonctionne bien", a indiqué Matthieu Reeb, le secrétaire général du TAS qui siège à Lausanne. L'audience à distance qui réunit les avocats de Manchester City et de l'UEFA s'est ouverte lundi à 09h00 locales (08h00 algériennes) et doit durer trois jours pour se refermer mercredi soir.

L'appel de "City" est dirigé contre la décision de la chambre de jugement de la Commission de contrôle financier des clubs (ICFC) en date du 14 février 2020.

Par cette décision, le gendarme financier de l'UEFA avait décidé d'exclure le champion d'Angleterre en titre pour les deux prochaines saisons de Coupes d'Europe, assortissant sa sanction d'une amende de 30 millions d'euros. La décision "pourrait être rendue dans le courant

du mois de juillet", a indiqué Reeb.

Si elle est défavorable à City, la décision du TAS pourra être contestée par le club anglais en ultime recours devant le Tribunal fédéral suisse, qui siège aussi à Lausanne. Un précédent existe: un autre grand d'Europe a déjà été écarté des compétitions européennes pour non-respect des règles du fair-play financier, le club italien de l'AC Milan, une décision confirmée en juin 2019 par le Tribunal arbitral du sport. L'AC Milan, qualifié pour la Ligue Europa, avait été exclu pour la saison 2019-2020. Manchester City est épinglé pour avoir surévalué les revenus issus des contrats de sponsoring



dans ses comptes portant sur la période 2012-2016. Les pertes financières encourues par une absence sur la scène européenne dépasseraient largement les 100 M EUR par an et ne seraient pas sans conséquences sur le train de vie du club anglais, d'autant que la Ligue des champions fait office de grande vitrine d'exposition pour les propriétaires émiratis de City.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

Battu à domicile, le maintien se complique pour Brême

Le Werder Brême, battu dimanche à domicile par Wolfsburg (0-1), a compliqué sa mission pour le maintien, à l'occasion de la 30e journée du championnat allemand de football.

La formation de Brême a craqué dans le dernier quart d'heure, pendant que l'orage s'abattait sur les bords de la Weser.

Wout Weghorst, de la tête (82e), a scellé la domination des visiteurs.

Le Werder, qui n'a connu la deuxième division qu'une seule saison depuis la création de la poule unique en Bundesliga en 1963, reste 17e, à trois points du barragiste.

Ce deuxième revers de rang balaie un peu les espoirs nés de la bonne série de sept points en trois matches qui semblait l'avoir lancé au moment du redémarrage de la saison. Le match nul de Düsseldorf (16e) et la victoire de Mayence (15e), ses deux concurrents, font de cette défaite une très mauvaise opération pour les Brêmes. Avant la rencontre, les joueurs des deux équipes ont posé un genou à terre, dans un geste de soutien à la lutte antiraciste, après la mort de George Floyd.

Pour Wolfsburg, ce succès lui permet de rester dans le wagon pour la Ligue Europa (6e) avant de recevoir son concurrent Fribourg (8e) pour un choc décisif.

ESPAGNE

Messi apte à jouer à Majorque

La star du FC Barcelone Lionel Messi sera apte à jouer samedi à Majorque pour la reprise du Championnat d'Espagne, en dépit de quelques tiraillements à la cuisse droite, a déclaré dimanche son entraîneur Quique Setien.

Le joueur de 32 ans s'était entraîné seul samedi au Camp Nou après avoir manqué deux séances, créant le doute sur son état de forme en vue du déplacement aux Baléares.

"Messi n'est pas le seul à ne pas s'être entraîné et à ressentir une gêne", a déclaré Setien à la chaîne espagnole Movistar.

"C'est ce qui est arrivé à

tous les blessés ou presque depuis leur retour".

"Son problème est mineur, la situation est sous contrôle, il va parfaitement bien et n'aura aucun problème" pour jouer samedi, a assuré le technicien.

Lionel Messi, sextuple Ballon d'Or, a refoulé samedi la pelouse du Camp Nou pour la première fois depuis l'arrêt du football le 12 mars en Espagne en raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

Quant à l'état de forme de l'attaquant uruguayen Luis Suarez, opéré le 12 janvier du ménisque externe du genou droit, et qui a obtenu le feu



vert médical pour revenir à la compétition, Quique Setien s'est montré plus circonspect: "Il va mieux que ce à quoi l'on pouvait s'attendre.

Mais la question est de savoir

quel est son état de forme après une si longue absence et s'il sera en mesure de débiter le match".

Le Barça est leader de la Liga avec deux points d'avance

sur son grand rival le Real Madrid, avant la 28e journée qui débutera jeudi par un derby andalou entre le Séville FC et le Betis.

GRÈCE

L'Olympiakos se rapproche du titre en allant battre son dauphin



L'Olympiakos a remporté une victoire précieuse dans sa quête d'un nouveau titre de champion de Grèce en allant battre 1 à 0 son dauphin et grand rival, le PAOK Salonique, dimanche, lors de la 1re journée des play-offs au terme d'une interruption de trois mois pour cause de coronavirus.

Le club du Pirée compte désormais 17 points d'avance en tête du classement sur son adversaire du jour, dans cette phase finale à laquelle prennent part les six premières équipes de la saison régulière, qui conservent les points acquis lors de la première partie de saison.

Avec ce succès chez le champion sortant, au terme d'une rencontre jouée à huis clos, l'Olympiakos se rapproche d'un 45e titre national, trois ans après son dernier sacre.

Au sortir de trois mois de coupure forcée, le championnat grec a donc repris ce week-end avec la 1re journée d'une phase finale comprenant deux mini-championnats, l'un pour le titre (six équipes), l'autre pour la relégation (huit équipes).

Sous le soleil de Thessalonique et le regard de quelques supporters installés sur les terrasses alentours, consignes des entraîneurs et plaies à l'arbitre ont résonné dans les tribunes vides de la Toumba, stade d'ordinaire parmi les plus bruyants du continent.

Comme prévu par le règlement, une courte pause s'est tenue au milieu de chaque mi-temps pour reposer des joueurs à court de rythme. Chaque équipe a effectué les cinq changements autorisés pour la reprise des compétitions après l'interruption liée au Covid-19.

À la dixième minute, un premier but de Youssef El Arabi a été refusé après intervention de la VAR pour hors-jeu, une première dans le championnat grec.

Mais l'attaquant de l'Olympiakos a récidivé à la 23e minute sur un centre de Mathieu Valbuena, confortant sa place de meilleur buteur du championnat (18 réalisations).

Les deux clubs rivaux se retrouveront encore à deux reprises d'ici la fin de la saison.

Le 24 juin pour le match retour des demi-finales de Coupe de Grèce (victoire à domicile du PAOK 3-2 à l'aller) et courant juillet pour le match retour des play-offs du championnat.

ESPAGNE

Reprise de la compétition avec des minutes de silence à la mémoire des morts du COVID-19

Une minute de silence sera observée avant tous les matches de reprise de la Liga à la mémoire des victimes du coronavirus, ont annoncé conjointement dimanche la Ligue et la Fédération espagnole de football.

L'hommage sera également rendu avant les matches de la deuxième division espagnole, ainsi que les play-offs de promotion dans les divisions inférieures "Segunda B et Tercera", ont indiqué les deux instances dirigeantes.

Le premier match du retour de la Liga aura lieu mercredi entre le Rayo Vallecano et Albacete, deux clubs de seconde division.

L'élite reprendra jeudi avec la rencontre Séville - Real Betis, alors que le champion en titre, Barcelone jouera samedi à l'extérieur au RCD Majorque et que le Real Madrid accueillera Eibar dimanche.

Le Barça est en tête du classement, avec deux points d'avance seulement sur le Real Madrid, et il reste 11 matches à disputer.

Ce retour à la compétition nationale mettra fin à une interruption de trois mois, depuis le 12 mars, en raison de la pandémie de coronavirus.

L'Espagne a réussi à maîtriser le virus ces dernières semaines, mais est l'un des pays les plus touchés avec plus de 27.000 décès confirmés, selon les derniers chiffres révélés dimanche.

APS

ENREGISTREMENT SONORE Halfaia, Saâdaoui, Bensid et Benaïssa auditionnés par la justice

Le directeur général de l'ES Sétif Fahd Halfaia, le président de l'AS Ain M'lila Elhadi Bensid, le président de l'US Biskra Abdallah Benaïssa et le manager de joueurs Nassim Saâdaoui ont été auditionnés dimanche par le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed et le juge d'instruction de la première chambre, dans l'affaire de marchandage présumé de matchs, fuité par un enregistrement sonore.

Le président du CA Bordj Bou Arréridj Anis Benhamadi et le directeur général de l'USM Bel-Abbès Kadour Benayad, également convoqués pour comparaître, ont brillé par leur absence.

Le premier nommé s'est absenté pour "des raisons de santé", alors que le second a délégué son avocat. Devant le procureur de la République, Nassim Saâdaoui a dit "ignorer" qu'il était d'interdit d'enregistrer des conversations téléphoniques. "Mon but était de me protéger et prouver mon innocence dans ce marchandage de matchs. Je suis innocent", a-t-il plaidé. Auditionnés à deux reprises d'abord par la commission de discipline de Ligue de football



professionnel (LFP), Nassim Saâdaoui et Fahd Halfaia ont défendu leur cause en plaçant leur innocence. Saâdaoui a insisté que le sonore en question "n'est pas un faux", contrairement aux propos du dirigeant sétifien, lequel insiste sur le fait qu'il s'agit d'un "montage". Dans le cadre de cette même affaire qui dé-

fraye la chronique, la commission de discipline de l'instance dirigeante de la compétition a auditionné également le président du CABBA, Anis Benhamadi, dont le nom a été cité dans cet enregistrement, et le président de l'US Biskra, Abdallah Benaïssa. Ce dernier a jeté un pavé dans la mare en affirmant

avoir été contacté par une personne pour arranger le match perdu à domicile face à l'ES Sétif (0-2), dans le cadre de la 21e journée du championnat de Ligue 1. La comparaison des différentes parties liées à cette affaire fait suite à la plainte contre X déposée par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

ANGLETERRE (CORONAVIRUS)

Mahrez et 1194 autres joueurs et membres des clubs testés négatifs

La Premier League anglaise de football, où évolue l'ailier international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a annoncé samedi soir dans un communiqué qu'aucun cas positif au nouveau coronavirus (COVID-19) n'a été recensé au sein des clubs lors de la nouvelle vague de tests de dépistage, rapportent dimanche les médias locaux.

Trois mois après l'interruption de la saison, le championnat anglais pourra bel et bien reprendre le 17 juin prochain, selon la même source.

Au total, 1195 joueurs et membres du personnel des clubs ont été testés lors de la sixième série de dépistage qui s'est déroulée jeudi et vendredi, d'après le communiqué.

Sur l'ensemble des 6274 tests effectués sur les joueurs et le personnel des clubs depuis le 17 mai, seuls 13 ont été contrôlés positifs au nouveau coronavirus.

L'instance de football anglaise a annoncé que les noms des personnes testées positives ne seraient pas dévoilés. La Premier League,



en collaboration avec la Fédération anglaise de football, a d'ores et déjà annoncé que l'application des mesures sanitaires strictes pourrait durer de 6 à 12 mois, comme l'a annoncé son conseiller médical, Mark Gillet à Goal.

Au-delà de la reprise de la saison, les joueurs et personnels des clubs seront soumis à des tests à un rythme hebdomadaire pour s'assurer que de nouveaux cas n'apparaissent pas.

De retour à l'entraînement collectif depuis le 19 mai, les

clubs ont reçu la semaine dernière l'autorisation de disputer des matches amicaux.

La saison 2019/2020 de Premier League reprendra le 17 juin, avec deux matches en retard, Aston Villa-Sheffield United (18h00 algériennes) et le choc entre Manchester United et Arsenal (20h15). Les vingt clubs de l'élite auront ensuite neuf journées et trois tours de la Coupe d'Angleterre à disputer avant le 1er août, date de la finale de la FA Cup qui marquera la fin de la saison.

WIJNALDUM VERS UNE PROLONGATION À LIVERPOOL

Le milieu international néerlandais, Georginio Wijnaldum, pourrait bientôt signer un nouveau deal avec sa formation de Liverpool. Le contrat de Gigi Wijnaldum doit expirer à la fin de la saison prochaine, ce qui signifie qu'il serait libre de parler à d'autres clubs à partir de janvier. Les champions d'Europe tardent pour l'instant à boucler un nouveau deal pour leur milieu de terrain, suscitant chez les supporters des craintes qu'il ne puisse s'en aller dès cet été. Cependant, selon le journaliste italien Fabrizio Romano, les pourparlers entre les deux parties sont bien avancés. Il a tweeté: "Les pourparlers entre Liverpool et l'agent de Gigi Wijnaldum pour prolonger son contrat se déroulent très bien..."



ENTRE ARSENAL ET WOLVERHAMPTON ?

Cantonné au banc de la Juventus, Daniele Rugani pourrait quitter l'Italie et s'envoler pour l'Angleterre.

Avec seulement trois apparitions en Serie A cette saison, Daniele Rugani ne rentre clairement pas dans les plans de Sarri cette saison. Le joueur italien pourrait quitter la Juventus Turin pour aller chercher du temps de jeu autre part. Si le joueur ne joue pas en Italie, il pourrait trouver son bonheur du côté de l'Angleterre où deux clubs que sont Arsenal et Wolverhampton seraient plutôt intéressés par le profil du défenseur de 25 ans.

Selon les informations de Tuttosport, Wolverhampton a été le premier à proposer une offre, jugée insuffisante pour les Italiens. Les Wolves auraient fait une offre de 20 millions à la Vieille Dame qui demanderait 6 millions de plus pour lâcher son joueur. Certains médias italiens parlent également d'un possible échange entre Raul Jimenez et Rugani avec évidemment de l'argent en plus pour obtenir les services du Mexicain que les dirigeants des Wolves aimeraient vendre pour 60 millions d'euros. Une transaction qui arrangerait tout le monde.

VAN DE BEEK FINALEMENT VERS MAN UNITED

Annoncé proche du Real Madrid en début d'année et encore dans les plans du club merengue il y a quelques mois, Donny van de Beek pourrait finalement ne jamais rejoindre la capitale espagnole.

Alors qu'il était disposé à formuler une offre de près de 60 millions d'euros, le Real aurait changé d'avis suite à la crise mondiale. Et d'après le média britannique The Times, Manchester United pourrait en profiter pour avancer sur ce dossier.

Après avoir recruté Bruno Fernandes l'hiver dernier, les Red Devils pourraient de nouveau se renforcer dans l'entrejeu puisqu'ils pourraient faire une première proposition à l'Ajax Amsterdam à hauteur de 40 millions d'euros pour le milieu de 23 ans. A Manchester, le vice-président exécutif Ed Woodward compte sur sa bonne entente avec Edwin van der Sar, ancienne légende de Man United et actuel directeur sportif du club néerlandais, pour réussir à finaliser cette opération.

L'agent de Saul refroidit MU

Récemment, le milieu de terrain de l'Atletico Madrid, Saul Niguez (25 ans, 26 matchs et 3 buts en Liga cette saison), a fait le buzz en teasant sur son "nouveau club", qui est en fait un club de jeunes qu'il va présider. Dans un registre plus sérieux, l'Espagnol a été annoncé dans le viseur de Manchester United ces dernières semaines en cas de départ de Paul Pogba. Mais les Red Devils peuvent déjà faire une croix sur le Colchonero. "Tout le monde sait que de nombreux clubs le veulent. Mais il est déjà dans un très grand club. Il a une très bonne relation avec l'Atletico et avec les fans", a assuré l'agent du Madrilène, Jonathan Barnett, au média Sport Witness. Sous contrat jusqu'en juin 2026, le natif d'Elche n'a visiblement aucune envie de changer d'air.



DOUGLAS COSTA INTÉRESSE UN CADOR DE LA LIGA

Douglas Costa pourrait quitter la Juventus pour rejoindre la Liga. Cet été, la formation de la Juventus Turin devrait laisser plusieurs joueurs. Si le nom d'Adrien Rabiot revient souvent du côté des départ, c'est également le cas de Douglas Costa. L'ailier brésilien de 29 ans dont le contrat se termine en juin 2022 serait poussé vers la sortie. Maurizio Sarri ne compterait pas sur lui pour la saison prochaine. Le joueur va donc devoir se trouver une porte de sortie. Si récemment Manchester United s'est penché sur lui, c'est aujourd'hui au tour de l'Atletico Madrid de se mettre sur les rangs pour l'accueillir. Selon le quotidien AS, les dirigeants Colchoneros auraient déjà appro-

Ceballos affiche ses intentions pour la saison prochaine

Le joueur du Real Madrid, prêté à Arsenal, a accordé un entretien à la radio Canal Sur Radio. Il a notamment évoqué son avenir et affiche ses intentions.

Prêté chez les Gunners cette saison, Dani Ceballos a connu des hauts et des bas, aussi et surtout à cause d'une blessure qui l'a écarté des terrains de longues semaines. Dans une interview, l'Espagnol a parlé de son avenir qui ne sera probablement pas à Madrid compte tenu de ses intentions: « L'objectif est de jouer l'Euro et les Jeux Olympiques la saison prochaine. Mais tout ça va dépendre de ma saison, de mon rendement, de mon état de forme et de la décision du sélectionneur », ambitionne Ceballos.

« Je veux me sentir important la saison prochaine, oui. Comme cette année. Lorsqu'il y a l'Euro et les Jeux Olympiques, tu dois chercher une équipe au sein de laquelle tu te sens important. Mais le futur est encore loin et on ne peut pas prédire ce qui va se passer », a conclu le madrilène qui sera vraisemblablement prêté, à Arsenal ou pas, une nouvelle saison.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président de la République nomme les membres du Tiers présidentiel au Conseil de la nation

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, dimanche, 14 membres du Tiers présidentiel au Conseil de la nation, indique la Présidence de la République dans un communiqué.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé aujourd'hui un décret présidentiel, en vertu duquel il a nommé les membres du Tiers présidentiel au Conseil de la nation. Il s'agit de:

- Mme. Leila Hammadi, veuve Aslaoui, ancienne ministre,
- M. Abdelmadjid Benkeddach, cadre supérieur de l'Etat,
- M. Omar Belhadj, avocat,
- M. Ammar Abdelhamid Mahi-Bahi, ancien ministre de la Justice,
- Pr. en médecine Mohamed Bouziane, ancien recteur d'université,
- M. Moussa Cherchali, dit

Mustapha, membre de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM)

- M. Omar Dadi Addoune, avocat,
- M. Belkacem Abdelaali, membre de la Fédération nationale des éleveurs (FNE),
- M. Ahmed Bennai, cadre supérieur de l'Etat,
- M. Mohamed Hamidou, ancien cadre supérieur,
- Pr. Mohamed Belhadj, président du Comité médical national de diabétologie (CMND),
- M. Noureddine Tadj, ancien cadre de l'Etat,
- M. Miloud Hanafi, ancien cadre de l'Etat,
- M. El Hadj Nour, cadre dans le secteur de la Justice.



APN

Le projet de loi visant à instituer le 8 mai, Journée nationale de la mémoire soumis à la commission spécialisée

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a soumis, dimanche, le projet de loi visant à instituer le 8 mai Journée nationale de la mémoire, à la commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés pour examen, indique un communiqué de la chambre basse du parlement. Après adoption de l'ordre du jour, le bureau de l'APN réuni sous la présidence de Sli-

mane Chenine, président de l'Assemblée, a soumis le projet de loi visant à instituer le 8 mai, Journée nationale de la mémoire à la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés pour examen, et chargé la commission des finances et du budget d'élaborer un calendrier consacré à l'audition des membres du Gouvernement dans le cadre de l'examen du pro-

jet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2017, souligne la même source.

Le bureau de l'APN a été informé de la déclaration d'un nouveau député sur les cas d'incompatibilités avec le mandat parlementaire qu'il a soumise à la commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés pour émettre son avis.

ALGÉRIE-LIBYE

L'Algérie prend acte de la dernière initiative politique pour trouver une solution politique à la crise libyenne

L'Algérie a pris acte de la dernière initiative politique en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et d'une solution politique à la crise libyenne, a indiqué dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Le communiqué rappelle la position de l'Algérie "qui se tient à équidistance des frères libyens ainsi que les efforts consentis à différents niveaux pour parvenir à un règlement politique, à commencer par un cessez-le-feu et le retour des belligérants libyens à la



table du dialogue, pour aboutir à une solution politique inclusive, conformément à la légalité

internationale et aux décisions du Conseil de sécurité onusien, et ce dans le respect de la volonté du peuple

libyen frère". L'Algérie a réitéré "son attachement au rôle axial des pays voisins afin de rapprocher les vues entre les frères libyens, à la faveur d'un dialogue inclusif en tant qu'unique voie pour rétablir la paix en Libye et garantir son unité et son intégrité territoriale". De ce fait, l'Algérie "appelle les différents acteurs régionaux et internationaux à coordonner leurs efforts pour trouver un règlement politique durable à la crise dans ce pays frère", conclut le communiqué.

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Le Comité d'experts, l'ARAV et le ministère de la Communication appellent à un débat large et inclusif

Le Comité d'experts chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de formuler des propositions sur la révision de la Constitution, le ministre de la Communication et le président de l'Autorité de régulation de l'Audio-visuel ont appelé dimanche à Alger à un débat large et inclusif autour du projet de révision de la Loi fondamentale, indique un communiqué commun ayant sanctionné une réunion entre ces trois parties. "Les professeurs Ahmed Laraba et Walid Laggoune, respectivement président et rapporteur général du Comité d'experts chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de formuler des propositions sur la révision de la Constitution, ont tenu une séance de travail aujourd'hui avec le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, et le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), M. Mohamed Louber", précise le communiqué. La réunion a été propice à un échange de vues autour des voies et moyens requis pour un débat national inclusif, large et pluriel, ouvert à toutes les composantes de la société civile et du monde politique, autour du projet de révision de la Constitution, indiquent les rédacteurs du document. "Acteur de facilitation" du débat national à ce sujet, le ministère de la Communication affirme agir conformément aux attributions que lui confère la loi, notamment l'article premier du décret exécutif n° 11-216 du 12 juin 2011 fixant ainsi ses attributions officielles : "Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son plan d'action, approuvés conformément aux dispositions de la Constitution, le ministre de la communication exerce ses attributions sur l'ensemble des activités liées à la promotion, la consolidation de la démocratie et de la liberté d'expression ainsi qu'au développement de la communication", est-il précisé. Partie prenante du débat et concernée également par sa réussite, l'ARAV entend, pour sa part, exercer pleinement la mission que lui fixe l'article 54 alinéa 5 de la loi 14-04 du 24 février 2014 relative à l'activité audiovisuelle, précisément, de "veiller, par tous les moyens appropriés, au respect de l'expression plurielle des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des services de diffusion sonore et télévisuelle, notamment sur des émissions d'information politique et génère le". Pour ce qui le concerne directement, le Comité d'experts veut rester au plus près de ce que la feuille de route du président de la République attend de lui, à savoir que l'amendement de la Constitution soit "la pierre angulaire pour l'édification d'une nouvelle République afin de réaliser les revendications de notre peuple, exprimées par le mouvement populaire".

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 7 juin 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	126,67	134,40
1 EUR	114,87	150,56
1 CAD	93,56	99,38
1 GBP	158,63	168,35
100 JPY	116,08	123,20
1 SAR	33,73	35,81
1 KWD	410,72	436,64
1 AED	34,48	36,59
100 CHF	13,172,35	13,982,17
100 SEK	1,357,87	1,441,20
100 DKK	1,904,14	2,020,49
100 NOK	1,332,67	1,414,46

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	127,95	134,40
1 EUR	143,31	150,55
1 CAD	94,61	99,38
1 GBP	160,24	168,35
100 JPY	117,26	123,20
100 CHF	13,306,08	13,982,17
100 SEK	1,371,66	1,441,20

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CONTREBANDE Intenses activités des services de l'ANP

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté, le 07 juin 2020, un (01) élément de soutien aux groupes terroristes à Bordj Bou Arreridj en 5^e Région Militaire. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'Armée Nationale Populaire a saisi une

grande quantité kif traité s'élevant à huit (08) quintaux et (33) kilogrammes, lors d'une patrouille de recherche menée près de la commune de Djenniène Bourezg, wilaya de Nâama en 2^e Région Militaire. Dans le même contexte, d'autres détachements combinés ont arrêté sept (07) narcotrafiquants et saisi (37,350) kilogrammes de kif traité, (500) grammes de cocaïne et (1161) unités de diff-

rentes boissons, et ce, lors d'opérations distinctes menées à Oran, Tlemcen/2^eRM, Boumerdes/1^{ère}RM et Bordj Bou Arreridj/5^eRM.

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie Nationale ont appréhendé, à Oran, six (06) candidats à l'émigration clandestine, tandis que quatorze (14) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à In Guezzam.